

CENTRE JURIDIQUE FRANCO-ALLEMAND

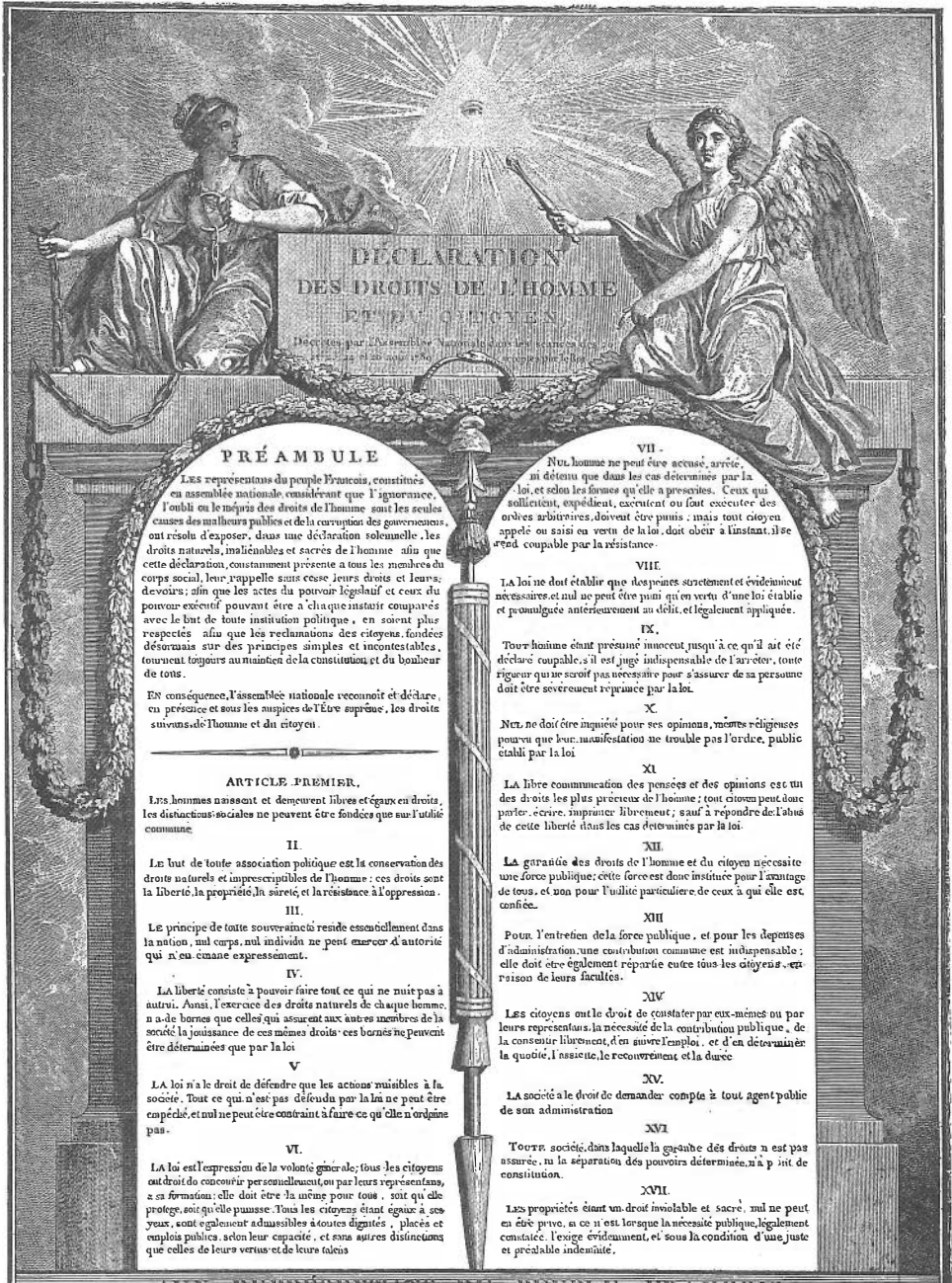


Université de la Sarre Universität des Saarlandes

ÉTUDES & DOCUMENTS

**constitution
du 4 octobre 1958/
die verfassung
der französischen republik**
(édition synoptique bilingue)

- 7. Auflage, 2009 -



**DÉCLARATION
DES DROITS DE L'HOMME
ET DU CITOYEN**

Donnée par l'Assemblée Nationale le 26 août 1789.
Approuvée par le Roi le 26 août 1789.

PRÉAMBULE

LES représentants du peuple Français, constitués en assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des maux publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs; afin que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la constitution et du bonheur de tous.

En conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen.

ARTICLE PREMIER.

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits, les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

II.

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme; ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

III.

Le principe de toute souveraineté reside essentiellement dans la nation, nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

IV.

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits; ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

V.

La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

VI.

La loi est l'expression de la volonté générale; tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation; elle doit être la même pour tous; soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talents.

VII.

Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi, doit obéir à l'instant, il se rend coupable par la résistance.

VIII.

La loi ne doit établir que des peines strictes et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

IX.

Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur que seroit pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

X.

Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, mêmes religieuses pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

XI.

La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement; sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

XII.

La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée.

XIII.

Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable; elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

XIV.

Les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, et en outre l'emploi, et en de déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

XV.

La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

XVI.

Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

XVII.

Les propriétés étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

AUX REPRÉSENTANTS DU PEUPLE FRANÇOIS.

EXPLICATION DE L'ALLÉGORIE.

M. Barbier aîné

L. Enjolras

Sur un large pied d'autel, communi à son sein, se voit tracer la déclaration des droits, supporté sur un globe, d'un côté de France, et de l'autre le roi, déclinant de droite le droit de l'homme, et montrant avec un sceptre l'unité supérieure de la raison qui réunit de chaque côté les rayons de l'étoile qui éclaircit le monde.

Les tables des droits de l'homme attachées et soutenues sur ce pied d'autel, par une lance en sautoir, qu'on voit à sa droite, d'un côté et de l'autre, et sur lesquelles on a écrit les principes de chaque article, en parlant d'effort et de la loi d'union des départements du Royaume, la liberté, la sûreté, le produit de la nation, le gouvernement.

de vend à Paris, chez les Citoyens, N° 12, au Palais National, N° 12, et chez M. L'Époux, aux Religieuses, N° 15.

CONSTITUTION
du 4 octobre 1958,
version en vigueur au 23 juillet 2008

**DIE VERFASSUNG DER
FRANZÖSISCHEN REPUBLIK**
vom 4. Oktober 1958
in der Fassung vom 23 Juli 2008

Edition synoptique bilingue /
zweisprachige synoptische Ausgabe
7^e édition/7. Auflage

Christian AUTEXIER (Hrsg.)



Les "études et documents du c.j.f.a." sont publiés par le CENTRE JURIDIQUE FRANCO-ALLEMAND, avec le soutien de l'Université de la Sarre. Les responsables de cette publication sont Christian AUTEIXIER et Claude WITZ, directeurs de ce Centre.

Univ.-Prof. Dr. Christian AUTEIXIER, (1944),
Docteur en droit (doctorat d'Etat, droit public, Paris II),
Maître assistant à l'Université de Lille II (1975/1980),
Hochschulassistent à l'Université de la Sarre (1980-1983),
Professeur à l'Université d'Angers (détaché : 1983-1986),
Professeur à l'Université de Lille II (détaché : depuis 1986),
Titulaire de la chaire de droit public français à l'Université de la Sarre,
Codirecteur du Centre juridique franco-allemand depuis 1984,
Vice-Président de l'Université Franco-Allemande (2001 - 2003).

Spécialités :
- *droit public français*,
- *droit comparé*,
- *droit allemand*.

Adresse professionnelle :

UNIVERSITÄT DES SAARLANDES
Lehrstuhl für französisches öffentliches Recht
Postfach 15 11 50
D - 66041 Saarbrücken
Tél. : (+49.681) 302.2185
fax : (+49.681) 302.4668
E-Mail : christian.autexier@mx.uni-saarland.de

2009 Centre juridique franco-allemand
UNIVERSITÄT DES SAARLANDES

Nicht im Buchhandel erhältlich

Abgabe gegen eine Schutzgebühr von 6,50 €



INHALTSVERZEICHNIS

DIE VERFASSUNG DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK vom 4. Oktober 1958		
Präambel.....		5
TITEL I		
Über die Souveränität.....		7
TITEL II		
Der Präsident der Republik.....		9
TITEL III		
Die Regierung.....		19
TITEL IV		
Das Parlament.....		21
TITEL V		
Über das Verhältnis zwischen Parlament und Regierung.....		25
TITEL VI		
Über internationale Verträge und Abkommen.....		47
TITEL VII		
Der Verfassungsrat.....		51
TITEL VIII		
Über die ordentliche Gerichtsbarkeit.....		55
TITEL IX		
Das Hohe Gericht.....		59
TITEL X		
Über die strafrechtliche Verantwortlichkeit der Mitglieder der Regierung.....		61
TITEL XI		
Der Wirtschafts-, Sozialrat- und Umweltrat.....		63
TITEL XI BIS		
Der Verteidiger der Rechte		65
TITEL XII		
Über die Gebietskörperschaften.....		65
TITEL XIII		
Übergangsbestimmungen für Neu-Kaledonien.....		75
TITEL XIV		
Über die Frankophonie und die Assoziierungsabkommen.....		77
TITEL XV		
Über die Europäischen Gemeinschaften und die Europäische Union [Fassung bis zum Inkrafttreten des Lissaboner Vertrages]		77
Über die Europäische Union [Fassung ab dem Inkrafttreten des Lissaboner Vertrages].....		81
TITEL XVI		
Über die Verfassungsänderung.....		83
TITEL XVII		
Übergangsbestimmungen.....		85
Präambel der Verfassung der Französischen Republik vom 27. Oktober 1946.....		87
Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte vom 26. August 1789.....		91
Umwelt Charta vom 2004.....		97

LA CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958¹

PRÉAMBULE

- (1) Le peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'Homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946, (*Loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005*) ainsi qu'aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004.
- (2) En vertu de ces principes et de celui de la libre détermination des peuples, la République offre aux territoires d'outre-mer qui manifestent la volonté d'y adhérer des institutions nouvelles fondées sur l'idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité et conçues en vue de leur évolution démocratique.

Article 1^{er}

(*Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995*)

- (1) ¹La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. ²Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. ³Elle respecte toutes les croyances. ⁴(*Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003*) Son organisation est décentralisée.
- (2) (*Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008*) La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales.

¹Modifiée par :

1. Loi constitutionnelle n° 60-525 du 4 juin 1960,
2. Loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962,
3. Loi constitutionnelle n° 63-1327 du 30 décembre 1963,
4. Loi constitutionnelle n° 74-904 du 29 octobre 1974,
5. Loi constitutionnelle n° 76-527 du 18 juin 1976,
6. Loi constitutionnelle n° 92-554 du 25 juin 1992,
7. Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993,
8. Loi constitutionnelle n° 93-1256 du 25 novembre 1993,
9. Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995,
10. Loi constitutionnelle n° 96-138 du 22 février 1996,
11. Loi constitutionnelle n° 98-610 du 20 juillet 1998,
12. Loi constitutionnelle n° 99-49 du 25 janvier 1999,
13. Loi constitutionnelle n° 99-568 du 8 juillet 1999,
14. Loi constitutionnelle n° 99-569 du 8 juillet 1999,
15. Loi constitutionnelle n° 2000-964 du 2 octobre 2000
16. Loi constitutionnelle n° 2003-267 du 25 mars 2003
17. Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003
18. Loi constitutionnelle n° 2005-204 du 1er mars 2005
19. Loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005
20. Loi constitutionnelle n° 2007-237 du 23 février 2007
21. Loi constitutionnelle n° 2007-238 du 23 février 2007
22. Loi constitutionnelle n° 2007-239 du 23 février 2007
23. Loi constitutionnelle n° 2008-103 du 4 février 2008
24. Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008

DIE VERFASSUNG DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK vom 4. Oktober 1958¹

PRÄAMBEL

- (1) Das französische Volk verkündet feierlich seine Verbundenheit mit den Menschenrechten und mit den Grundsätzen der nationalen Souveränität, wie sie in der Erklärung von 1789 niedergelegt und durch die Präambel der Verfassung von 1946 bestätigt und ergänzt wurden, (*Verfassungsgesetz Nr. 2005-205 vom 1. März 2005*) sowie mit den in der Umwelt-Charta von 2004 niedergelegten Rechten und Pflichten.
- (2) Kraft dieser Grundsätze und desjenigen der freien Entscheidung der Völker bietet die Republik den überseeischen Gebieten, die den Willen zum Beitritt bekunden, neue Einrichtungen, die auf dem gemeinsamen Ideal von Freiheit, Gleichheit und Brüderlichkeit beruhen und die auf ihre demokratische Entfaltung hin entworfen wurden.

Artikel 1

(Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995)

- (1)¹ Frankreich ist eine unteilbare, laizistische, demokratische und soziale Republik. ²Sie gewährleistet die Gleichheit aller Bürger vor dem Gesetz ohne Unterschied der Herkunft, Rasse oder Religion. ³Sie achtet jeden Glauben. ⁴*(Verfassungsgesetz Nr. 2003-276 vom 28. März 2003) Sie ist dezentral gegliedert.*
- (2) (*Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008*) Das Gesetz fördert den gleichen Zugang von Frauen und Männern zu den Wahlmandaten und auf Wahl beruhenden Ämtern sowie zu den Führungspositionen im beruflichen und sozialen Bereich.

¹Geändert durch:

1. Verfassungsgesetz Nr. 60-525 vom 4. Juni 1960,
2. Gesetz Nr. 62-1292 vom 6. November 1962,
3. Verfassungsgesetz Nr. 63-1327 vom 30. Dezember 1963,
4. Verfassungsgesetz Nr. 74-904 vom 29. Oktober 1974,
5. Verfassungsgesetz Nr. 76-527 vom 18. Juni 1976,
6. Verfassungsgesetz Nr. 92-554 vom 25. Juni 1992,
7. Verfassungsgesetz Nr. 93-952 vom 27. Juli 1993,
8. Verfassungsgesetz Nr. 93-1256 vom 25. November 1993,
9. Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995,
10. Verfassungsgesetz Nr. 96-138 vom 22. Februar 1996,
11. Verfassungsgesetz Nr. 98-610 vom 20. Juli 1998,
12. Verfassungsgesetz Nr. 99-49 vom 25. Januar 1999,
13. Verfassungsgesetz Nr. 99-568 vom 8. Juli 1999,
14. Verfassungsgesetz Nr. 99-569 vom 8. Juli 1999,
15. Verfassungsgesetz Nr. 2000-964 vom 2. Oktober 2000,
16. Verfassungsgesetz Nr. 2003-267 vom 25. März 2003,
17. Verfassungsgesetz Nr. 2003-276 vom 28. März 2003.
18. Verfassungsgesetz Nr. 2005-204 vom 1. März 2005.
19. Verfassungsgesetz Nr. 2005-205 vom 1. März 2005.
20. Verfassungsgesetz Nr. 2007-237 vom 23. Februar 2007.
21. Verfassungsgesetz Nr. 2007-238 vom 23. Februar 2007.
22. Verfassungsgesetz Nr. 2007-239 vom 23. Februar 2007.
23. Verfassungsgesetz Nr. 2008-103 vom 4. Februar 2008.
24. Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 du 23. Juli 2008.

TITRE PREMIER

De la souveraineté

Article 2

(Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995)

- (1) *(Loi constitutionnelle n° 92-554 du 25 juin 1992)* La langue de la République est le français.
- (2) L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge.
- (3) L'hymne national est La Marseillaise.
- (4) La devise de la République est « Liberté, Égalité, Fraternité ».
- (5) Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Article 3

- (1) La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.
- (2) Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.
- (3)¹Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. ²Il est toujours universel, égal et secret.
- (4) Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques.
- (5) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008) [Abrogé]*

Article 4

- (1) ¹Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. ²Ils se forment et exercent leur activité librement. ³Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie.
- (2) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* Ils contribuent à la mise en oeuvre du principe énoncé au second alinéa de l'article 1er dans les conditions déterminées par la loi.
- (3) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* La loi garantit les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation.

TITEL I**Über die Souveränität****Artikel 2**

(Verfassungsgesetz 95-880 vom 4. August 1995)

- (1) *(Verfassungsgesetz Nr. 92-554 vom 25. Juni 1992)* Die Sprache der Republik ist Französisch.
- (2) Das Nationalembem ist die blau-weiß-rote Trikolore.
- (3) Die Nationalhymne ist La Marseillaise.
- (4) Der Wahlspruch der Republik lautet: "Freiheit, Gleichheit, Brüderlichkeit".
- (5) Ihr Grundsatz ist: Regierung des Volkes durch das Volk und für das Volk.

Artikel 3

- (1) Die nationale Souveränität liegt beim Volke, das sie durch seine Vertreter und durch Volksentscheid ausübt.
- (2) Weder ein Teil des Volkes noch ein einzelner darf ihre Ausübung an sich ziehen.
- (3) ¹Die Wahl kann nach Maßgabe der Verfassung unmittelbar oder mittelbar sein. ²Sie ist immer allgemein, gleich und geheim.
- (4) Wahlberechtigt sind nach Maßgabe der Gesetze alle volljährigen französischen Staatsangehörigen beiderlei Geschlechtes, die im Besitz ihrer bürgerlichen und staatsbürgerlichen Rechte sind.
- (5) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008) [Aufgehoben]*

Artikel 4

- (1) ¹Die politischen Parteien und Vereinigungen wirken bei den Wahlentscheidungen mit. ²Ihre Bildung und die Ausübung ihrer Tätigkeit sind frei. ³Sie haben die Grundsätze der nationalen Souveränität und der Demokratie zu achten.
- (2) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)* Sie tragen unter den gesetzlich festgelegten Bedingungen zur Verwirklichung des im zweiten Absatz von Artikel 1 enthaltenen Grundsatzes bei.
- (3) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)* Das Gesetz garantiert die pluralistische Meinungsäußerung und die ausgewogene Mitwirkung der Parteien und politischen Gruppierungen am demokratischen Leben der Nation.

TITRE II Le Président de la République

Article 5

- (1)¹Le Président de la République veille au respect de la Constitution. ²Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat.
- (2)(*Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995*) Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités.

Article 6

- (1)(*Loi constitutionnelle n° 2000-964 du 2 octobre 2000*) Le Président de la République est élu pour cinq ans au suffrage universel direct.
- (2)(*Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008*) Nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs.
- (3)(*Loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962*) Les modalités d'application du présent article sont fixées par une loi organique.

Article 7

(*Loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962*)

- (1) ¹Le Président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés. ²(*Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003*) Si celle-ci n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé, le quatorzième jour suivant, à un second tour. ³Seuls peuvent s'y présenter les deux candidats qui, le cas échéant après retrait de candidats plus favorisés, se trouvent avoir recueilli le plus grand nombre de suffrages au premier tour.
- (2) Le scrutin est ouvert sur convocation du Gouvernement.
- (3) L'élection du nouveau Président a lieu vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus avant l'expiration des pouvoirs du président en exercice.
- (4) En cas de vacance de la Présidence de la République pour quelque cause que ce soit, ou d'empêchement constaté par le Conseil constitutionnel saisi par le Gouvernement et statuant à la majorité absolue de ses membres, les fonctions du Président de la République, à l'exception de celles prévues aux articles 11 et 12 ci-dessous, sont provisoirement exercées par le président du Sénat et, si celui-ci est à son tour empêché d'exercer ces fonctions, par le Gouvernement.
- (5) En cas de vacance ou lorsque l'empêchement est déclaré définitif par le Conseil constitutionnel, le scrutin pour l'élection du nouveau Président a lieu, sauf cas de force majeure constaté par le Conseil constitutionnel, vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus après l'ouverture de la vacance ou la déclaration du caractère définitif de l'empêchement.
- (6) (*Loi constitutionnelle n° 76-527 du 18 juin 1976*) Si, dans les sept jours précédant la date

TITEL II Der Präsident der Republik

Artikel 5

- (1)¹Der Präsident der Republik wacht über die Einhaltung der Verfassung. ²Mittels seiner Schiedsgewalt stellt er die ordnungsgemäße Ausübung der öffentlichen Gewalten sowie den Bestand des Staates sicher.
- (2)(*Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995*) Er ist Garant der nationalen Unabhängigkeit, der Unversehrtheit des Staatsgebietes und der Einhaltung der Verträge.

Artikel 6

- (1)(*Verfassungsgesetz Nr. 2000-964 vom 2. Oktober 2000*) Der Präsident der Republik wird durch allgemeine, unmittelbare Wahlen für die Dauer von fünf Jahren gewählt.
- (2)(*Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008*) Niemand darf mehr als zwei Mandate in Folge ausüben.
- (3)(*Gesetz Nr. 62-1292 vom 6. November 1962*) Das Nähere zur Anwendung dieses Artikels regelt ein Organgesetz.

Artikel 7

(Gesetz Nr. 62-1292 vom 6. November 1962)

- (1)¹Der Präsident der Republik wird mit absoluter Mehrheit der abgegebenen gültigen Stimmen gewählt. ²(*Verfassungsgesetz Nr. 2003-276 vom 28. März 2003*) Wird diese im ersten Wahlgang nicht erreicht, wird am vierzehnten darauffolgenden Tag ein zweiter Wahlgang durchgeführt. ³Für diesen können sich nur die beiden Kandidaten zur Wahl stellen, die, gegebenenfalls nach Rücktritt der Kandidaten, die mehr Stimmen auf sich vereinigt haben, im ersten Wahlgang die meisten Stimmen erhalten haben.
- (2)Das Wahlverfahren wird durch die Regierung eingeleitet.
- (3)Die Wahl des neuen Präsidenten der Republik findet spätestens zwanzig Tage und frühestens fünfunddreißig Tage vor Ablauf der Amtsdauer des amtierenden Präsidenten statt.
- (4)Im Falle der aus welchem Grunde auch immer bestehenden Vakanz des Amtes des Präsidenten der Republik oder bei einer auf Ersuchen der Regierung vom Verfassungsrat mit absoluter Mehrheit seiner Mitglieder festgestellten Verhinderung werden die Befugnisse des Präsidenten der Republik, ausgenommen diejenigen nach Artikel 11 und 12, vorläufig vom Präsidenten des Senats und, falls dieser wiederum an der Ausübung dieses Amtes verhindert ist, von der Regierung wahrgenommen.
- (5)Im Falle der Vakanz oder wenn der Verfassungsrat die Verhinderung für endgültig erklärt hat, findet die Wahl des neuen Präsidenten, ausgenommen bei vom Verfassungsrat festgestellter höherer Gewalt, frühestens zwanzig Tage und spätestens fünfunddreißig Tage nach Eintritt der Vakanz oder nach der Erklärung der endgültigen Verhinderung statt.
- (6)(*Verfassungsgesetz Nr. 76-527 vom 18. Juni 1976*) Wenn in den sieben Tagen vor dem

limite du dépôt des présentations de candidatures, une des personnes ayant, moins de trente jours avant cette date, annoncé publiquement sa décision d'être candidate décède ou se trouve empêchée, le Conseil constitutionnel peut décider de reporter l'élection.

- (7)(*Loi constitutionnelle n° 76-527 du 18 juin 1976*) Si, avant le premier tour, un des candidats décède ou se trouve empêché, le Conseil constitutionnel prononce le report de l'élection.
- (8)(*Loi constitutionnelle n° 76-527 du 18 juin 1976*) En cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats les plus favorisés au premier tour avant les retraits éventuels, le Conseil constitutionnel déclare qu'il doit être procédé de nouveau à l'ensemble des opérations électorales ; il en est de même en cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats restés en présence en vue du second tour.
- (9)(*Loi constitutionnelle n° 76-527 du 18 juin 1976*) Dans tous les cas, le Conseil constitutionnel est saisi dans les conditions fixées au deuxième alinéa de l'article 61 ci-dessous ou dans celles déterminées pour la présentation d'un candidat par la loi organique prévue à l'article 6 ci-dessus.
- (10)(*Loi constitutionnelle n° 76-527 du 18 juin 1976*) ¹Le Conseil constitutionnel peut proroger les délais prévus aux troisième et cinquième alinéas sans que le scrutin puisse avoir lieu plus de trente-cinq jours après la date de la décision du Conseil constitutionnel. ²Si l'application des dispositions du présent alinéa a eu pour effet de reporter l'élection à une date postérieure à l'expiration des pouvoirs du Président en exercice, celui-ci demeure en fonction jusqu'à la proclamation de son successeur.
- (11) Il ne peut être fait application ni des articles 49 et 50 ni de l'article 89 de la Constitution durant la vacance de la Présidence de la République ou durant la période qui s'écoule entre la déclaration du caractère définitif de l'empêchement du Président de la République et l'élection de son successeur.

Article 8

- (1)¹Le Président de la République nomme le Premier ministre. ²Il met fin à ses fonctions sur la présentation par celui-ci de la démission du Gouvernement.
- (2) Sur la proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du Gouvernement et met fin à leurs fonctions.

Article 9

Le Président de la République préside le Conseil des ministres.

Article 10

- (1) Le Président de la République promulgue les lois dans les quinze jours qui suivent la transmission au Gouvernement de la loi définitivement adoptée.
- (2)¹Il peut, avant l'expiration de ce délai, demander au Parlement une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles. ²Cette nouvelle délibération ne peut être refusée.

letzten Termin für die Einbringung von Kandidaturvorschlägen eine der Personen, die weniger als dreißig Tage vor diesem Zeitpunkt ihre Entscheidung zu kandidieren öffentlich angekündigt hat, stirbt oder verhindert ist, kann der Verfassungsrat beschließen, die Wahl zu verschieben.

- (7) (*Verfassungsgesetz Nr. 76-527 vom 18. Juni 1976*) Wenn vor dem ersten Wahlgang einer der Kandidaten stirbt oder verhindert ist, ordnet der Verfassungsrat die Verschiebung der Wahl an.
- (8) (*Verfassungsgesetz Nr. 76-527 vom 18. Juni 1976*) Im Todes- oder Verhinderungsfalle eines der beiden Kandidaten, die im ersten Wahlgang vor einer eventuellen Rücknahme von Kandidaturen die meisten Stimmen auf sich vereinigt haben, erklärt der Verfassungsrat, daß das gesamte Wahlverfahren wiederholt werden muß; dasselbe gilt im Falle des Todes oder der Verhinderung eines der beiden für den zweiten Wahlgang verbliebenen Kandidaten.
- (9) (*Verfassungsgesetz Nr. 76-527 vom 18. Juni 1976*) In allen Fällen wird der Verfassungsrat entsprechend den in Artikel 61 Absatz 2 festgelegten Voraussetzungen oder gemäß denjenigen, die für den Kandidatenvorschlag durch das in Artikel 6 vorgesehene Organgesetz bestimmt werden, angerufen.
- (10) (*Verfassungsgesetz Nr. 76-527 vom 18. Juni 1976*) ¹Der Verfassungsrat kann die in den Absätzen 3 und 5 vorgesehenen Fristen verlängern, ohne daß dadurch die Wahl später als fünfunddreißig Tage nach dem Termin der Entscheidung des Verfassungsrates stattfinden darf. ²Wenn die Anwendung der Bestimmungen dieses Absatzes zur Folge hat, daß die Wahl auf einen Zeitpunkt verschoben wird, der nach dem Ablauf der Amtsdauer des amtierenden Präsidenten liegt, bleibt dieser bis zur Einsetzung seines Nachfolgers im Amte.
- (11) Weder die Artikel 49 und 50 noch Artikel 89 der Verfassung dürfen während der Vakanz des Amtes des Präsidenten oder während des Zeitraumes Anwendung finden, der zwischen der Erklärung der endgültigen Verhinderung des Präsidenten der Republik und der Wahl seines Nachfolgers liegt.

Artikel 8

- (1) ¹Der Präsident der Republik ernennt den Premierminister. ²Er entläßt ihn aus seinem Amt, wenn dieser ihm den Rücktritt der Regierung anbietet.
- (2) Auf Vorschlag des Premierministers ernennt und entläßt er die übrigen Mitglieder der Regierung.

Artikel 9

Der Präsident der Republik führt den Vorsitz im Ministerrat.

Artikel 10

- (1) Der Präsident der Republik fertigt die Gesetze innerhalb von fünfzehn Tagen nach Übermittlung des endgültig angenommenen Gesetzes an die Regierung aus.
- (2) ¹Er kann vor Ablauf dieser Frist vom Parlament eine neue Beratung des Gesetzes oder bestimmter Artikel desselben verlangen. ²Diese neue Beratung darf nicht verweigert werden.

Article 11 *

(Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995)

- (1) Le Président de la République, sur proposition du Gouvernement pendant la durée des sessions ou sur proposition conjointe des deux Assemblées, publiées au Journal officiel, peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, sur des réformes relatives à la politique économique ou sociale de la nation et aux services publics qui y concourent, ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions.
- (2) Lorsque le référendum est organisé sur proposition du Gouvernement, celui-ci fait, devant chaque assemblée, une déclaration qui est suivie d'un débat.
- (3) Lorsque le référendum a conclu à l'adoption du projet de loi, le Président de la République promulgue la loi dans les quinze jours qui suivent la proclamation des résultats de la consultation.

Article 11

[Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

(1) Le Président de la République, sur proposition du Gouvernement pendant la durée des sessions ou sur proposition conjointe des deux Assemblées, publiées au Journal Officiel, peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, sur des réformes relatives à la politique économique, sociale ou environnementale de la nation et aux services publics qui y concourent, ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions.

(2) Lorsque le référendum est organisé sur proposition du Gouvernement, celui-ci fait, devant chaque assemblée, une déclaration qui est suivie d'un débat.

(3) ¹Un référendum portant sur un objet mentionné au premier alinéa peut être organisé à l'initiative d'un cinquième des membres du Parlement, soutenue par un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales. ²Cette initiative prend la forme d'une proposition de loi et ne peut avoir pour objet l'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an.

(4) Les conditions de sa présentation et celles dans lesquelles le Conseil constitutionnel contrôle le respect des dispositions de l'alinéa précédent sont déterminées par une loi organique.

(5) Si la proposition de loi n'a pas été examinée par les deux assemblées dans un délai fixé par la loi organique, le Président de la République la soumet au référendum.

(6) Lorsque la proposition de loi n'est pas adoptée par le peuple français, aucune nouvelle proposition de référendum portant sur le même sujet ne peut être présentée avant l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date du scrutin.

(7) Lorsque le référendum a conclu à l'adoption du projet ou de la proposition de

Artikel 11 *

(Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995)

- (1) Der Präsident der Republik kann auf Vorschlag der Regierung während der Sitzungsperiode oder auf gemeinsamen Vorschlag beider Kammern, die im *Journal officiel* veröffentlicht werden, jeden Gesetzentwurf zum Volksentscheid bringen, der die Organisation der öffentlichen Gewalten, Reformen der Wirtschafts- oder Sozialpolitik der Nation sowie der dabei mitwirkenden Gemeindienste betrifft oder auf die Ermächtigung zur Ratifizierung eines Vertrages hinzielt, der, ohne der Verfassung entgegenzustehen, Auswirkungen auf die Tätigkeit der Staatseinrichtungen zeigen würde.
- (2) Findet der Volksentscheid auf Vorschlag der Regierung statt, gibt diese vor jeder Kammer eine Erklärung ab, der eine Aussprache im Parlament folgt.
- (3) Führt der Volksentscheid zur Annahme des Entwurfs, verkündet der Präsident der Republik das Gesetz innerhalb von fünfzehn Tagen nach Bekanntgabe der Ergebnisse der Befragung.

Artikel 11

[Das Inkrafttreten erfolgt unter den in den zur Anwendung erforderlichen Gesetzen und Organgesetzen festgelegten Bedingungen]

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

- (1) *Der Präsident der Republik kann auf Vorschlag der Regierung während der Sitzungsperiode oder auf gemeinsamen Vorschlag der Kammern, welche im Journal officiel veröffentlicht werden, jeden Gesetzentwurf zum Volksentscheid bringen, der die Organisation der öffentlichen Gewalten, Reformen der Wirtschafts-, Sozial- oder Umweltpolitik der Nation sowie der dabei mitwirkenden Gemeindienste betrifft oder auf die Ermächtigung zur Ratifikation eines Vertrages hinzielt, der, ohne der Verfassung entgegenzustehen, Auswirkungen auf das Funktionieren der Institutionen hätte.*
- (2) *Findet der Volksentscheid auf Vorschlag der Regierung statt, gibt diese vor jeder Kammer eine Erklärung ab, der sich eine Aussprache anschließt.*
- (3) *¹Ein Volksentscheid zu einem in Absatz 1 genannten Gegenstand kann auf Initiative eines Fünftels der Mitglieder des Parlaments, unterstützt von einem Zehntel der auf den Wahllisten eingetragenen Wähler, stattfinden. ²Diese Initiative wird in Form eines Gesetzesvorschlages ergriffen und kann nicht die Aufhebung einer gesetzlichen Bestimmung zum Gegenstand haben, die vor weniger als einem Jahr verkündet wurde.*
- (4) *Die Bedingungen seiner Einreichung und die unter denen der Verfassungsrat die Einhaltung der Bestimmungen des vorangehenden Absatzes kontrolliert, werden durch ein Organgesetz bestimmt.*
- (5) *Wird der Gesetzesvorschlag von den beiden Kammern nicht binnen der im Organgesetz festgesetzten Frist geprüft, bringt der Präsident der Republik ihn zum Volksentscheid.*
- (6) *Nimmt das französische Volk den Gesetzesvorschlag nicht an, kann vor Ablauf einer Frist von zwei Jahren ab dem Datum der Abstimmung kein neuer Vorschlag für einen Volksentscheid zum gleichen Thema eingereicht werden.*
- (7) *Führt der Volksentscheid zur Annahme des Gesetzentwurfs oder des*

loi, le Président de la République promulgue la loi dans les quinze jours qui suivent la proclamation des résultats de la consultation.

Article 12

- (1) Le Président de la République peut, après consultation du Premier ministre et des présidents des assemblées, prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale.
- (2) Les élections générales ont lieu vingt jours au moins et quarante jours au plus après la dissolution.
- (3) L'Assemblée nationale se réunit de plein droit le deuxième jeudi qui suit son élection.
²(Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995) Si cette réunion a lieu en dehors de la période prévue pour la session ordinaire, une session est ouverte de droit pour une durée de quinze jours.
- (4) Il ne peut être procédé à une nouvelle dissolution dans l'année qui suit ces élections.

Article 13 *

- (1) Le Président de la République signe les ordonnances et les décrets délibérés en Conseil des ministres.
- (2) Il nomme aux emplois civils et militaires de l'Etat.
- (3) (Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003) Les conseillers d'Etat, le grand chancelier de la Légion d'honneur, les ambassadeurs et envoyés extraordinaires, les conseillers maîtres à la Cour des Comptes, les préfets, les représentants de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 et en Nouvelle-Calédonie, les officiers généraux, les recteurs des académies, les directeurs des administrations centrales sont nommés en Conseil des ministres.
- (4) Une loi organique détermine les autres emplois auxquels il est pourvu en Conseil des ministres ainsi que les conditions dans lesquelles le pouvoir de nomination du Président de la République peut être par lui délégué pour être exercé en son nom.

Article 13

[Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

- (1) *Le Président de la République signe les ordonnances et les décrets délibérés en conseil des ministres.*
- (2) *Il nomme aux emplois civils et militaires de l'État.*
- (3) *(Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003) Les conseillers d'État, le grand chancelier de la Légion d'honneur; les ambassadeurs et envoyés extraordinaires, les conseillers maîtres à la Cour des comptes, les préfets, les représentants de l'État dans les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 et en Nouvelle-Calédonie, les officiers généraux, les recteurs des académies, les directeurs des administrations centrales sont nommés en Conseil des ministres.*

Gesetzesvorschlags, verkündet der Präsident der Republik das Gesetz binnen fünfzehn Tagen nach Bekanntgabe der Ergebnisse der Befragung.

Artikel 12

- (1) Der Präsident der Republik kann nach Beratung mit dem Premierminister und den Präsidenten der Kammern die Auflösung der Nationalversammlung verfügen.
- (2) Die allgemeinen Wahlen finden frühestens zwanzig, spätestens vierzig Tage nach der Auflösung statt.
- (3) Die Nationalversammlung tritt von Verfassungen wegen am zweiten Donnerstag nach ihrer Wahl zusammen. ²(*Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995*) Fällt dieser Zusammentritt außerhalb des für die ordentliche Sitzungsperiode vorgesehenen Zeitraums, ist von Rechts wegen eine Sitzungsperiode für die Dauer von fünfzehn Tagen eröffnet.
- (4) In dem auf diese Wahlen folgenden Jahr darf keine erneute Auflösung erfolgen.

Artikel 13 *

- (1) Der Präsident der Republik unterzeichnet die im Ministerrat beschlossenen gesetzesvertretenden Verordnungen und Dekrete.
- (2) Er nimmt die Ernennungen zu den zivilen und militärischen Staatsämtern vor.
- (3) (*Verfassungsgesetz Nr. 2003-276 vom 28. März 2003*) Die Staatsräte, der Großkanzler der Ehrenlegion, die Botschafter und außerordentlichen Gesandten, die Räte am Rechnungshof, die Präfekten, die Vertreter des Staates in den dem Artikel 74 unterfallenden überseeischen Körperschaften sowie in Neu-Kaledonien, die Offiziere im Generalsrang, die Rektoren der *académies* und die Abteilungsleiter der Zentralverwaltungen werden im Ministerrat ernannt.
- (4) Ein Organgesetz bestimmt die übrigen Ämter, deren Besetzung im Ministerrat beschlossen wird, sowie die Bedingungen, unter denen das Ernennungsrecht des Präsidenten der Republik von ihm übertragen werden kann, um in seinem Namen ausgeübt zu werden.

Artikel 13

*[Das Inkrafttreten erfolgt unter den in den zur Anwendung erforderlichen Gesetzen und Organgesetzen festgelegten Bedingungen]
(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)*

- (1) *Der Präsident der Republik unterzeichnet die im Ministerrat beschlossenen gesetzesvertretenden Verordnungen und Dekrete.*
- (2) *Er nimmt die Ernennungen zu den zivilen und militärischen Staatsämtern vor.*
- (3) (*Verfassungsgesetz Nr. 2003-276 vom 28. März 2003*) *Die Staatsräte, der Großkanzler der Ehrenlegion, die Botschafter und außerordentlichen Gesandten, die Räte am Rechnungshof, die Präfekten, die Vertreter des Staates in den dem Artikel 74 unterfallenden überseeischen Körperschaften sowie in Neu-Kaledonien, die Offiziere im Generalsrang, die Rektoren der académies und die Abteilungsleiter der Zentralverwaltungen werden im Ministerrat ernannt.*

(4) *Une loi organique détermine les autres emplois auxquels il est pourvu en Conseil des ministres ainsi que les conditions dans lesquelles le pouvoir de nomination du Président de la République peut être par lui délégué pour être exercé en son nom.*

(5) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)] ¹Une loi organique détermine les emplois ou fonctions, autres que ceux mentionnés au troisième alinéa, pour lesquels, en raison de leur importance pour la garantie des droits et libertés ou la vie économique et sociale de la Nation, le pouvoir de nomination du Président de la République s'exerce après avis public de la commission permanente compétente de chaque assemblée. ²Le Président de la République ne peut procéder à une nomination lorsque l'addition des votes négatifs dans chaque commission représente au moins trois cinquièmes des suffrages exprimés au sein des deux commissions. ³La loi détermine les commissions permanentes compétentes selon les emplois ou fonctions concernés.*

Article 14

Le Président de la République accrédite les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires auprès des puissances étrangères ; les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires étrangers sont accrédités auprès de lui.

Article 15

¹Le Président de la République est le chef des armées. ²Il préside les conseils et les comités supérieurs de la Défense nationale.

Article 16

(1) Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacées d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu, le Président de la République prend les mesures exigées par ces circonstances, après consultation officielle du Premier ministre, des présidents des assemblées ainsi que du Conseil constitutionnel.

(2) Il en informe la Nation par un message.

(3) Ces mesures doivent être inspirées par la volonté d'assurer aux pouvoirs publics constitutionnels, dans les moindres délais, les moyens d'accomplir leur mission. ²Le Conseil constitutionnel est consulté à leur sujet.

(4) Le Parlement se réunit de plein droit.

(5) L'Assemblée nationale ne peut être dissoute pendant l'exercice des pouvoirs exceptionnels.

(6) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008) ¹Après trente jours d'exercice des pouvoirs exceptionnels, le Conseil constitutionnel peut être saisi par le Président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat, soixante députés ou soixante sénateurs, aux fins d'examiner si les conditions énoncées au premier alinéa demeurent réunies. ²Il se prononce dans les délais les plus brefs par un avis public. ³Il procède de plein droit à cet examen et se prononce dans les mêmes conditions au terme de soixante jours d'exercice*

(4) *Ein Organgesetz bestimmt die übrigen Ämter, deren Besetzung im Ministerrat beschlossen wird, sowie die Bedingungen, unter denen das Ernennungsrecht des Präsidenten der Republik von ihm übertragen werden kann, um in seinem Namen ausgeübt zu werden.*

(5) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008) ¹Ein Organgesetz bestimmt die Ämter und Funktionen, die nicht in Absatz 3 aufgeführt sind und für die wegen ihrer Bedeutung für die Wahrung der Rechte und Freiheiten oder für das wirtschaftliche und soziale Leben der Nation das Ernennungsrecht des Präsidenten der Republik nach öffentlicher Stellungnahme des zuständigen ständigen Ausschusses einer jeden Kammer ausgeübt wird. ²Der Präsident der Republik kann keine Ernennung vornehmen, wenn die Summe der Gegenstimmen eines jeden Ausschusses mindestens drei Fünftel der abgegebenen Stimmen beider Ausschüsse entspricht. ³Die ständigen Ausschüsse, die für die jeweiligen Ämter und Funktionen zuständig sind, werden durch Gesetz bestimmt.*

Artikel 14

Der Präsident der Republik akkreditiert die Botschafter und außerordentlichen Gesandten bei den auswärtigen Mächten; die auswärtigen Botschafter und außerordentlichen Gesandten sind bei ihm akkreditiert.

Artikel 15

¹Der Präsident der Republik ist Oberbefehlshaber der Streitkräfte. ²Er führt den Vorsitz in den obersten Räten und Ausschüssen für die Landesverteidigung.

Artikel 16

- (1) Wenn die Einrichtungen der Republik, die Unabhängigkeit der Nation, die Unversehrtheit ihres Staatsgebietes oder die Erfüllung ihrer internationalen Verpflichtungen schwer und unmittelbar bedroht sind und wenn die ordnungsgemäße Ausübung der verfassungsmäßigen öffentlichen Gewalten unterbrochen ist, trifft der Präsident der Republik nach förmlicher Beratung mit dem Premierminister, mit den Präsidenten der Kammern sowie mit dem Verfassungsrat die unter diesen Umständen nötigen Maßnahmen.
- (2) Er setzt die Nation darüber durch Mitteilung in Kenntnis.
- (3) ¹Diese Maßnahmen müssen von dem Willen getragen werden, den verfassungsmäßigen öffentlichen Gewalten innerhalb kürzester Zeit die Mittel zur Erfüllung ihrer Aufgaben sicherzustellen. ²Hierzu wird der Verfassungsrat gehört.
- (4) Das Parlament tritt von Verfassungs wegen zusammen.
- (5) Die Nationalversammlung darf während der Ausübung der Ausnahmebefugnisse nicht aufgelöst werden.
- (6) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008) ¹Nach dreißig Tagen Ausübung der Ausnahmebefugnisse kann der Verfassungsrat vom Präsidenten der Nationalversammlung, dem Präsidenten des Senats, sechzig Abgeordneten oder sechzig Senatoren angerufen werden, um zu prüfen, ob die im ersten Absatz aufgeführten Voraussetzungen noch gegeben sind. ²Er äußert sich innerhalb kürzester Frist durch eine öffentliche Stellungnahme. ³Er führt die Prüfung von Verfassungs wegen durch und äußert sich unter den gleichen Voraussetzungen nach sechzig Tagen Ausübung der*

des pouvoirs exceptionnels et à tout moment au-delà de cette durée.

Article 17

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008) Le Président de la République a le droit de faire grâce à titre individuel.

Article 18

- (1) Le Président de la République communique avec les deux assemblées du Parlement par des messages qu'il fait lire et qui ne donnent lieu à aucun débat.
- (2) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* ¹Il peut prendre la parole devant le Parlement réuni à cet effet en Congrès. ²Sa déclaration peut donner lieu, hors sa présence, à un débat qui ne fait l'objet d'aucun vote.
- (3) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* Hors session, les assemblées parlementaires sont réunies spécialement à cet effet.

Article 19

Les actes du Président de la République autres que ceux prévus aux articles 8 (1^{er} alinéa), 11, 12, 16, 18, 54, 56 et 61 sont contresignés par le Premier ministre et, le cas échéant, par les ministres responsables.

TITRE III

Le Gouvernement

Article 20

- (1) Le Gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation.
- (2) Il dispose de l'administration et de la force armée.
- (3) Il est responsable devant le Parlement dans les conditions et suivant les procédures prévues aux articles 49 et 50.

Article 21

- (1) ¹Le Premier ministre dirige l'action du Gouvernement. ²Il est responsable de la défense nationale. ³Il assure l'exécution des lois. ⁴Sous réserve des dispositions de l'article 13, il exerce le pouvoir réglementaire et nomme aux emplois civils et militaires.
- (2) Il peut déléguer certains de ses pouvoirs aux ministres.
- (3) Il supplée, le cas échéant, le Président de la République dans la présidence des conseils et comités prévus à l'article 15.
- (4) Il peut, à titre exceptionnel, le suppléer pour la présidence d'un Conseil des ministres en vertu d'une délégation expresse et pour un ordre du jour déterminé.

Ausnahmebefugnisse und jederzeit nach diesem Zeitraum.

Artikel 17

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008) Der Präsident der Republik übt das Begnadigungsrecht im Einzelfalle aus.

Artikel 18

- (1) Der Präsident der Republik verkehrt mit beiden Kammern des Parlaments durch Mitteilungen, die er verlesen läßt und über die keine Aussprache stattfindet.
- (2) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)* ¹Er kann vor dem Parlament, das zu diesem Zweck als Kongress zusammentritt, sprechen. ²In Folge seiner Erklärung kann in seiner Abwesenheit eine Aussprache stattfinden, die nicht Gegenstand einer Abstimmung sein kann.
- (3) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)* Außerhalb der Sitzungsperioden treten die parlamentarischen Kammern eigens zu diesem Zweck zusammen.

Artikel 19

Akte des Präsidenten der Republik, mit Ausnahme derjenigen gemäß Artikel 8 (Absatz 1), 11, 12, 16, 18, 54, 56 und 61, werden durch den Premierminister und gegebenenfalls durch die verantwortlichen Minister gegengezeichnet.

TITEL III Die Regierung

Artikel 20

- (1) Die Regierung bestimmt und leitet die Politik der Nation.
- (2) Sie verfügt über die Verwaltung und die Streitkräfte.
- (3) Sie ist nach Maßgabe der Artikel 49 und 50 und den darin vorgesehenen Verfahren dem Parlament gegenüber verantwortlich.

Artikel 21

- (1) ¹Der Premierminister leitet die Geschäfte der Regierung. ²Er ist für die Landesverteidigung verantwortlich. ³Er gewährleistet die Ausführung der Gesetze. ⁴Vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 13 übt er das Verordnungsrecht aus und nimmt die Ernennungen zu den zivilen und militärischen Ämtern vor.
- (2) Er kann einzelne seiner Befugnisse den Ministern übertragen.
- (3) Er vertritt gegebenenfalls den Präsidenten der Republik im Vorsitz der in Artikel 15 vorgesehenen Räte und Ausschüsse.
- (4) Er kann ihn ausnahmsweise auf Grund einer ausdrücklichen Beauftragung und mit einer festen Tagesordnung im Vorsitz einer Ministerratssitzung vertreten.

Article 22

Les actes du Premier ministre sont contresignés, le cas échéant, par les ministres chargés de leur exécution.

Article 23

- (1) Les fonctions de membre du Gouvernement sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat parlementaire, de toute fonction de représentation professionnelle à caractère national et de tout emploi public ou de toute activité professionnelle.
- (2) Une loi organique fixe les conditions dans lesquelles il est pourvu au remplacement des titulaires de tels mandats, fonctions ou emplois.
- (3) Le remplacement des membres du Parlement a lieu conformément aux dispositions de l'article 25.

TITRE IV Le Parlement

Article 24

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

- (1) Le Parlement vote la loi. ²Il contrôle l'action du Gouvernement. ³Il évalue les politiques publiques.
- (2) Il comprend l'Assemblée nationale et le Sénat.
- (3) Les députés à l'Assemblée nationale, dont le nombre ne peut excéder cinq cent soixante-dix-sept, sont élus au suffrage direct.
- (4) Le Sénat, dont le nombre de membres ne peut excéder trois cent quarante-huit, est élu au suffrage indirect. ³Il assure la représentation des collectivités territoriales de la République.
- (5) Les Français établis hors de France sont représentés à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Article 25 *

- (1) Une loi organique fixe la durée des pouvoirs de chaque assemblée, le nombre de ses membres, leur indemnité, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités.
- (2) Elle fixe également les conditions dans lesquelles sont élues les personnes appelées à assurer, en cas de vacance du siège, le remplacement des députés ou des sénateurs jusqu'au renouvellement général ou partiel de l'assemblée à laquelle ils appartiennent.

Article 25

[Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

- (1) Une loi organique fixe la durée des pouvoirs de chaque assemblée, le nombre

Artikel 22

Akte des Premierministers werden gegebenenfalls durch die mit ihrer Ausföhrung betrauten Minister gegengezeichnet.

Artikel 23

- (1) Das Amt eines Regierungsmitgliedes ist mit der Ausübung eines jeglichen parlamentarischen Mandates, einer jeglichen Tätigkeit in Berufsverbänden auf nationaler Ebene und eines jeglichen öffentlichen Amtes oder jeglicher beruflichen Betätigung unvereinbar.
- (2) Ein Organgesetz regelt die Bedingungen, unter denen die Inhaber solcher Mandate, Ämter und Stellungen ersetzt werden.
- (3) Die Mitglieder des Parlaments werden gemäß den Bestimmungen des Artikels 25 ersetzt.

**TITEL IV
Das Parlament****Artikel 24**

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

- (1)¹Das Parlament beschließt die Gesetze. ²Es kontrolliert die Tätigkeit der Regierung. ³Es bewertet die öffentlichen Politikbereiche.
- (2) Es besteht aus der Nationalversammlung und dem Senat.
- (3) Die Abgeordneten der Nationalversammlung, deren Anzahl fünfhundertsiebenundsiebzig nicht überschreiten darf, werden in unmittelbarer Wahl gewählt.
- (4)¹Der Senat, dessen Anzahl an Mitgliedern dreihundertachtundvierzig nicht überschreiten darf, wird in mittelbarer Wahl gewählt. ²Er gewährleistet die Vertretung der Gebietskörperschaften der Republik.
- (5) Die außerhalb Frankreichs ansässigen Franzosen werden in der Nationalversammlung und im Senat vertreten.

Artikel 25 *

- (1) Ein Organgesetz regelt die Amtsdauer jeder Kammer, die Zahl ihrer Mitglieder, deren Entschädigung, die Bedingungen der Wählbarkeit, das Nichtwählbarkeits- und Inkompatibilitätswesen.
- (2) Es regelt ferner die Bedingungen für die Wahl der Personen, die berufen sind, im Falle der Vakanz eines Sitzes an die Stelle der Abgeordneten oder Senatoren zu treten, bis zur vollständigen oder teilweisen Erneuerung der Kammer, der diese angehörten.

Artikel 25

[Das Inkrafttreten erfolgt unter den in den zur Anwendung erforderlichen Gesetzen und Organgesetzen festgelegten Bedingungen]

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

- (1) Ein Organgesetz regelt die Amtsdauer jeder Kammer, die Zahl ihrer

de ses membres, leur indemnité, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités.

(2) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008) Elle fixe également les conditions dans lesquelles sont élues les personnes appelées à assurer, en cas de vacance du siège, le remplacement des députés ou des sénateurs jusqu'au renouvellement général ou partiel de l'assemblée à laquelle ils appartenaient ou leur remplacement temporaire en cas d'acceptation par eux de fonctions gouvernementales.*

(3) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008) Une commission indépendante, dont la loi fixe la composition et les règles d'organisation et de fonctionnement, se prononce par un avis public sur les projets de texte et propositions de loi délimitant les circonscriptions pour l'élection des députés ou modifiant la répartition des sièges de députés ou de sénateurs.*

Article 26

- (1) Aucun membre du Parlement ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.
- (2) *(Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995)* ¹Aucun membre du Parlement ne peut faire l'objet, en matière criminelle ou correctionnelle, d'une arrestation ou de toute autre mesure privative ou restrictive de liberté qu'avec l'autorisation du bureau de l'assemblée dont il fait partie. ²Cette autorisation n'est pas requise en cas de crime ou délit flagrant ou de condamnation définitive.
- (3) *(Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995)* La détention, les mesures privatives ou restrictives de liberté ou la poursuite d'un membre du Parlement sont suspendues pour la durée de la session si l'assemblée dont il fait partie le requiert.
- (4) *(Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995)* L'assemblée intéressée est réunie de plein droit pour des séances supplémentaires pour permettre, le cas échéant, l'application de l'alinéa ci-dessus.

Article 27

- (1) Tout mandat impératif est nul.
- (2) Le droit de vote des membres du Parlement est personnel.
- (3) ¹La loi organique peut autoriser exceptionnellement la délégation de vote. ²Dans ce cas, nul ne peut recevoir délégation de plus d'un mandat.

Article 28

(Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995)

- (1) Le Parlement se réunit de plein droit en une session ordinaire qui commence le premier jour ouvrable d'octobre et prend fin le dernier jour ouvrable de juin.
- (2) ¹Le nombre de jours de séance que chaque assemblée peut tenir au cours de la session ordinaire ne peut excéder cent vingt. ²Les semaines de séance sont fixées par chaque assemblée.

Mitglieder, deren Entschädigung, die Bedingungen der Wählbarkeit, das Nichtwählbarkeits- und Inkompatibilitätswesen.

(2) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008) Es regelt ferner die Bedingungen für die Wahl der Personen, die berufen sind, im Falle der Vakanz eines Sitzes an die Stelle der Abgeordneten oder Senatoren zu treten, bis zur vollständigen oder teilweisen Erneuerung der Kammer; der diese angehörten, oder vorübergehend an deren Stelle zu treten, falls sie ein Regierungsamt übernehmen.*

(3) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008) Eine unabhängige Kommission deren Zusammensetzung, Organisation und Funktionsweise durch Gesetz geregelt wird, äußert sich durch eine öffentliche Stellungnahme über die Textentwürfe und Gesetzesvorschläge, die die Wahlkreise für die Wahl der Abgeordneten festlegen oder die Sitzverteilung der Abgeordneten oder Senatoren abändern.*

Artikel 26

- (1) Kein Mitglied des Parlaments darf wegen der in Ausübung seines Amtes vorgebrachten Meinungen oder Abstimmungen verfolgt, belangt, festgenommen, in Haft gehalten oder verurteilt werden.
- (2) *(Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995)* ¹Kein Mitglied des Parlaments darf ohne Genehmigung des Präsidiums der Kammer, der es angehört, wegen eines Verbrechens oder Vergehens festgenommen oder einer anderen freiheitsentziehenden oder freiheitsbeschränkenden Maßnahme unterworfen werden. ²Dieser Genehmigung bedarf es nicht bei flagrantem Verbrechen oder Vergehen oder bei endgültiger Verurteilung.
- (3) *(Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995)* Haft, freiheitsentziehende oder freiheitsbeschränkende Maßnahmen oder Verfolgung eines Mitglieds des Parlaments werden auf Verlangen der Kammer, der es angehört, für die Dauer der Sitzungsperiode ausgesetzt.
- (4) *(Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995)* Die betroffene Kammer tritt von Verfassungen wegen zu weiteren Sitzungen zusammen, um gegebenenfalls die Anwendung des vorstehenden Absatzes zu ermöglichen.

Artikel 27

- (1) Jedes imperative Mandat ist nichtig.
- (2) Das Stimmrecht der Mitglieder des Parlaments ist höchstpersönlich.
- (3) ¹Das Organgesetz kann ausnahmsweise die Übertragung des Stimmrechtes gestatten. ²In diesem Fall darf keinem mehr als ein Mandat übertragen werden.

Artikel 28

(Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995)

- (1) Das Parlament tritt von Verfassungen wegen zu einer ordentlichen Sitzungsperiode zusammen, die am ersten Werktag im Oktober beginnt und am letzten Werktag im Juni endet.
- (2) ¹Die Zahl der Sitzungstage, die jede Kammer während der ordentlichen Sitzungsperiode abhalten kann, darf hundertzwanzig nicht überschreiten. ²Die Sitzungswochen werden von jeder Kammer festgelegt.

- (3) Le Premier ministre, après consultation du président de l'assemblée concernée, ou la majorité des membres de chaque assemblée peut décider la tenue de jours supplémentaires de séance.
- (4) Les jours et les horaires des séances sont déterminés par le règlement de chaque assemblée.

Article 29

- (1) Le Parlement est réuni en session extraordinaire à la demande du Premier ministre ou de la majorité des membres composant l'Assemblée nationale, sur un ordre du jour déterminé.
- (2) Lorsque la session extraordinaire est tenue à la demande des membres de l'Assemblée nationale, le décret de clôture intervient dès que le Parlement a épuisé l'ordre du jour pour lequel il a été convoqué et au plus tard douze jours à compter de sa réunion.
- (3) Le Premier ministre peut seul demander une nouvelle session avant l'expiration du mois qui suit le décret de clôture.

Article 30

Hors les cas dans lesquels le Parlement se réunit de plein droit, les sessions extraordinaires sont ouvertes et closes par décret du Président de la République.

Article 31

- (1) ¹Les membres du Gouvernement ont accès aux deux assemblées. ²Ils sont entendus quand ils le demandent.
- (2) Ils peuvent se faire assister par des commissaires du Gouvernement.

Article 32

¹Le président de l'Assemblée nationale est élu pour la durée de la législature. ²Le président du Sénat est élu après chaque renouvellement partiel.

Article 33

- (1) ¹Les séances des deux assemblées sont publiques. ²Le compte rendu intégral des débats est publié au Journal officiel.
- (2) Chaque assemblée peut siéger en comité secret à la demande du Premier ministre ou d'un dixième de ses membres.

TITRE V

Des rapports entre le Parlement et le Gouvernement

Article 34

- (1) La loi fixe les règles concernant :
- (2) - (*Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008*) les droits civiques et les garanties

- (3) Der Premierminister, nach Anhörung des Präsidenten der betroffenen Kammer, oder die Mehrheit der Mitglieder einer jeden Kammer darf die Abhaltung weiterer Sitzungstage beschließen.
- (4) Die Geschäftsordnung jeder Kammer regelt die Sitzungstage und Sitzungszeiten.

Artikel 29

- (1) Das Parlament tritt auf Verlangen des Premierministers oder der Mehrheit der Mitglieder der Nationalversammlung zu einer außerordentlichen Sitzungsperiode mit fester Tagesordnung zusammen.
- (2) Findet die außerordentliche Sitzungsperiode auf Verlangen der Mitglieder der Nationalversammlung statt, ergeht das Schließungsdekret, sobald das Parlament die Tagesordnung, für die es einberufen worden war, erledigt hat, jedoch spätestens zwölf Tage nach seinem Zusammentritt.
- (3) Nur der Premierminister kann eine neue Sitzungsperiode vor Ablauf des Monats verlangen, der auf das Schließungsdekret folgt.

Artikel 30

Außer den Fällen, in denen das Parlament von Verfassungen wegen zusammentritt, werden die außerordentlichen Sitzungsperioden durch Dekret des Präsidenten der Republik eröffnet und geschlossen.

Artikel 31

- (1) Die Mitglieder der Regierung haben zu beiden Kammern Zutritt. Sie müssen auf ihr Verlangen gehört werden.
- (2) Sie können von Regierungskommissaren begleitet werden.

Artikel 32

¹Der Präsident der Nationalversammlung wird für die Dauer der Legislaturperiode gewählt. ²Der Präsident des Senats wird nach jeder teilweisen Erneuerung gewählt.

Artikel 33

- (1) Die Sitzungen beider Kammern sind öffentlich. Die Plenarprotokolle werden im *Journal officiel* veröffentlicht.
- (2) Jede Kammer kann auf Verlangen des Premierministers oder eines Zehntels ihrer Mitglieder unter Ausschluß der Öffentlichkeit tagen.

TITEL V Über das Verhältnis zwischen Parlament und Regierung

Artikel 34

- 1) Durch Gesetz werden geregelt:
- 2) - (*Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008*) die staatsbürgerlichen Rechte und

- fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques ; la liberté, le pluralisme et l'indépendance des médias ; les sujétions imposées par la Défense nationale aux citoyens en leur personne et en leurs biens ;
- (3) - la nationalité, l'état et la capacité des personnes, les régimes matrimoniaux, les successions et libéralités ;
- (4) - la détermination des crimes et délits ainsi que les peines qui leur sont applicables ; la procédure pénale ; l'amnistie ; la création de nouveaux ordres de juridiction et le statut des magistrats ;
- (5) - l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toutes natures ; le régime d'émission de la monnaie.
- (6) La loi fixe également les règles concernant :
- (7) - (*Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008*) le régime électoral des assemblées parlementaires, des assemblées locales et des instances représentatives des Français établis hors de France ainsi que les conditions d'exercice des mandats électoraux et des fonctions électives des membres des assemblées délibérantes des collectivités territoriales ;
- (8) - la création de catégories d'établissements publics ;
- (9) - les garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires civils et militaires de l'Etat ;
- (10)- les nationalisations d'entreprises et les transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé.
- (11)La loi détermine les principes fondamentaux :
- (12)- de l'organisation générale de la Défense nationale ;
- (13)- (*Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003*) de la libre administration des collectivités territoriales, de leurs compétences et de leurs ressources ;
- (14)- de l'enseignement ;
- (15)- (*Loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005*) de la préservation de l'environnement ;
- (16)- du régime de la propriété, des droits réels et des obligations civiles et commerciales ;
- (17)- du droit du travail, du droit syndical et de la sécurité sociale.
- (18)Les lois de finances déterminent les ressources et les charges de l'Etat dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique.
- (19)(*Loi constitutionnelle n° 96-138 du 22 février 1996*) Les lois de financement de la sécurité sociale déterminent les conditions générales de son équilibre financier et, compte tenu de leurs prévisions de recettes, fixent ses objectifs de dépenses, dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique.
- (20)(*Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008*) Des lois de programmation déterminent les objectifs de l'État.
- (21)(*Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008*) ¹Les orientations pluriannuelles des finances publiques sont définies par des lois de programmation. ²Elles s'inscrivent dans l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques.
- (22)Les dispositions du présent article pourront être précisées et complétées par une loi organique.

- die Grundgarantien die den Bürgern zur Wahrnehmung ihrer öffentlichen Freiheitsrechte gewährt werden; die Freiheit, die Pluralität und die Unabhängigkeit der Medien; die den Staatsbürgern durch die Erfordernisse der nationalen Verteidigung auferlegten Verpflichtungen hinsichtlich ihrer Person und ihres Vermögens;
- 3) - die Staatsangehörigkeit, der Personenstand, die Geschäftsfähigkeit, das eheliche Güterrecht, das Erbrecht und das Recht der Schenkung;
 - 4) - die Festlegung der Verbrechen und Vergehen sowie die darauf stehenden Strafen; das Strafprozessrecht; die Amnestie; die Schaffung neuer Gerichtsbarkeiten und die Rechtsstellung der Richter und Staatsanwälte;
 - 5) - die Besteuerungsgrundlage, die Steuersätze und das Veranlagungsverfahren von Steuern und Abgaben aller Art; das Geldemissionswesen.
- 6) Durch Gesetz werden ferner geregelt:
- 7) - (*Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008*) das Wahlsystem der beiden Kammern des Parlaments, der lokalen Versammlungen und der Gremien, welche die außerhalb Frankreichs ansässigen Franzosen vertreten, sowie die Bedingungen für die Ausübung von Wahlmandaten und auf Wahl beruhenden Ämtern der Mitglieder der beratenden Versammlungen der Gebietskörperschaften.
 - 8) - die Schaffung neuer Arten von Anstalten des öffentlichen Rechts;
 - 9) - die den zivilen und militärischen Staatsbeamten gewährten grundlegenden Garantien;
 - 10) - die Verstaatlichungen von Unternehmen und die Überführungen von Unternehmen der öffentlichen in private Hand;
- 11) Das Gesetz bestimmt die Grundsätze für:
- 12) - den allgemeinen Aufbau der Landesverteidigung;
 - 13) - (*Verfassungsgesetz Nr. 2003-276 vom 28. März 2003*) die Selbstverwaltung der Gebietskörperschaften, ihre Zuständigkeiten und ihre Einnahmequellen;
 - 14) - das Unterrichtswesen;
 - 15) - (*Verfassungsgesetz Nr. 2005-205 vom 1. März 2005*) den Erhalt der Umwelt;
 - 16) - die Ordnung des Eigentums, der dinglichen Rechte und der schuldrechtlichen Verpflichtungen des Zivil- und Handelsrechts;
 - 17) - das Arbeitsrecht, das Gewerkschaftsrecht und die Sozialversicherung.
- 18) Die Haushaltsgesetze bestimmen die Einnahmen und Ausgaben des Staates nach den Maßgaben und Vorbehalten eines Organgesetzes.
- 19) (*Verfassungsgesetz Nr. 96-138 vom 22. Februar 1996*) Die Gesetze über die Finanzierung der Sozialversicherung bestimmen, nach den Maßgaben und Vorbehalten eines Organgesetzes, die Erfordernisse ihres finanzwirtschaftlichen Gleichgewichtes und legen, unter Berücksichtigung der zu erwartenden Einnahmen, die von ihr veranschlagten Ausgaben fest.
- 20) (*Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008*) Programmgesetze bestimmen die Ziele des staatlichen Handelns;
- 21) (*Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008*) ¹Die mehrjährigen Leitlinien für die öffentlichen Finanzen werden durch Planungsgesetze festgelegt. ²Sie dienen dem Ziel, die Konten der öffentlichen Verwaltungen auszugleichen.
- 22) Die Bestimmungen dieses Artikels können durch ein Organgesetz näher bestimmt und ergänzt werden.

Article 34-1

[Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

(1) *Les assemblées peuvent voter des résolutions dans les conditions fixées par la loi organique.*

(2) *Sont irrecevables et ne peuvent être inscrites à l'ordre du jour les propositions de résolution dont le Gouvernement estime que leur adoption ou leur rejet serait de nature à mettre en cause sa responsabilité ou qu'elles contiennent des injonctions à son égard.*

Article 35

(1) La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement.

(2) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* ¹Le Gouvernement informe le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger, au plus tard trois jours après le début de l'intervention. ²Il précise les objectifs poursuivis. ³Cette information peut donner lieu à un débat qui n'est suivi d'aucun vote.

(3) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* ¹Lorsque la durée de l'intervention excède quatre mois, le Gouvernement soumet sa prolongation à l'autorisation du Parlement. ²Il peut demander à l'Assemblée nationale de décider en dernier ressort.

(4) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* Si le Parlement n'est pas en session à l'expiration du délai de quatre mois, il se prononce à l'ouverture de la session suivante.

Article 36

(1) L'état de siège est décrété en Conseil des ministres.

(2) Sa prorogation au-delà de douze jours ne peut être autorisée que par le Parlement.

Article 37

(1) Les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi ont un caractère réglementaire.

(2) ¹Les textes de forme législative intervenus en ces matières peuvent être modifiés par décrets pris après avis du Conseil d'Etat. ²Ceux de ces textes qui interviendraient après l'entrée en vigueur de la présente Constitution ne pourront être modifiés par décret que si le Conseil constitutionnel a déclaré qu'ils ont un caractère réglementaire en vertu de l'alinéa précédent.

Article 37-1

(Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003)

La loi et le règlement peuvent comporter, pour un objet et une durée limités, des dispositions à caractère expérimental.

Artikel 34-1

*[Das Inkrafttreten erfolgt unter den in den zur Anwendung erforderlichen Gesetzen und Organgesetzen festgelegten Bedingungen]
(Verfassungsgesetz Nr: 2008-724 vom 23. Juli 2008)*

(1) Die Kammern können Resolutionen gemäß den in im Organgesetz festgelegten Bedingungen verabschieden.

(2) Resolutionsvorschläge sind unzulässig und dürfen nicht auf die Tagesordnung gesetzt werden, wenn durch ihre Annahme oder Ablehnung nach Einsicht der Regierung ihr das Misstrauen ausgesprochen wird oder sie Weisungen an sie enthalten.

Artikel 35

- (1) Das Parlament ermächtigt zur Kriegserklärung.
- (2) (Verfassungsgesetz Nr: 2008-724 vom 23. Juli 2008) ¹Die Regierung unterrichtet das Parlament über ihre Entscheidung, Streitkräfte im Ausland einzusetzen, spätestens drei Tage nach Beginn des Einsatzes. ²Sie legt die mit dem Einsatz verfolgten Ziele dar. ³Die Unterrichtung kann Anlass für eine Aussprache sein, der keine Abstimmung folgt.
- (3) (Verfassungsgesetz Nr: 2008-724 vom 23. Juli 2008) ¹Überschreitet die Dauer des Einsatzes vier Monate, hat die Regierung die Zustimmung des Parlaments zu einer Verlängerung einzuholen. ²Sie kann die Nationalversammlung ersuchen, in letzter Instanz zu entscheiden.
- (4) (Verfassungsgesetz Nr: 2008-724 vom 23. Juli 2008) Sofern die Vier-Monatsfrist außerhalb der Sitzungsperiode des Parlaments abläuft, äußert es sich zu Beginn der darauffolgenden Sitzungsperiode.

Artikel 36

- (1) Der Belagerungszustand wird im Ministerrat verhängt.
- (2) Zu seiner Ausdehnung über zwölf Tage hinaus darf nur das Parlament ermächtigen.

Artikel 37

- (1) Gebiete, die nicht Gegenstand der Gesetzgebung sind, werden auf dem Verordnungswege geregelt.
- (2) ¹Die Texte in Gesetzesform, die auf diesen Gebieten ergangen sind, können nach Stellungnahme des *Conseil d'Etat* durch Dekrete geändert werden. ²Diejenigen dieser Texte, die nach Inkrafttreten dieser Verfassung ergehen sollten, dürfen nur dann durch Dekret geändert werden, wenn der Verfassungsrat erklärt hat, daß sie gemäß dem vorstehenden Absatz Verordnungscharakter haben.

Artikel 37-1

(Verfassungsgesetz Nr: 2003-276 vom 28. März 2003)

Gesetz und Verordnung können zeitlich und sachlich begrenzt Experimentierklauseln enthalten.

Article 38

- (1) Le Gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander au Parlement l'autorisation de prendre par ordonnances, pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.
- (2) ¹Les ordonnances sont prises en Conseil des ministres après avis du Conseil d'Etat. ²Elles entrent en vigueur dès leur publication mais deviennent caduques si le projet de loi de ratification n'est pas déposé devant le Parlement avant la date fixée par la loi d'habilitation. (*Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008*) ³Elles ne peuvent être ratifiées que de manière expresse.
- (3) A l'expiration du délai mentionné au premier alinéa du présent article, les ordonnances ne peuvent plus être modifiées que par la loi dans les matières qui sont du domaine législatif.

Article 39 *

- (1) L'initiative des lois appartient concurremment au Premier ministre et aux membres du Parlement.
- (2) ¹Les projets de loi sont délibérés en Conseil des ministres après avis du Conseil d'Etat et déposés sur le bureau de l'une des deux assemblées. ²(*Loi constitutionnelle n° 96-138 du 22 février 1996*) Les projets de loi de finances et de loi de financement de la sécurité sociale sont soumis en premier lieu à l'Assemblée nationale. ³(*Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003*) Sans préjudice du premier alinéa de l'article 44, les projets de loi ayant pour principal objet l'organisation des collectivités territoriales et les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France sont soumis en premier lieu au Sénat.

Article 39

[Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

- (1) *L'initiative des lois appartient concurremment au Premier ministre et aux membres du Parlement.*
- (2) ¹*Les projets de loi sont délibérés en conseil des ministres après avis du Conseil d'État et déposés sur le bureau de l'une des deux assemblées.* ²*Les projets de loi de finances et de loi de financement de la sécurité sociale sont soumis en premier lieu à l'Assemblée nationale.* ³*Sans préjudice du premier alinéa de l'article 44, les projets de loi ayant pour principal objet l'organisation des collectivités territoriales sont soumis en premier lieu au Sénat.*
- (3) *La présentation des projets de loi déposés devant l'Assemblée nationale ou le Sénat répond aux conditions fixées par une loi organique.*
- (4) ¹*Les projets de loi ne peuvent être inscrits à l'ordre du jour si la Conférence des présidents de la première assemblée saisie constate que les règles fixées par la loi organique sont méconnues.* ²*En cas de désaccord entre la Conférence des présidents et le Gouvernement, le président de l'assemblée intéressée ou le Premier ministre peut saisir le Conseil constitutionnel qui statue dans un délai de huit jours.*

Artikel 38

- (1) Die Regierung kann zur Durchführung ihres Programmes vom Parlament die Ermächtigung verlangen, während eines begrenzten Zeitraumes durch gesetzvertretende Verordnungen Maßnahmen zu treffen, die normalerweise Gegenstand der Gesetzgebung sind.
- (2) Die gesetzvertretenden Verordnungen werden im Ministerrat nach Stellungnahme des *Conseil d'Etat* erlassen. ²Sie treten mit ihrer Veröffentlichung in Kraft, werden jedoch hinfällig, wenn der Entwurf des Zustimmungsgesetzes im Parlament nicht vor dem durch das Ermächtigungsgesetz festgelegten Zeitpunkt eingebracht wird. (*Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008*) ³Sie können nur ausdrücklich ratifiziert werden.
- (3) Nach Ablauf der im ersten Absatz dieses Artikels genannten Frist dürfen die gesetzvertretenden Verordnungen auf den Gebieten, die Gegenstand der Gesetzgebung sind, nur noch durch Gesetz geändert werden.

Artikel 39 *

- (1) Das Recht, eine Gesetzesvorlage einzubringen, steht sowohl dem Premierminister als auch den Mitgliedern des Parlaments zu.
- (2) Die Gesetzentwürfe werden im Ministerrat nach Stellungnahme des *Conseil d'Etat* beschlossen und bei einer der beiden Kammern eingebracht. (*Verfassungsgesetz Nr. 96-138 vom 22. Februar 1996*) ²Die Entwürfe von Haushaltsgesetzen und von Gesetzen über die Finanzierung der Sozialversicherung werden zuerst der Nationalversammlung vorgelegt. (*Verfassungsgesetz Nr. 2003-276 vom 28. März 2003*) ³Unbeschadet der Bestimmung des Artikel 44 I werden die Gesetzentwürfe, welche den Aufbau der Gebietskörperschaften zum Hauptgegenstand haben sowie diejenigen, die sich mit den repräsentativen Gremien der außerhalb Frankreichs ansässigen Franzosen befassen, zuerst dem Senat vorgelegt.

Artikel 39

[Das Inkrafttreten erfolgt unter den in den zur Anwendung erforderlichen Gesetzen und Organgesetzen festgelegten Bedingungen]

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

- (1) Die Gesetzesinitiative steht sowohl dem Premierminister als auch den Mitgliedern des Parlaments gleichberechtigt zu.
- (2) ¹Die Gesetzentwürfe werden im Ministerrat nach Stellungnahme des Staatsrats beschlossen und bei einer der beiden Kammern eingebracht. ²Die Entwürfe von Haushaltsgesetzen und Gesetzen über die Finanzierung der Sozialversicherung werden zunächst der Nationalversammlung vorgelegt. ³Unbeschadet der Bestimmung des ersten Absatzes von Artikel 44 werden die Gesetzentwürfe, die die Organisation der Gebietskörperschaften zum Hauptgegenstand haben, zuerst dem Senat vorgelegt.
- (3) Die Vorlage der Gesetzentwürfe in der Nationalversammlung oder im Senat folgt den durch Organgesetz geregelten Bedingungen.
- (4) ¹Die Gesetzentwürfe können nicht auf die Tagesordnung gesetzt werden, wenn die Konferenz der Präsidenten der zuerst befassten Kammer feststellt, dass die durch das Organgesetz festgelegten Regeln nicht eingehalten wurden. ²Im Falle einer Uneinigkeit zwischen der Konferenz der Präsidenten und der Regierung, kann der Präsident der betroffenen Kammer oder der Premierminister den Verfassungsrat anrufen, der innerhalb einer Frist von acht Tagen entscheidet.

(5) Dans les conditions prévues par la loi, le président d'une assemblée peut soumettre pour avis au Conseil d'État, avant son examen en commission, une proposition de loi déposée par l'un des membres de cette assemblée, sauf si ce dernier s'y oppose.

Article 40

Les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique.

Article 41 *

- (1) S'il apparaît au cours de la procédure législative qu'une proposition ou un amendement n'est pas du domaine de la loi ou est contraire à une délégation accordée en vertu de l'article 38, le Gouvernement peut opposer l'irrecevabilité.
- (2) En cas de désaccord entre le Gouvernement et le président de l'assemblée intéressée, le Conseil constitutionnel, à la demande de l'un ou de l'autre, statue dans un délai de huit jours.

Article 41

[entrée en vigueur le 1er mars 2009]

(1) S'il apparaît au cours de la procédure législative qu'une proposition ou un amendement n'est pas du domaine de la loi ou est contraire à une délégation accordée en vertu de l'article 38, le Gouvernement (Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008) ou le président de l'assemblée saisie peut opposer l'irrecevabilité.

(2) En cas de désaccord entre le Gouvernement et le président de l'assemblée intéressée, le Conseil constitutionnel, à la demande de l'un ou de l'autre, statue dans un délai de huit jours.

Article 42 *

- (1) La discussion des projets de loi porte, devant la première assemblée saisie, sur le texte présenté par le Gouvernement.
- (2) Une assemblée saisie d'un texte voté par l'autre assemblée délibère sur le texte qui lui est transmis.

Article 42

[entrée en vigueur le 1er mars 2009]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

(1) La discussion des projets et des propositions de loi porte, en séance, sur le texte adopté par la commission saisie en application de l'article 43 ou, à défaut, sur le texte dont l'assemblée a été saisie.

(2) Toutefois, la discussion en séance des projets de révision constitutionnelle, des projets de loi de finances et des projets de loi de financement de la sécurité sociale porte, en première lecture devant la première assemblée saisie, sur le texte présenté

(5) *Unter den durch Gesetz vorgesehenen Bedingungen kann der Präsident einer der Kammern dem Staatsrat einen von einem Mitglied dieser Kammer eingebrachten Gesetzesvorschlag vor seiner Beratung im Ausschuss zur Stellungnahme vorlegen, es sei denn dieses Mitglied lehnt dies ab.*

Artikel 40

Gesetzesvorschläge und Änderungsanträge von Mitgliedern des Parlaments sind unzulässig, wenn ihre Annahme eine Minderung der öffentlichen Einnahmen oder die Begründung oder Erhöhung öffentlicher Lasten zur Folge hätte.

Artikel 41 *

- (1) Wenn sich im Laufe des Gesetzgebungsverfahrens herausstellt, daß ein Gesetzesvorschlag oder ein Änderungsantrag nicht Gegenstand der Gesetzgebung ist oder einer gemäß Artikel 38 gewährten Ermächtigung zuwiderläuft, kann ihm die Regierung die Unzulässigkeit entgegenhalten.
- (2) Im Falle einer Meinungsverschiedenheit zwischen der Regierung und dem Präsidenten der betroffenen Kammer entscheidet der Verfassungsrat binnen acht Tagen auf Verlangen einer der beiden.

Artikel 41

[Inkrafttreten zum 1. März 2009]

(1) *Stellt sich im Laufe des Gesetzgebungsverfahrens heraus, dass ein Gesetzesvorschlag oder ein Änderungsantrag nicht Gegenstand der Gesetzgebung ist oder einer gemäß Artikel 38 gewährten Ermächtigung zuwiderläuft, kann ihm die Regierung (Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008) oder der Präsident der befassten Kammer die Unzulässigkeit entgegenhalten.*

(2) *Im Falle einer Uneinigkeit zwischen der Regierung und dem Präsidenten der befassten Kammer entscheidet der Verfassungsrat innerhalb einer Frist von acht Tagen.*

Artikel 42 *

- (1) Gesetzesentwürfe werden von der zuerst damit befaßten Kammer in der von der Regierung eingereichten Fassung beraten.
- (2) Eine Kammer, die mit einer von der anderen Kammer beschlossenen Fassung befaßt wird, berät über die ihr zugeleitete Fassung.

Artikel 42

[Inkrafttreten zum 1. März 2009]

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

(1) *Die Beratung der Gesetzesentwürfe und der Gesetzesvorschläge findet im Plenum über die vom gemäß Artikel 43 befassten Ausschuss vorgelegte Fassung oder anderenfalls über die Fassung, mit der die Kammer befaßt wurde, statt.*

(2) *Die Beratung im Plenum der Entwürfe von Verfassungsänderungen, der Entwürfe von Haushaltsgesetzen und der Entwürfe von Gesetzen zur Finanzierung der Sozialversicherung findet in erster Lesung vor der zuerst befassten Kammer jedoch*

par le Gouvernement et, pour les autres lectures, sur le texte transmis par l'autre assemblée.

(3) ¹La discussion en séance, en première lecture, d'un projet ou d'une proposition de loi ne peut intervenir, devant la première assemblée saisie, qu'à l'expiration d'un délai de six semaines après son dépôt. ²Elle ne peut intervenir, devant la seconde assemblée saisie, qu'à l'expiration d'un délai de quatre semaines à compter de sa transmission.

(4) ¹L'alinéa précédent ne s'applique pas si la procédure accélérée a été engagée dans les conditions prévues à l'article 45. ²Il ne s'applique pas non plus aux projets de loi de finances, aux projets de loi de financement de la sécurité sociale et aux projets relatifs aux états de crise.

Article 43 *

- (1) Les projets et propositions de loi sont, à la demande du Gouvernement ou de l'assemblée qui en est saisie, envoyés pour examen à des commissions spécialement désignées à cet effet.
- (2) Les projets et propositions pour lesquels une telle demande n'a pas été faite sont envoyés à l'une des commissions permanentes dont le nombre est limité à six dans chaque assemblée.

Article 43

[entrée en vigueur le 1er mars 2009]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

(1) Les projets et propositions de loi sont envoyés pour examen à l'une des commissions permanentes dont le nombre est limité à huit dans chaque assemblée.

(2) A la demande du Gouvernement ou de l'assemblée qui en est saisie, les projets ou propositions de loi sont envoyés pour examen à une commission spécialement désignée à cet effet.

Article 44 *

- (1) Les membres du Parlement et le Gouvernement ont le droit d'amendement.
- (2) Après l'ouverture du débat, le Gouvernement peut s'opposer à l'examen de tout amendement qui n'a pas été antérieurement soumis à la commission.
- (3) Si le Gouvernement le demande, l'assemblée saisie se prononce par un seul vote sur tout ou partie du texte en discussion en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par le Gouvernement.

Article 44

[Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application]

(1) (Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008) ¹Les membres du

über die von der Regierung eingebrachte Fassung und bei den anderen Lesungen über die von der anderen Kammer übermittelte Fassung statt

(3) ¹*Die Beratung im Plenum eines Gesetzentwurfs oder eines Gesetzesvorschlags kann vor der zuerst befassten Kammer in erster Lesung erst nach Ablauf einer Frist von sechs Wochen beginnend mit seiner Einbringung stattfinden.* ²*Sie kann vor der zweiten befassten Kammer erst nach Ablauf einer Frist von vier Wochen gerechnet ab seiner Übermittlung stattfinden.*

(4) ¹*Der vorstehende Absatz findet keine Anwendung, wenn das beschleunigte Verfahren unter den in Artikel 45 vorgesehenen Bedingungen eingeleitet worden ist.* ²*Er findet ebenfalls keine Anwendung bei Entwürfen von Haushaltsgesetzen, Entwürfen von Gesetzen zur Finanzierung der Sozialversicherung und Entwürfen von Texten betreffend Krisensituationen.*

Artikel 43 *

- (1) Die Gesetzentwürfe und Gesetzesvorschläge werden auf Verlangen der Regierung oder der mit ihnen befaßten Kammer dazu besonders eingesetzten Ausschüssen zur Prüfung überwiesen.
- (2) Die Entwürfe und Vorschläge, für die kein solches Verlangen geäußert worden ist, werden einem der ständigen Ausschüsse überwiesen, deren Zahl in jeder Kammer auf sechs begrenzt wird.

Artikel 43

[Inkrafttreten zum 1. März 2009]

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

(1) *Die Gesetzentwürfe und Gesetzesvorschläge werden zur Prüfung an einen der ständigen Ausschüsse überwiesen, deren Anzahl in jeder Kammer auf acht begrenzt ist.*

(2) *Auf Ersuchen der Regierung oder der damit befassten Kammer werden die Gesetzentwürfe oder Gesetzesvorschläge zur Prüfung an einen zu diesem Zweck eigens eingesetzten Ausschuss überwiesen.*

Artikel 44 *

- (1) Die Mitglieder des Parlaments und die Regierung sind berechtigt, Änderungsanträge zu stellen.
- (2) Nach Eröffnung der Aussprache kann sich die Regierung der Prüfung jedes Änderungsantrages widersetzen, der nicht vorher dem Ausschuß vorgelegt worden ist.
- (3) Wenn die Regierung es verlangt, befindet die befaßte Kammer in einer einzigen Abstimmung über die ganze oder einen Teil der zur Beratung stehenden Fassung unter alleiniger Berücksichtigung der von der Regierung vorgeschlagenen oder von ihr angenommenen Änderungsanträge.

Artikel 44

[Das Inkrafttreten erfolgt unter den in den zur Anwendung erforderlichen Gesetzen und Organengesetzen festgelegten Bedingungen]

(1) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)* ¹*Die Mitglieder des*

Parlement et le Gouvernement ont le droit d'amendement. ²Ce droit s'exerce en séance ou en commission selon les conditions fixées par les règlements des assemblées, dans le cadre déterminé par une loi organique.

(2) Après l'ouverture du débat, le Gouvernement peut s'opposer à l'examen de tout amendement qui n'a pas été antérieurement soumis à la commission

(3) Si le Gouvernement le demande, l'assemblée saisie se prononce par un seul vote sur tout ou partie du texte en discussion en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par le Gouvernement.

Article 45 *

- (1) Tout projet ou proposition de loi est examiné successivement dans les deux assemblées du Parlement en vue de l'adoption d'un texte identique.
- (2) Lorsque, par suite d'un désaccord entre les deux assemblées, un projet ou une proposition de loi n'a pu être adopté après deux lectures par chaque assemblée ou, si le Gouvernement a déclaré l'urgence, après une seule lecture par chacune d'entre elles, le Premier ministre a la faculté de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion.
- (3) ¹Le texte élaboré par la commission mixte peut être soumis par le Gouvernement pour approbation aux deux assemblées. ²Aucun amendement n'est recevable sauf accord du Gouvernement.
- (4) ¹Si la commission mixte ne parvient pas à l'adoption d'un texte commun ou si ce texte n'est pas adopté dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut, après une nouvelle lecture par l'Assemblée nationale et par le Sénat, demander à l'Assemblée nationale de statuer définitivement. ²En ce cas, l'Assemblée nationale peut reprendre soit le texte élaboré par la commission mixte, soit le dernier texte voté par elle, modifié le cas échéant par un ou plusieurs des amendements adoptés par le Sénat.

Article 45

[entrée en vigueur le 1er mars 2009]

(1) (Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008) ¹Tout projet ou proposition de loi est examiné successivement dans les deux assemblées du Parlement en vue de l'adoption d'un texte identique. ²Sans préjudice de l'application des articles 40 et 41, tout amendement est recevable en première lecture dès lors qu'il présente un lien, même indirect, avec le texte déposé ou transmis.

(2) (Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008) Lorsque, par suite d'un désaccord entre les deux assemblées, un projet ou une proposition de loi n'a pu être adopté après deux lectures par chaque assemblée ou, si le Gouvernement a décidé d'engager la procédure accélérée sans que les Conférences des présidents s'y soient conjointement opposées, après une seule lecture par chacune d'entre elles, le Premier ministre ou, pour une proposition de loi, les présidents des deux assemblées agissant

Parlaments und die Regierung sind berechtigt, Änderungsanträge zu stellen. ²Dieses Recht wird im Plenum oder im Ausschuss gemäß den in den Geschäftsordnungen der beiden Kammern festgesetzten Bedingungen und in dem durch das Organgesetz vorgegebenen Rahmen wahrgenommen.

(2) Nach Eröffnung der Aussprache kann sich die Regierung der Prüfung jedes Änderungsantrags widersetzen, der nicht zuvor dem Ausschuss vorgelegen worden ist.

(3) Wenn die Regierung es verlangt, befindet die befasste Kammer in einer einzigen Abstimmung über die ganze oder einen Teil der zur Beratung stehenden Fassung unter alleiniger Berücksichtigung der von der Regierung eingebrachten oder von ihr angenommenen Änderungsanträge.

Artikel 45 *

- (1) Jeder Gesetzentwurf oder Gesetzesvorschlag wird nacheinander in beiden Kammern des Parlaments mit dem Ziel der Annahme einer übereinstimmenden Fassung beraten.
- (2) Wenn ein Gesetzentwurf oder Gesetzesvorschlag infolge einer Meinungsverschiedenheit zwischen den beiden Kammern nach zwei Lesungen in jeder Kammer oder im Falle einer Dringlichkeitserklärung der Regierung nach nur einer Lesung in jeder Kammer nicht angenommen werden konnte, kann der Premierminister einen paritätisch besetzten Ausschuß einberufen, der eine Fassung der noch strittigen Bestimmungen vorschlagen soll.
- (3) ¹Die von dem paritätisch besetzten Ausschuß ausgearbeitete Fassung kann von der Regierung beiden Kammern zur Zustimmung vorgelegt werden. ²Änderungsanträge sind ohne Einverständnis der Regierung unzulässig.
- (4) ¹Wenn sich der paritätisch besetzte Ausschuß nicht über die Annahme einer gemeinsamen Fassung einigt oder wenn diese Fassung nicht nach Maßgabe des vorstehenden Absatzes angenommen wird, kann die Regierung nach einer erneuten Lesung in der Nationalversammlung und im Senat von der Nationalversammlung eine endgültige Beschlußfassung verlangen. ²In diesem Falle kann die Nationalversammlung entweder die von dem paritätisch besetzten Ausschuß ausgearbeitete Fassung oder die von ihr zuletzt beschlossene Fassung, gegebenenfalls abgeändert durch einen oder mehrere vom Senat angenommene Änderungsanträge, wieder aufnehmen.

Artikel 45

[Inkrafttreten zum 1. März 2009]

(1) (Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008) ¹Jeder Gesetzentwurf oder Gesetzesvorschlag wird nacheinander in beiden Kammern des Parlaments mit dem Ziel der Annahme einer übereinstimmenden Fassung beraten. ²Unbeschadet der Anwendung der Artikel 40 und 41 ist jeder Änderungsantrag in erster Lesung zulässig, wenn er einen – selbst indirekten – Bezug zu dem eingebrachten oder übermittelten Text hat.

(2) (Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008) Kann ein Gesetzentwurf oder ein Gesetzesvorschlag infolge einer Uneinigkeit zwischen den beiden Kammern nach zwei Lesungen in jeder Kammer nicht angenommen werden, oder hat die Regierung nach einer einzigen Lesung in jeder Kammer die Einleitung des beschleunigten Verfahrens beschlossen, ohne dass die Konferenzen der Präsidenten dem gemeinsam widersetzt haben, so kann der Premierminister oder können bei einem

conjointement, ont la faculté de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion.

(3) ¹Le texte élaboré par la commission mixte peut être soumis par le Gouvernement pour approbation aux deux assemblées. ²Aucun amendement n'est recevable sauf accord du Gouvernement.

(4) ¹Si la commission mixte ne parvient pas à l'adoption d'un texte commun ou si ce texte n'est pas adopté dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut, après une nouvelle lecture par l'Assemblée nationale et par le Sénat, demander à l'Assemblée nationale de statuer définitivement. ²En ce cas, l'Assemblée nationale peut reprendre soit le texte élaboré par la commission mixte, soit le dernier texte voté par elle, modifié le cas échéant par un ou plusieurs des amendements adoptés par le Sénat.

Article 46 *

- (1) Les lois auxquelles la Constitution confère le caractère de lois organiques sont votées et modifiées dans les conditions suivantes.
- (2) Le projet ou la proposition n'est soumis à la délibération et au vote de la première assemblée saisie qu'à l'expiration d'un délai de quinze jours après son dépôt.
- (3) ¹La procédure de l'article 45 est applicable. ²Toutefois, faute d'accord entre les deux assemblées, le texte ne peut être adopté par l'Assemblée nationale en dernière lecture qu'à la majorité absolue de ses membres.
- (4) Les lois organiques relatives au Sénat doivent être votées dans les mêmes termes par les deux assemblées.
- (5) Les lois organiques ne peuvent être promulguées qu'après la déclaration par le Conseil constitutionnel de leur conformité à la Constitution.

Article 46

[entrée en vigueur le 1^{er} mars 2009]

(1) Les lois auxquelles la Constitution confère le caractère de lois organiques sont votées et modifiées dans les conditions suivantes.

(2) (Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008) ¹Le projet ou la proposition ne peut, en première lecture, être soumis à la délibération et au vote des assemblées qu'à l'expiration des délais fixés au troisième alinéa de l'article 42. ²Toutefois, si la procédure accélérée a été engagée dans les conditions prévues à l'article 45, le projet ou la proposition ne peut être soumis à la délibération de la première assemblée saisie avant l'expiration d'un délai de quinze jours après son dépôt.

(3) La procédure de l'article 45 est applicable. Toutefois, faute d'accord entre les deux assemblées, le texte ne peut être adopté par l'Assemblée nationale en dernière lecture qu'à la majorité absolue de ses membres.

Gesetzesvorschlag die Präsidenten der beiden Kammern zusammen einen paritätisch besetzten Ausschuss einberufen, der eine Fassung der noch strittigen Bestimmungen vorzuschlagen hat.

(3) ¹Die von dem paritätisch besetzten Ausschuss ausgearbeitete Fassung kann von der Regierung beiden Kammern zur Annahme vorgelegt werden. ²Ein Änderungsantrag ist unzulässig, es sei denn, die Regierung erklärt ihr Einverständnis.

(4) ¹Gelangt der paritätisch besetzte Ausschuss nicht zur Annahme einer gemeinsamen Fassung oder wird diese Fassung nicht gemäß den im vorangehenden Absatz genannten Bedingungen angenommen, so kann die Regierung nach einer erneuten Lesung in der Nationalversammlung und im Senat die Nationalversammlung um eine endgültige Beschlussfassung ersuchen. ²In diesem Fall kann die Nationalversammlung entweder die von dem paritätisch besetzten Ausschuss ausgearbeitete Fassung oder die von ihr zuletzt beschlossene Fassung, gegebenenfalls abgeändert durch einen oder mehrere vom Senat angenommene Änderungsanträge, wieder aufnehmen.

Artikel 46 *

- (1) Die Gesetze, denen die Verfassung die Eigenschaft eines Organgesetzes verleiht, werden unter den folgenden Bedingungen beschlossen und geändert:
- (2) Der Entwurf oder Vorschlag wird von der zuerst damit befaßten Kammer erst nach Ablauf einer Frist von fünfzehn Tagen nach seiner Einbringung beraten und beschlossen.
- (3) ¹Das Verfahren gemäß Artikel 45 findet Anwendung. ²Bei Nichtübereinstimmung beider Kammern darf jedoch die Vorlage von der Nationalversammlung in letzter Lesung nur mit der absoluten Mehrheit ihrer Mitglieder angenommen werden.
- (4) Die den Senat betreffenden Organgesetze müssen von beiden Kammern in derselben Fassung beschlossen werden.
- (5) Die Organgesetze dürfen erst verkündet werden, nachdem der Verfassungsrat ihre Vereinbarkeit mit der Verfassung erklärt hat.

Artikel 46

[Inkrafttreten zum 1. März 2009]

(1) *Gesetze, denen die Verfassung den Charakter von Organgesetzen verleiht, werden unter den folgenden Bedingungen beschlossen und geändert.*

(2) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008) ¹Der Gesetzentwurf oder Gesetzesvorschlag kann in erster Lesung den Kammern erst nach Ablauf der im dritten Absatz von Artikel 42 festgesetzten Frist zur Beratung oder Abstimmung vorgelegt werden. ²Wenn das beschleunigte Verfahren unter den in Artikel 45 vorgesehenen Bedingungen eingeleitet worden ist, kann der Gesetzentwurf oder Gesetzesvorschlag der zuerst befassten Kammer jedoch nicht vor Ablauf von fünfzehn Tagen nach seiner Einbringung zur Beratung vorgelegt werden.*

(3) ¹Das Verfahren gemäß Artikel 45 ist anwendbar. ²Gelangen die beiden Kammern jedoch nicht zur Übereinstimmung, so kann der Text von der Nationalversammlung in letzter Lesung nur mit der absoluten Mehrheit ihrer Mitglieder angenommen werden.

(4) *Les lois organiques relatives au Sénat doivent être votées dans les mêmes termes par les deux assemblées.*

(5) *Les lois organiques ne peuvent être promulguées qu'après la déclaration par le Conseil constitutionnel de leur conformité à la Constitution.*

Article 47

- (1) Le Parlement vote les projets de loi de finances dans les conditions prévues par une loi organique.
- (2) ¹Si l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée en première lecture dans le délai de quarante jours après le dépôt d'un projet, le Gouvernement saisit le Sénat qui doit statuer dans un délai de quinze jours. ²Il est ensuite procédé dans les conditions prévues à l'article 45.
- (3) Si le Parlement ne s'est pas prononcé dans un délai de soixante-dix jours, les dispositions du projet peuvent être mises en vigueur par ordonnance.
- (4) Si la loi de finances fixant les ressources et les charges d'un exercice n'a pas été déposée en temps utile pour être promulguée avant le début de cet exercice, le Gouvernement demande d'urgence au Parlement l'autorisation de percevoir les impôts et ouvre par décret les crédits se rapportant aux services votés.
- (5) Les délais prévus au présent article sont suspendus lorsque le Parlement n'est pas en session.
- (6) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008) [Abrogé]*

Article 47-1

(Loi constitutionnelle n° 96-138 du 22 février 1996)

- (1) Le Parlement vote les projets de loi de financement de la sécurité sociale dans les conditions prévues par une loi organique.
- (2) ¹Si l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée en première lecture dans le délai de vingt jours après le dépôt d'un projet, le Gouvernement saisit le Sénat qui doit statuer dans un délai de quinze jours. ²Il est ensuite procédé dans les conditions prévues à l'article 45.
- (3) Si le Parlement ne s'est pas prononcé dans un délai de cinquante jours, les dispositions du projet peuvent être mises en oeuvre par ordonnance.
- (4) Les délais prévus au présent article sont suspendus lorsque le Parlement n'est pas en session et, pour chaque assemblée, au cours des semaines où elle a décidé de ne pas tenir séance, conformément au deuxième alinéa de l'article 28.
- (5) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008) [Abrogé]*

Article 47-2

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

- (1) ¹La Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du Gouvernement.

(4) *Die den Senat betreffenden Organgesetze müssen von beiden Kammern im gleichen Wortlaut beschlossen werden.*

(5) *Organgesetze dürfen erst verkündet werden, nachdem der Verfassungsrat ihre Vereinbarkeit mit der Verfassung erklärt hat.*

Artikel 47

- (1) Das Parlament beschließt die Haushaltsgesetzentwürfe nach Maßgabe eines Organgesetzes.
- (2) Hat die Nationalversammlung in erster Lesung innerhalb von vierzig Tagen nach Einbringung des Entwurfs keinen Beschluß gefaßt, überweist die Regierung diesen dem Senat, der innerhalb von fünfzehn Tagen zu entscheiden hat. ²Danach ist nach Maßgabe des Artikels 45 zu verfahren.
- (3) Hat das Parlament innerhalb von siebenzig Tagen keinen Beschluß gefaßt, können die Bestimmungen des Entwurfs durch gesetzesvertretende Verordnung in Kraft gesetzt werden.
- (4) Wird das Haushaltsgesetz über die Einnahmen und Ausgaben eines Haushaltsjahres nicht rechtzeitig eingebracht, um vor Beginn dieses Haushaltsjahres verkündet zu werden, verlangt die Regierung wegen Dringlichkeit vom Parlament die Ermächtigung zur Steuererhebung und stellt durch Dekret die Mittel zur Fortführung unverzichtbarer Ausgaben zur Verfügung.
- (5) Die in diesem Artikel vorgesehenen Fristen sind außerhalb der Sitzungsperioden des Parlaments gehemmt.
- (6) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008) [Aufgehoben]*

Artikel 47-1

(Verfassungsgesetz Nr. 96-138 vom 22. Februar 1996)

- (1) Das Parlament beschließt die Gesetzentwürfe über die Finanzierung der Sozialversicherung nach Maßgabe eines Organgesetzes.
- (2) Hat die Nationalversammlung in erster Lesung innerhalb von zwanzig Tagen nach Einbringung des Entwurfs keinen Beschluß gefaßt, überweist die Regierung diesen dem Senat, der innerhalb von fünfzehn Tagen zu entscheiden hat. ²Danach ist nach Maßgabe des Artikels 45 zu verfahren.
- (3) Hat das Parlament innerhalb von fünfzig Tagen keinen Beschluß gefaßt, können die Bestimmungen des Entwurfs durch gesetzesvertretende Verordnung umgesetzt werden.
- (4) Die in diesem Artikel vorgesehenen Fristen sind außerhalb der Sitzungsperioden des Parlaments und für jede Kammer während der Wochen, für die sie gemäß Artikel 28 Absatz 2 beschlossen hat, keine Sitzungen abzuhalten, gehemmt.
- (5) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008) [Aufgehoben]*

Artikel 47-2

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

- (1) ¹Der Rechnungshof unterstützt das Parlament bei der Kontrolle der Regierungsgeschäfte.

³Elle assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et de l'application des lois de financement de la sécurité sociale ainsi que dans l'évaluation des politiques publiques. ²Par ses rapports publics, elle contribue à l'information des citoyens.

- (2) ¹Les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. ²Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière

Article 48 *

(Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995)

- (1) Sans préjudice de l'application des trois derniers alinéas de l'article 28, l'ordre du jour des assemblées comporte, par priorité et dans l'ordre que le Gouvernement a fixé, la discussion des projets de loi déposés par le Gouvernement et des propositions de loi acceptées par lui.
- (2) Une séance par semaine au moins est réservée par priorité aux questions des membres du Parlement et aux réponses du Gouvernement.
- (3) Une séance par mois est réservée par priorité à l'ordre du jour fixé par chaque assemblée.

Article 48

[entrée en vigueur le 1er mars 2009]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

- (1) *Sans préjudice de l'application des trois derniers alinéas de l'article 28, l'ordre du jour est fixé par chaque assemblée.*
- (2) *Deux semaines de séance sur quatre sont réservées par priorité, et dans l'ordre que le Gouvernement a fixé, à l'examen des textes et aux débats dont il demande l'inscription à l'ordre du jour.*
- (3) *En outre, l'examen des projets de loi de finances, des projets de loi de financement de la sécurité sociale et, sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant, des textes transmis par l'autre assemblée depuis six semaines au moins, des projets relatifs aux états de crise et des demandes d'autorisation visées à l'article 35 est, à la demande du Gouvernement, inscrit à l'ordre du jour par priorité.*
- (4) *Une semaine de séance sur quatre est réservée par priorité et dans l'ordre fixé par chaque assemblée au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques.*
- (5) *Un jour de séance par mois est réservé à un ordre du jour arrêté par chaque assemblée à l'initiative des groupes d'opposition de l'assemblée intéressée ainsi qu'à celle des groupes minoritaires.*
- (6) *Une séance par semaine au moins, y compris pendant les sessions extraordinaires prévues à l'article 29, est réservée par priorité aux questions des membres du Parlement et aux réponses du Gouvernement.*

²Er unterstützt das Parlament und die Regierung bei der Kontrolle der Ausführung der Haushaltsgesetze und der Durchführung der Gesetze zur Finanzierung der Sozialversicherung sowie bei der Bewertung der öffentlichen Politikbereiche. ³Mit seinen öffentlichen Berichten trägt der Hof zur Unterrichtung der Bürger bei.

- (2) ¹Die Konten der öffentlichen Verwaltungen müssen ordnungsgemäß und wahrheitsgetreu geführt werden. ²Sie müssen ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild des Ergebnisses ihrer Verwaltung, ihrer Vermögenslage und ihrer finanziellen Situation vermitteln.

Artikel 48 *

(Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995)

- (1) Die Anwendung der drei letzten Absätze des Art. 28 unberührt lassend, enthält die Tagesordnung der Kammern vorrangig und in der von der Regierung festgelegten Reihenfolge die Beratung der von der Regierung eingebrachten Gesetzentwürfe und der von ihr angenommenen Gesetzesvorschläge.
- (2) Mindestens eine Sitzung wöchentlich ist vorrangig den Fragen der Mitglieder des Parlaments und den Antworten der Regierung vorbehalten.
- (3) Eine Sitzung monatlich ist vorrangig der von einer jeden Kammer festgelegten Tagesordnung vorbehalten.

Artikel 48

[Inkrafttreten zum 1. März 2009]

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

- (1) *Unbeschadet der Anwendung der letzten drei Absätze des Artikels 28 legt jede Kammer ihre Tagesordnung fest.*
- (2) *Zwei Sitzungswochen von vier sind vorrangig und in der von der Regierung festgelegten Reihenfolge der Prüfung von Texten und den Aussprachen, deren Aufnahme in die Tagesordnung sie beantragt, vorbehalten.*
- (3) *Zudem wird die Prüfung der Entwürfe von Haushaltsgesetzen der Entwürfe von Gesetzen zur Finanzierung der Sozialversicherung sowie – vorbehaltlich der Bestimmungen des nachfolgenden Absatzes – der seit mindestens sechs Wochen von der anderen Kammer übermittelten Texte, der Texte betreffend Krisensituationen und der in Artikel 35 genannten Zustimmungersuchen auf Antrag der Regierung vorrangig auf die Tagesordnung gesetzt.*
- (4) *Eine Sitzungswoche von vier ist vorrangig und in der von jeder Kammer festgelegten Reihenfolge der Kontrolle der Regierungsgeschäfte und der Bewertung der öffentlichen Politikbereiche vorbehalten.*
- (5) *Ein Sitzungstag pro Monat ist einer von jeder Kammer auf Initiative der Oppositionsfraktionen der betreffenden Kammer sowie auf Initiative der Minderheitsfraktionen festgelegten Tagesordnung vorbehalten.*
- (6) *Mindestens eine Sitzung pro Woche, auch während der in Artikel 29 vorgesehenen außerordentlichen Sitzungsperioden, ist vorrangig den Anfragen der Mitglieder des Parlaments und den Antworten der Regierung vorbehalten.*

Article 49 *

- (1) Le Premier ministre, après délibération du Conseil des ministres engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du Gouvernement sur son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale.
- (2) ¹L'Assemblée nationale met en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure. ²Une telle motion n'est recevable que si elle est signée par un dixième au moins des membres de l'Assemblée nationale. ³Le vote ne peut avoir lieu que quarante-huit heures après son dépôt. ⁴Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de censure qui ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres composant l'assemblée. ⁵(Loi constitutionnelle n°95-880 du 4 août 1995) Sauf dans le cas prévu à l'alinéa ci-dessous, un député ne peut être signataire de plus de trois motions de censure au cours d'une même session ordinaire et de plus d'une au cours d'une même session extraordinaire.
- (3) ¹Le Premier ministre peut, après délibération du Conseil des ministres, engager la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un texte. ²Dans ce cas, ce texte est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.
- (4) Le Premier ministre a la faculté de demander au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale.

Article 49

[entrée en vigueur le 1er mars 2009]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

(1) *Le Premier ministre, après délibération du conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du Gouvernement sur son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale.*

(2) *¹L'Assemblée nationale met en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure. ²Une telle motion n'est recevable que si elle est signée par un dixième au moins des membres de l'Assemblée nationale. ³Le vote ne peut avoir lieu que quarante-huit heures après son dépôt. ⁴Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de censure qui ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres composant l'Assemblée. ⁵Sauf dans le cas prévu à l'alinéa ci-dessous, un député ne peut être signataire de plus de trois motions de censure au cours d'une même session ordinaire et de plus d'une au cours d'une même session extraordinaire.*

(3) *¹Le Premier ministre peut, après délibération du conseil des ministres, engager la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un projet de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale. ²Dans ce cas, ce projet est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. ³Le Premier ministre peut, en outre, recourir à cette procédure pour un autre projet ou une proposition de loi par session.*

Artikel 49 *

- (1) Der Premierminister ersucht auf Beschluß des Ministerrates die Nationalversammlung, der Regierung das Vertrauen über ihr Programm oder gegebenenfalls über eine Erklärung zur allgemeinen Politik auszusprechen.
- (2) ¹Die Nationalversammlung entzieht der Regierung das Vertrauen durch die Annahme eines Mißtrauensantrages. ²Ein solcher Antrag ist nur zulässig, wenn er wenigstens von einem Zehntel der Mitglieder der Nationalversammlung unterzeichnet ist. ³Die Abstimmung darf erst achtundvierzig Stunden nach der Einbringung stattfinden. ⁴Gezählt werden nur die zugunsten des Mißtrauensantrages abgegebenen Stimmen; dieser kann nur mit der Mehrheit der Mitglieder der Nationalversammlung angenommen werden. ⁵(Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995) ⁶Außer in dem im folgenden Absatz vorgesehenen Falle darf ein Abgeordneter im Laufe derselben ordentlichen Sitzungsperiode nicht mehr als drei Mißtrauensanträge unterschreiben, im Laufe derselben außerordentlichen Sitzungsperiode nicht mehr als einen.
- (3) ¹Der Premierminister kann auf Beschluß des Ministerrates die Nationalversammlung ersuchen, der Regierung das Vertrauen in Verbindung mit der Annahme einer Vorlage auszusprechen. ²In diesem Falle gilt die Vorlage als angenommen, wenn nicht innerhalb der nächsten vierundzwanzig Stunden ein Mißtrauensantrag eingebracht und nach Maßgabe des vorstehenden Absatzes angenommen wird.
- (4) Der Premierminister kann vom Senat die Zustimmung zu einer Erklärung über die allgemeine Politik verlangen.

Artikel 49

[Inkrafttreten zum 1. März 2009]

(Verfassungsgesetzes Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

(1) *Der Premierminister ersucht auf Beschluss des Ministerrates die Nationalversammlung, der Regierung das Vertrauen über ihr Programm oder gegebenenfalls über eine Erklärung zur allgemeinen Politik auszusprechen.*

(2) ¹*Die Nationalversammlung entzieht der Regierung das Vertrauen durch die Annahme eines Misstrauensantrags. ²Ein solcher Antrag ist nur zulässig, wenn er mindestens von einem Zehntel der Mitglieder der Nationalversammlung unterzeichnet ist. ³Die Abstimmung darf erst achtundvierzig Stunden nach der Einbringung stattfinden. ⁴Gezählt werden nur die zugunsten des Misstrauensantrags abgegebenen Stimmen; dieser kann nur mit der Mehrheit der Mitglieder der Nationalversammlung angenommen werden. ⁵Außer in dem im folgenden Absatz vorgesehenen Falle darf ein Abgeordneter im Laufe derselben ordentlichen Sitzungsperiode nicht mehr als drei Misstrauensanträge unterzeichnen, im Laufe derselben außerordentlichen Sitzungsperiode nicht mehr als einen.*

(3) ¹*Der Premierminister kann auf Beschluss des Ministerrates die Nationalversammlung ersuchen, der Regierung das Vertrauen in Verbindung mit einer Abstimmung über einen Haushaltsgesetzesentwurf oder einen Gesetzesentwurf zur Finanzierung der Sozialversicherung auszusprechen. ²In diesem Fall gilt der Entwurf als angenommen, wenn nicht innerhalb der nächsten vierundzwanzig Stunden ein Misstrauensantrag eingebracht und nach Maßgabe des vorstehenden Absatzes angenommen wird. ³Einmal pro Sitzungsperiode kann der Premierminister auf dieses Verfahren auch bei einem anderen Gesetzesentwurf oder Gesetzesvorschlag zurückgreifen.*

(4) *Le Premier ministre a la faculté de demander au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale.*

Article 50

Lorsque l'Assemblée nationale adopte une motion de censure ou lorsqu'elle désapprouve le programme ou une déclaration de politique générale du Gouvernement, le Premier ministre doit remettre au Président de la République la démission du Gouvernement.

Article 50-1

[entrée en vigueur le 1er mars 2009]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

Devant l'une ou l'autre des assemblées, le Gouvernement peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un groupe parlementaire au sens de l'article 51-1, faire, sur un sujet déterminé, une déclaration qui donne lieu à débat et peut, s'il le décide, faire l'objet d'un vote sans engager sa responsabilité.

Article 51

(Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995)

¹La clôture de la session ordinaire ou des sessions extraordinaires est de droit retardée pour permettre, le cas échéant, l'application de l'article 49. ²A cette même fin, des séances supplémentaires sont de droit.

Article 51-1

[entrée en vigueur le 1er mars 2009]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

¹Le règlement de chaque assemblée détermine les droits des groupes parlementaires constitués en son sein. ²Il reconnaît des droits spécifiques aux groupes d'opposition de l'assemblée intéressée ainsi qu'aux groupes minoritaires.

Article 51-2

[entrée en vigueur le 1er mars 2009]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

(1) *Pour l'exercice des missions de contrôle et d'évaluation définies au premier alinéa de l'article 24, des commissions d'enquête peuvent être créées au sein de chaque assemblée pour recueillir, dans les conditions prévues par la loi, des éléments d'information.*

(2) ¹*La loi détermine leurs règles d'organisation et de fonctionnement.* ²*Leurs conditions de création sont fixées par le règlement de chaque assemblée.*

TITRE VI

Des traités et accords internationaux

Article 52

(1) Le Président de la République négocie et ratifie les traités.

(4) *Der Premierminister hat die Möglichkeit vom Senat Zustimmung zu einer Erklärung zur allgemeinen Politik zu verlangen.*

Artikel 50

Wenn die Nationalversammlung einen Mißtrauensantrag annimmt oder dem Regierungsprogramm oder einer Regierungserklärung zur allgemeinen Politik nicht zustimmt, hat der Premierminister dem Präsidenten der Republik den Rücktritt der Regierung einzureichen.

Artikel 50-1

[Inkrafttreten zum 1. März 2009]

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

Vor einer der beiden Kammern, kann die Regierung auf eigene Initiative oder auf Antrag einer Fraktion gemäß Artikel 51-1, eine Erklärung zu einem bestimmten Thema abgeben, der sich eine Aussprache anschließt und über die – wenn sie dies beschließt – abgestimmt werden kann, ohne dass ihr dadurch das Misstrauen ausgesprochen werden kann.

Artikel 51

(Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995)

¹Die Schließung der ordentlichen Sitzungsperiode oder der außerordentlichen Sitzungsperioden wird von Rechts wegen ausgesetzt, um gegebenenfalls die Anwendung des Artikels 49 zu ermöglichen. ²Zu demselben Zweck finden von Rechts wegen weitere Sitzungen statt.

Artikel 51-1

[Inkrafttreten zum 1. März 2009]

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

¹In der Geschäftsordnung einer jeden Kammer sind die Rechte der in ihr gebildeten Fraktionen festgelegt. ²Sie erkennt den Oppositionsfraktionen der betreffenden Kammer sowie den Minderheitsfraktionen besondere Rechte zu.

Artikel 51-2

[Inkrafttreten zum 1. März 2009]

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)]

(1) *Zur Wahrnehmung der im ersten Absatz des Artikels 24 bestimmten Kontroll- und Bewertungsaufgaben können in jeder Kammer Untersuchungsausschüsse eingesetzt werden, um gemäß den gesetzlichen Bestimmungen Informationen zu sammeln.*

(2) ¹Das Gesetz regelt ihre Organisation und Funktionsweise. ²Die Bedingungen für ihre Einsetzung sind in der Geschäftsordnung einer jeden Kammer festgelegt.

TITEL VI

Über internationale Verträge und Abkommen

Artikel 52

(1) Der Präsident der Republik verhandelt und ratifiziert die Verträge.

- (2) Il est informé de toute négociation tendant à la conclusion d'un accord international non soumis à ratification.

Article 53

- (1) Les traités de paix, les traités de commerce, les traités ou accords relatifs à l'organisation internationale, ceux qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui modifient des dispositions de nature législative, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, ceux qui comportent cession, échange ou adjonction de territoire, ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi.
- (2) Ils ne prennent effet qu'après avoir été ratifiés ou approuvés.
- (3) Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire n'est valable sans le consentement des populations intéressées.

Article 53-1

(Loi constitutionnelle n° 93-1256 du 25 novembre 1993)

- (1) La République peut conclure avec les Etats européens qui sont liés par des engagements identiques aux siens en matière d'asile et de protection des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, des accords déterminant leurs compétences respectives pour l'examen des demandes d'asile qui leur sont présentées.
- (2) Toutefois, même si la demande n'entre pas dans leur compétence en vertu de ces accords, les autorités de la République ont toujours le droit de donner asile à tout étranger persécuté en raison de son action en faveur de la liberté ou qui sollicite la protection de la France pour un autre motif.

Article 53-2

(Loi constitutionnelle n° 99-568 du 8 juillet 1999)

La République peut reconnaître la juridiction de la Cour pénale internationale dans les conditions prévues par le traité signé le 18 juillet 1998.

Article 54

(Loi constitutionnelle n° 92-554 du 25 juin 1992)

Si le Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République, par le Premier ministre, par le président de l'une ou l'autre assemblée ou par soixante députés ou soixante sénateurs, a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratifier ou d'approuver l'engagement international en cause ne peut intervenir qu'après révision de la Constitution.

Article 55

Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie.

- (2) Er wird über jede Verhandlung unterrichtet, die auf den Abschluß eines nicht der Ratifizierung unterliegenden internationalen Abkommens hinzielt.

Artikel 53

- (1) Die Ratifizierung oder die Zustimmung zu Friedensverträgen, Handelsverträgen, Verträgen oder Abkommen über die internationale Organisation, ferner solchen, die die Staatsfinanzen binden, Bestimmungen gesetzlicher Art abändern, den Personenstand betreffen, sowie solchen, die die Abtretung, den Tausch oder den Erwerb von Gebieten beinhalten, darf nur auf Grund eines Gesetzes erfolgen.
- (2) Erst mit der Ratifizierung oder Zustimmung werden diese wirksam.
- (3) Weder die Abtretung noch der Tausch noch der Erwerb von Gebieten ist ohne die Einwilligung der betroffenen Bevölkerungen gültig.

Artikel 53-1

(Verfassungsgesetz Nr. 93-1256 vom 25. November 1993)

- (1) Die Republik kann mit den europäischen Staaten, die durch übereinstimmende Verpflichtungen auf dem Gebiet des Asylrechts und des Schutzes der Menschenrechte und Grundfreiheiten gebunden sind, Abkommen schließen, die ihre jeweiligen Zuständigkeiten für die Prüfung eingereicherter Asylbegehren regeln.
- (2) Selbst wenn das Begehren auf Grund dieser Abkommen nicht in ihre Zuständigkeit fällt, sind die Behörden der Republik gleichwohl jederzeit berechtigt, jedem Ausländer Asyl zu gewähren, der wegen seines Einsatzes zugunsten der Freiheit verfolgt wird oder aus einem anderen Grund den Schutz Frankreichs erbittet.

Artikel 53-2

(Verfassungsgesetz Nr. 598 vom 8. Juli 1999)

Die Republik kann die Gerichtsbarkeit des Internationalen Strafgerichtshofes nach Maßgabe des am 18. Juli 1998 unterzeichneten Vertrages anerkennen.

Artikel 54

(Verfassungsgesetz Nr. 92-554 vom 25. Juni 1992)

Wenn der vom Präsidenten der Republik, vom Premierminister, vom Präsidenten einer der beiden Kammern oder von sechzig Abgeordneten oder sechzig Senatoren angerufene Verfassungsrat erklärt hat, daß eine internationale Verpflichtung eine der Verfassung entgegenstehende Klausel enthält, darf die Ermächtigung zu deren Ratifizierung oder Zustimmung erst nach Verfassungsänderung ergehen.

Artikel 55

Bei ordnungsgemäßer Ratifizierung oder Zustimmung gehen Verträge oder Abkommen mit ihrer Veröffentlichung den Gesetzen vor, vorbehaltlich der jeweiligen Anwendung des Abkommens oder des Vertrages durch die andere Partei.

TITRE VII Le Conseil constitutionnel

Article 56 *

- (1) ¹Le Conseil constitutionnel comprend neuf membres, dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable. ²Le Conseil constitutionnel se renouvelle par tiers tous les trois ans. ³Trois des membres sont nommés par le Président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale, trois par le président du Sénat.
- (2) En sus des neuf membres prévus ci-dessus, font de droit partie à vie du Conseil constitutionnel les anciens Présidents de la République.
- (3) ¹Le président est nommé par le Président de la République. ²Il a voix prépondérante en cas de partage.

Article 56

[Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

(1) ¹Le Conseil constitutionnel comprend neuf membres, dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable. ²Le Conseil constitutionnel se renouvelle par tiers tous les trois ans. ³Trois des membres sont nommés par le Président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale, trois par le président du Sénat. (Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008). ⁴La procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 est applicable à ces nominations. ⁵Les nominations effectuées par le président de chaque assemblée sont soumises au seul avis de la commission permanente compétente de l'assemblée concernée.

(2) En sus des neuf membres prévus ci-dessus, font de droit partie à vie du Conseil constitutionnel les anciens Présidents de la République.

(3) ¹Le président est nommé par le Président de la République. ²Il a voix prépondérante en cas de partage.

Article 57

¹Les fonctions de membre du Conseil constitutionnel sont incompatibles avec celles de ministre ou de membre du Parlement. ²Les autres incompatibilités sont fixées par une loi organique.

Article 58

- (1) Le Conseil constitutionnel veille à la régularité de l'élection du Président de la République.
- (2) Il examine les réclamations et proclame les résultats du scrutin.

Article 59

Le Conseil constitutionnel statue, en cas de contestation, sur la régularité de l'élection des députés et des sénateurs.

TITEL VII Der Verfassungsrat

Artikel 56 *

- (1)¹Der Verfassungsrat besteht aus neun Mitgliedern, deren Amtszeit neun Jahre ohne Wiederwahl beträgt. ²Der Verfassungsrat wird alle drei Jahre zu je einem Drittel erneuert. ³Drei Mitglieder werden vom Präsidenten der Republik, drei vom Präsidenten der Nationalversammlung und drei vom Präsidenten des Senats ernannt.
- (2) Über die neun oben vorgesehenen Mitglieder hinaus gehören dem Verfassungsrat von Rechts wegen die ehemaligen Präsidenten der Republik auf Lebenszeit an.
- (3)¹Der Präsident wird vom Präsidenten der Republik ernannt. ²Im Falle der Stimmengleichheit gibt seine Stimme den Ausschlag.

Artikel 56

*[Das Inkrafttreten erfolgt unter den in den zur Anwendung erforderlichen Gesetzen und Organengesetzen festgelegten Bedingungen]
(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)*

(1) ¹Der Verfassungsrat besteht aus neun Mitgliedern, deren Amtszeit neun Jahre ohne Wiederwahl beträgt. ²Der Verfassungsrat wird alle drei Jahre zu je einem Drittel erneuert. ³Drei Mitglieder werden vom Präsidenten der Republik, drei vom Präsidenten der Nationalversammlung und drei vom Präsidenten des Senats ernannt. (Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008) ⁴Das im letzten Absatz von Artikel 13 vorgesehene Verfahren kommt bei diesen Ernennungen zur Anwendung. ⁵Zu den vom Präsidenten einer jeden Kammer vorgenommenen Ernennungen hat lediglich der zuständige ständige Ausschuss der betreffenden Kammer eine Stellungnahme abzugeben.

(2) Neben den neun oben vorgesehenen Mitgliedern gehören dem Verfassungsrat von Rechts wegen die ehemaligen Präsidenten der Republik auf Lebenszeit an.

(3) ¹Der Präsident wird vom Präsidenten der Republik ernannt. ²Im Falle von Stimmengleichheit gibt seine Stimme den Ausschlag.

Artikel 57

¹Das Amt eines Mitglieds des Verfassungsrates ist mit dem eines Ministers oder dem eines Mitglieds des Parlaments unvereinbar. ²Die übrigen Inkompatibilitäten werden durch ein Organengesetz geregelt.

Artikel 58

- (1) Der Verfassungsrat wacht über die Ordnungsmäßigkeit der Wahl des Präsidenten der Republik.
- (2) Er prüft die Beschwerden und gibt das Ergebnis des Wahlverfahrens bekannt.

Artikel 59

Der Verfassungsrat entscheidet im Falle der Anfechtung über die Ordnungsmäßigkeit der Wahl der Abgeordneten und Senatoren.

Article 60

(Loi constitutionnelle n° 2005-204 du 1er mars 2005)

¹Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité des opérations de référendum prévues aux articles 11 et 89 et au titre XV. ²Il en proclame les résultats.

Article 61

- (1) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* Les lois organiques, avant leur promulgation, les propositions de loi mentionnées à l'article 11 avant qu'elles ne soient soumises au référendum et les règlements des assemblées parlementaires, avant leur mise en application, doivent être soumis au Conseil constitutionnel, qui se prononce sur leur conformité à la Constitution.
- (2) *(Loi constitutionnelle n° 74-904 du 29 octobre 1974)* Aux mêmes fins, les lois peuvent être déferées au Conseil constitutionnel avant leur promulgation, par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat, ou soixante députés ou soixante sénateurs.
- (3) ¹Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents, le Conseil constitutionnel doit statuer dans le délai d'un mois. ²Toutefois, à la demande du Gouvernement, s'il y a urgence, ce délai est ramené à huit jours.
- (4) Dans ces mêmes cas, la saisine du Conseil constitutionnel suspend le délai de promulgation.

Article 61-1.

[Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

(1) *Lorsque, à l'occasion d'une instance en cours devant une juridiction, il est soutenu qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit, le Conseil constitutionnel peut être saisi de cette question sur renvoi du Conseil d'État ou de la Cour de cassation qui se prononce dans un délai déterminé.*

(2) *Une loi organique détermine les conditions d'application du présent article.*

Article 62

- (1) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61 ne peut être promulguée ni mise en application.
- (2) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* ¹Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61-1 est abrogée à compter de la publication de la décision du Conseil constitutionnel ou d'une date ultérieure fixée par cette décision. ²Le Conseil constitutionnel détermine les conditions et limites dans lesquelles les effets que la disposition a produits sont susceptibles d'être remis en cause.
- (3) ¹Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. ²Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles.

Artikel 60

(Verfassungsgesetz Nr. 2005-204 vom 1. März 2005)

¹Der Verfassungsrat wacht über die Ordnungsmäßigkeit des in den Artikeln 11 und 89 sowie im Titel XV vorgesehenen Verfahrens bei einem Volksentscheid. ²Er gibt dessen Ergebnisse bekannt.

Artikel 61

- (1) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)* Die Organgesetze müssen vor ihrer Verkündung, die in Artikel 11 genannten Gesetzesvorschläge, bevor sie zum Volksentscheid gebracht werden, und die Geschäftsordnungen der parlamentarischen Kammern, bevor sie zur Anwendung gebracht werden, dem Verfassungsrat vorgelegt werden, der über ihre Vereinbarkeit mit der Verfassung befindet.
- (2) *(Verfassungsgesetz Nr. 74-904 vom 29. Oktober 1974)* Zu demselben Zweck können Gesetze vor ihrer Verkündung vom Präsidenten der Republik, vom Premierminister, vom Präsidenten der Nationalversammlung, vom Präsidenten des Senats oder von sechzig Abgeordneten oder sechzig Senatoren dem Verfassungsrat zugeleitet werden.
- (3) ¹In den in den beiden vorstehenden Absätzen vorgesehenen Fällen hat der Verfassungsrat innerhalb einer Monatsfrist zu entscheiden. ²Auf Verlangen der Regierung wird jedoch bei Dringlichkeit diese Frist auf acht Tage verkürzt.
- (4) In denselben Fällen hemmt die Anrufung des Verfassungsrates die Verkündungsfrist.

Artikel 61-1

[Das Inkrafttreten erfolgt unter den in den zur Anwendung erforderlichen Gesetzen und Organgesetzen festgelegten Bedingungen]

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

(1) *Wird anlässlich eines anhängigen Gerichtsverfahrens behauptet, eine gesetzliche Bestimmung verstoße gegen die von der Verfassung garantierten Rechte und Freiheiten, kann der Verfassungsrat mit dieser Frage befasst werden, auf Verweisung des Staatsrates oder des Kassationshofes, die sich innerhalb einer bestimmten Frist äußern.*

(2) *Ein Organgesetz regelt die Bedingungen für die Anwendung dieses Artikels.*

Artikel 62

- (1) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)* Eine gemäß Artikel 61 für verfassungswidrig erklärte Bestimmung darf weder verkündet noch angewandt werden.
- (2) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)* ¹Eine gemäß Artikel 61-1 für verfassungswidrig erklärte Bestimmung wird ab der Veröffentlichung der Entscheidung des Verfassungsrats oder zu einem in dieser Entscheidung festgesetzten späteren Zeitpunkt aufgehoben. ²Der Verfassungsrat bestimmt die Bedingungen und die Grenzen für eine mögliche Infragestellung der bereits eingetretenen Folgen der betreffenden Bestimmung.
- (3) ¹Gegen die Entscheidungen des Verfassungsrates gibt es kein Rechtsmittel. ²Sie binden die öffentlichen Gewalten sowie alle Verwaltungsbehörden und Gerichte.

Article 63

Une loi organique détermine les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil constitutionnel, la procédure qui est suivie devant lui et notamment les délais ouverts pour le saisir de contestations.

**TITRE VIII
De l'autorité judiciaire****Article 64**

- (1) Le Président de la République est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire.
- (2) Il est assisté par le Conseil supérieur de la magistrature.
- (3) Une loi organique porte statut des magistrats.
- (4) Les magistrats du siège sont inamovibles.

Article 65 *

- (1) ¹Le Conseil supérieur de la magistrature est présidé par le Président de la République. ²Le ministre de la justice en est le vice-président de droit. ³Il peut suppléer le Président de la République.
- (2) (*Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993*) Le Conseil supérieur de la magistrature comprend deux formations, l'une compétente à l'égard des magistrats du siège, l'autre à l'égard des magistrats du parquet.
- (3) (*Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993*) La formation compétente à l'égard des magistrats du siège comprend, outre le Président de la République et le garde des sceaux, cinq magistrats du siège et un magistrat du parquet, un conseiller d'Etat, désigné par le Conseil d'Etat, et trois personnalités n'appartenant ni au Parlement ni à l'ordre judiciaire, désignées respectivement par le Président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat.
- (4) (*Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993*) La formation compétente à l'égard des magistrats du parquet comprend, outre le Président de la République et le garde des sceaux, cinq magistrats du parquet et un magistrat du siège, le conseiller d'Etat et les trois personnalités mentionnées à l'alinéa précédent.
- (5) (*Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993*) ¹La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du siège fait des propositions pour les nominations des magistrats du siège à la Cour de cassation et pour celles de premier président de cour d'appel et pour celles de président de tribunal de grande instance. ²Les autres magistrats du siège sont nommés sur son avis conforme.
- (6) (*Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993*) ¹Elle statue comme conseil de discipline des magistrats du siège. ²Elle est alors présidée par le premier président de la Cour de cassation.
- (7) (*Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993*) La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du parquet donne son avis pour les

Artikel 63

Ein Organgesetz regelt den Aufbau und die Tätigkeit des Verfassungsrates, das vor ihm einzuhaltende Verfahren und insbesondere die Fristen, innerhalb welcher Anfechtungen bei ihm vorgebracht werden können.

TITEL VIII Über die ordentliche Gerichtsbarkeit

Artikel 64

- (1) Der Präsident der Republik ist Garant der Unabhängigkeit der ordentlichen Gerichtsbarkeit.
- (2) Er wird vom Obersten Rat des Richterstandes unterstützt.
- (3) Die Rechtsstellung der Richter und Staatsanwälte regelt ein Organgesetz.
- (4) Die Richter sind unabsetzbar.

Artikel 65 *

- (1) ¹Den Vorsitz im Obersten Rat des Richterstandes führt der Präsident der Republik. ²Der Justizminister ist von Rechts wegen dessen Vizepräsident. ³Er kann den Präsidenten der Republik vertreten.
- (2) (*Verfassungsgesetz Nr. 93-952 vom 27. Juli 1993*) Der Oberste Rat des Richterstandes besteht aus zwei Abteilungen, von denen eine für die Richter, die andere für die Staatsanwälte zuständig ist.
- (3) (*Verfassungsgesetz Nr. 93-952 vom 27. Juli 1993*) Die für die Richter zuständige Abteilung besteht, neben dem Präsidenten der Republik und dem Justizminister, aus fünf Richtern, einem Staatsanwalt, einem vom *Conseil d'Etat* benannten Staatsrat und drei Persönlichkeiten, die weder dem Parlament noch den ordentlichen Gerichten angehören und jeweils von dem Präsidenten der Republik, dem Präsidenten der Nationalversammlung und dem Präsidenten des Senats benannt werden.
- (4) (*Verfassungsgesetz Nr. 93-952 vom 27. Juli 1993*) Die für die Staatsanwälte zuständige Abteilung besteht, neben dem Präsidenten der Republik und dem Justizminister, aus fünf Staatsanwälten, einem Richter, dem Staatsrat und den drei Persönlichkeiten, die im vorstehenden Absatz genannt wurden.
- (5) (*Verfassungsgesetz Nr. 93-952 vom 27. Juli 1993*) ¹Die für die Richter zuständige Abteilung des Obersten Rates des Richterstandes unterbreitet Vorschläge für die Ernennungen der Richter beim Kassationshof, der ersten Präsidenten der Cour d'appel und der Präsidenten des Tribunal de grande instance. ²Die übrigen Richter werden mit ihrer Einwilligung ernannt.
- (6) (*Verfassungsgesetz Nr. 93-952 vom 27. Juli 1993*) ¹Sie entscheidet für die Richter als Disziplinargericht. ²Hierbei führt der erste Präsident des Kassationshofes den Vorsitz.
- (7) (*Verfassungsgesetz Nr. 93-952 vom 27. Juli 1993*) Die für die Staatsanwälte zuständige Abteilung des Obersten Rates des Richterstandes nimmt Stellung zu den Ernennungen

nominations concernant les magistrats du parquet, à l'exception des emplois auxquels il est pourvu en Conseil des Ministres.

- (8) *(Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993)* ¹Elle donne son avis sur les sanctions disciplinaires concernant les magistrats du parquet. ²Elle est alors présidée par le procureur général près la Cour de cassation.
- (9) *(Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993)* Une loi organique détermine les conditions d'application du présent article.

Article 65

[Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

(1) *Le Conseil supérieur de la magistrature comprend une formation compétente à l'égard des magistrats du siège et une formation compétente à l'égard des magistrats du parquet.*

(2) ¹*La formation compétente à l'égard des magistrats du siège est présidée par le premier président de la Cour de cassation. ²Elle comprend, en outre, cinq magistrats du siège et un magistrat du parquet, un conseiller d'État désigné par le Conseil d'État, un avocat ainsi que six personnalités qualifiées qui n'appartiennent ni au Parlement, ni à l'ordre judiciaire, ni à l'ordre administratif. ³Le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale et le Président du Sénat désignent chacun deux personnalités qualifiées. ⁴La procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 est applicable aux nominations des personnalités qualifiées. ⁵Les nominations effectuées par le président de chaque assemblée du Parlement sont soumises au seul avis de la commission permanente compétente de l'assemblée intéressée.*

(3) *La formation compétente à l'égard des magistrats du parquet est présidée par le procureur général près la Cour de cassation. ²Elle comprend, en outre, cinq magistrats du parquet et un magistrat du siège, ainsi que le conseiller d'État, l'avocat et les six personnalités qualifiées mentionnés au deuxième alinéa.*

(4) *La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du siège fait des propositions pour les nominations des magistrats du siège à la Cour de cassation, pour celles de premier président de cour d'appel et pour celles de président de tribunal de grande instance. ²Les autres magistrats du siège sont nommés sur son avis conforme.*

(5) *La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du parquet donne son avis sur les nominations qui concernent les magistrats du parquet.*

(6) *La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du siège statue comme conseil de discipline des magistrats du siège. ²Elle comprend alors, outre les membres visés au deuxième alinéa, le magistrat du siège appartenant à la formation compétente à l'égard des magistrats du parquet.*

(7) *La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du parquet donne son avis sur les sanctions disciplinaires qui les concernent. ²Elle comprend alors, outre les membres visés au troisième alinéa, le magistrat du parquet appartenant à la formation compétente à l'égard des magistrats*

der Staatsanwälte, mit Ausnahme der im Ministerrat zu besetzenden Ämter.

(8) (*Verfassungsgesetz Nr. 93-952 vom 27. Juli 1993*) ¹Sie nimmt Stellung zu den die Staatsanwälte betreffenden Disziplinarmaßnahmen. ²Hierbei führt der Generalstaatsanwalt beim Kassationshof den Vorsitz.

(9) (*Verfassungsgesetz Nr. 93-952 vom 27. Juli 1993*) Das Nähere zur Anwendung dieses Artikels regelt ein Organgesetz.

Artikel 65

[Das Inkrafttreten erfolgt unter den in den zur Anwendung erforderlichen Gesetzen und verfassungsausführenden Gesetzen festgelegten Bedingungen]

(Verfassungsgesetzes Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

(1) *Der Oberste Rat des Richterstandes und der Staatsanwaltschaft besteht aus zwei Abteilungen, wovon jeweils eine für die Richter und die andere für die Staatsanwälte zuständig ist.*

(2) ¹*Der für die Richter zuständigen Abteilung steht der erste Präsident des Kassationshofes vor. ²Sie besteht darüber hinaus aus fünf Richtern und einem Staatsanwalt, einem vom Staatsrat benannten Conseiller d'État, einem Rechtsanwalt sowie sechs qualifizierten Persönlichkeiten, die weder dem Parlament noch der ordentlichen Gerichtsbarkeit noch der Verwaltungsgerichtsbarkeit angehören. ³Der Präsident der Republik, der Präsident der Nationalversammlung und der Präsident des Senats benennen jeweils zwei qualifizierte Persönlichkeiten. ⁴Das Verfahren nach Artikel 13 letzter Absatz ist bei der Ernennungen der qualifizierten Persönlichkeiten anwendbar. ⁵Die Ernennungen, die der Präsident einer jeden Kammer vornimmt, sind lediglich einer Stellungnahme des zuständigen ständigen Ausschusses der betroffenen Kammer unterworfen.*

(3) ¹*Der für die Staatsanwälte zuständigen Abteilung steht der Generalstaatsanwalt des Kassationshofes vor. ²Sie besteht darüber hinaus aus fünf Staatsanwälten und einem Richter sowie dem Conseiller d'État, dem Rechtsanwalt und den sechs im zweiten Absatz genannten qualifizierten Persönlichkeiten.*

(4) ¹*Die für die Richter zuständige Abteilung des Obersten Rates des Richterstandes und der Staatsanwaltschaft unterbreitet Vorschläge für die Ernennung zum Richter des Kassationshofes, zum ersten Präsidenten der Cour d'appel und zum Präsidenten des Tribunal de grande instance. ²Die übrigen Richter werden mit ihrer Einwilligung ernannt.*

(5) *Die für die Staatsanwälte zuständige Abteilung des Obersten Rates des Richterstandes und der Staatsanwaltschaft nimmt Stellung zur Ernennung der Staatsanwälte.*

(6) ¹*Die für die Richter zuständige Abteilung des Obersten Rates des Richterstandes und der Staatsanwaltschaft entscheidet als Disziplinarorgan der Richter. ²Neben den im zweiten Absatz bezeichneten Mitgliedern umfasst sie dann auch den Richter, welcher der für die Staatsanwälte zuständigen Abteilung angehört.*

(7) ¹*Die für die Staatsanwälte zuständige Abteilung des Obersten Rates des Richterstandes und der Staatsanwaltschaft nimmt Stellung zu den gegen Staatsanwälte verhängten Disziplinarmaßnahmen. ²Neben den im dritten Absatz bezeichneten Mitgliedern umfasst sie dann auch den Staatsanwalt, welcher der für die Richter*

du siège.

(8) ¹Le Conseil supérieur de la magistrature se réunit en formation plénière pour répondre aux demandes d'avis formulées par le Président de la République au titre de l'article 64. ²Il se prononce, dans la même formation, sur les questions relatives à la déontologie des magistrats ainsi que sur toute question relative au fonctionnement de la justice dont le saisit le ministre de la justice. ³La formation plénière comprend trois des cinq magistrats du siège mentionnés au deuxième alinéa, trois des cinq magistrats du parquet mentionnés au troisième alinéa, ainsi que le conseiller d'État, l'avocat et les six personnalités qualifiées mentionnés au deuxième alinéa. ⁴Elle est présidée par le premier président de la Cour de cassation, que peut suppléer le procureur général près cette cour.

(9) Sauf en matière disciplinaire, le ministre de la justice peut participer aux séances des formations du Conseil supérieur de la magistrature.

(10) Le Conseil supérieur de la magistrature peut être saisi par un justiciable dans les conditions fixées par une loi organique.

(11) La loi organique détermine les conditions d'application du présent article.

Article 66

(1) Nul ne peut être arbitrairement détenu.

(2) L'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, assure le respect de ce principe dans les conditions prévues par la loi.

Article 66-1

(Loi constitutionnelle n° 2007-239 du 23 février 2007)

Nul ne peut être condamné à la peine de mort.

TITRE IX

La Haute Cour

Article 67

(Loi constitutionnelle n° 2007-238 du 23 février 2007)

(1) Le Président de la République n'est pas responsable des actes accomplis en cette qualité, sous réserve des dispositions des articles 53-2 et 68.

(2) ¹Il ne peut, durant son mandat et devant aucune juridiction ou autorité administrative française, être requis de témoigner non plus que faire l'objet d'une action, d'un acte d'information, d'instruction ou de poursuite. ²Tout délai de prescription ou de forclusion est suspendu.

(3) Les instances et procédures auxquelles il est ainsi fait obstacle peuvent être reprises ou engagées contre lui à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la cessation des fonctions.

zuständigen Abteilung angehört.

(8) ¹Der Oberste Rat des Richterstandes und der Staatsanwaltschaft tritt im Plenum zusammen, um den vom Präsidenten der Republik gemäß Artikel 64 unterbreiteten Ersuchen um Stellungnahme nachzukommen. ²In der gleichen Besetzung nimmt er Stellung zu Fragen des Berufsethos der Richter und Staatsanwälte sowie zu allen Fragen betreffend die Funktionsweise der Justiz, mit denen er vom Justizminister befasst wird. ³Das Plenum setzt sich zusammen aus drei der im zweiten Absatz genannten Richter, drei der im dritten Absatz genannten Staatsanwälte sowie dem Conseiller d'État, dem Rechtsanwalt und den sechs qualifizierten Persönlichkeiten, die im zweiten Absatz genannt sind. ⁴Dem Plenum steht der erste Präsident des Kassationshofes vor, der durch den Generalstaatsanwalt dieses Gerichtshofes vertreten werden kann.

(9) Außer bei Disziplinarangelegenheiten kann der Justizminister an den Sitzungen der beiden Abteilungen des Obersten Rates des Richterstandes und der Staatsanwaltschaft teilnehmen.

(10) Der Oberste Rat des Richterstandes und der Staatsanwaltschaft kann unter den in einem Organgesetz festgelegten Bedingungen von einem Rechtsuchenden befasst werden.

(11) Das Organgesetz regelt die Bedingungen für die Anwendung dieses Artikels.

Artikel 66

(1) Niemand darf willkürlich in Haft gehalten werden.

(2) Die Beachtung dieses Grundsatzes gewährleistet nach Maßgabe der Gesetze die ordentliche Gerichtsbarkeit als Hüterin der Freiheit der Person.

Artikel 66-1

(Verfassungsgesetz Nr. 2007-239 vom 23. Februar 2007)

Niemand darf zur Todesstrafe verurteilt werden.

TITEL IX

Das Hohe Gericht

Artikel 67

(Verfassungsgesetz Nr. 2007-238 vom 23. Februar 2007)

(1) Der Präsident der Republik ist für die in dieser Eigenschaft vorgenommenen Handlungen nicht verantwortlich, vorbehaltlich der Bestimmungen der Artikel 53-2 und 68.

(2) ¹Er darf während seines Mandates weder von einer französischen Gerichtsbarkeit oder Verwaltungsbehörde zu einer Zeugenaussage aufgefordert werden noch einem Verfahren, einer Informations-, Ermittlungs- oder Verfolgungshandlung unterworfen werden. ²Jede Verjährungs- oder Ausschlussfrist ist gehemmt.

(3) Die auf diese Weise verhinderten Instanzen und Verfahren können nach dem Ablauf einer Frist von einem Monat nach der Beendigung des Amtes gegen ihn wiederaufgenommen oder eingeleitet werden.

Article 68

(Loi constitutionnelle n° 2007-238 du 23 février 2007)

- (1) ¹Le Président de la République ne peut être destitué qu'en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat. ²La destitution est prononcée par le Parlement constitué en Haute Cour.
- (2) La proposition de réunion de la Haute Cour adoptée par une des assemblées du Parlement est aussitôt transmise à l'autre qui se prononce dans les quinze jours.
- (3) ¹La Haute Cour est présidée par le Président de l'Assemblée nationale. ²Elle statue dans un délai d'un mois, à bulletins secrets, sur la destitution. ³Sa décision est d'effet immédiat.
- (4) ¹Les décisions prises en application du présent article le sont à la majorité des deux tiers des membres composant l'assemblée concernée ou la Haute Cour. ²Toute délégation de vote est interdite. ³Seuls sont recensés les votes favorables à la proposition de réunion de la Haute Cour ou à la destitution.
- (5) Une loi organique fixe les conditions d'application du présent article.

TITRE X**De la responsabilité pénale des membres du Gouvernement**

(Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993)

Article 68-1

- (1) Les membres du Gouvernement sont pénalement responsables des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et qualifiés crimes ou délits au moment où ils ont été commis.
- (2) Ils sont jugés par la Cour de justice de la République.
- (3) La Cour de justice de la République est liée par la définition des crimes et délits ainsi que par la détermination des peines telles qu'elles résultent de la loi.

Article 68-2

- (1) La Cour de justice de la République comprend quinze juges : douze parlementaires élus, en leur sein et en nombre égal, par l'Assemblée nationale et par le Sénat après chaque renouvellement général ou partiel de ces assemblées et trois magistrats du siège à la Cour de cassation, dont l'un préside la Cour de justice de la République.
- (2) Toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit commis par un membre du Gouvernement dans l'exercice de ses fonctions peut porter plainte auprès d'une commission des requêtes.
- (3) Cette commission ordonne soit le classement de la procédure, soit sa transmission au procureur général près la Cour de cassation aux fins de saisine de la Cour de justice de la République.

Artikel 68

(Verfassungsgesetz Nr. 2007-238 vom 23. Februar 2007)

- (1)¹Der Präsident der Republik darf nur im Falle einer offensichtlich mit der Ausübung seines Mandates unvereinbaren Pflichtverletzung von seinem Amt enthoben werden. ²Das Parlament als Hohes Gericht fasst über die Amtsenthebung einen Beschluss.
- (2)Der durch eine der Kammern des Parlamentes angenommene Vorschlag über den Zusammentritt des Hohen Gerichts wird sogleich der anderen zugeleitet, welche innerhalb von fünfzehn Tagen einen Beschluss fasst.
- (3)¹Der Präsident der Nationalversammlung führt den Vorsitz des Hohen Gerichts. ²Dieses entscheidet innerhalb von einem Monat in geheimer Abstimmung über die Amtsenthebung. ³Sein Beschluss hat sofortige Wirkung.
- (4)¹Die in Anwendung dieses Artikels gefassten Beschlüsse bedürfen der Mehrheit von zwei Dritteln der Mitglieder der betroffenen Kammer oder des Hohen Gerichts. ²Jede Übertragung des Stimmrechtes ist unzulässig. ³Gezählt werden nur die zugunsten des Vorschlags über den Zusammentritt des Hohen Gerichts oder der Amtsenthebung abgegebenen Stimmen.
- (5)Das Nähere zur Anwendung dieses Artikels regelt ein Organengesetz.

TITEL X**Über die strafrechtliche Verantwortlichkeit der Mitglieder der Regierung**

(Verfassungsgesetz Nr. 93-952 vom 27. Juli 1993)

Artikel 68-1

- (1)Die Mitglieder der Regierung sind strafrechtlich verantwortlich für die in Ausübung ihres Amtes vorgenommenen Handlungen, die zum Zeitpunkt der Begehung als Verbrechen oder Vergehen galten.
- (2)Richter ist der Gerichtshof der Republik.
- (3)Der Gerichtshof der Republik ist an die Tatbestände der Verbrechen und Vergehen sowie an die Strafandrohungen gebunden, wie sie sich aus dem Gesetz ergeben.

Artikel 68-2

- (1)Der Gerichtshof der Republik besteht aus fünfzehn Richtern: zwölf Parlamentariern, die von der Nationalversammlung und dem Senat nach jeder vollständigen oder teilweisen Erneuerung dieser Kammern aus ihrer Mitte und in gleicher Zahl gewählt werden, und drei Richtern beim Kassationshof, von denen einer den Vorsitz beim Gerichtshof der Republik führt.
- (2)Jedermann, der behauptet, durch ein Verbrechen oder Vergehen verletzt worden zu sein, das von einem Mitglied der Regierung in Ausübung seines Amtes begangen wurde, kann bei einem Annahmearschuß Beschwerde einlegen.
- (3)Dieser Ausschuß beschließt entweder die Einstellung des Verfahrens oder die Übermittlung an den Generalstaatsanwalt beim Kassationshof mit der Bitte um Anrufung des Gerichtshofes der Republik.

- (4) Le procureur général près la Cour de cassation peut aussi saisir d'office la Cour de justice de la République sur avis conforme de la commission des requêtes.
- (5) Une loi organique détermine les conditions d'application du présent article.

Article 68-3

(Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995)

Les dispositions du présent titre sont applicables aux faits commis avant son entrée en vigueur.

TITRE XI²

Le Conseil économique et social et environnementale

Article 69 *

- (1) Le Conseil économique et social, saisi par le Gouvernement, donne son avis sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret ainsi que sur les propositions de loi qui lui sont soumis.
- (2) Un membre du Conseil économique et social peut être désigné par celui-ci pour exposer devant les assemblées parlementaires l'avis du Conseil sur les projets ou propositions qui lui ont été soumis.

Article 69

[Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

(1) *Le Conseil économique, social et environnemental, saisi par le Gouvernement, donne son avis sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret ainsi que sur les propositions de lois qui lui sont soumis.*

(2) *Un membre du Conseil économique, social et environnemental peut être désigné par celui-ci pour exposer devant les assemblées parlementaires l'avis du Conseil sur les projets ou propositions qui lui ont été soumis.*

(3) *¹Le Conseil économique, social et environnemental peut être saisi par voie de pétition dans les conditions fixées par une loi organique. ²Après examen de la pétition, il fait connaître au Gouvernement et au Parlement les suites qu'il propose d'y donner.*

Article 70

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

¹Le Conseil économique, social et environnemental peut être consulté par le Gouvernement et le Parlement sur tout problème de caractère économique, social ou environnemental. ²Le Gouvernement peut également le consulter sur les projets de loi de programmation définissant les orientations pluriannuelles des finances publiques. ³Tout plan ou tout projet de loi de programmation à caractère économique, social ou environnemental lui est soumis pour avis.

² Anciennement Titre X, devenu Titre XI par la Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993.

- (4) Der Generalstaatsanwalt beim Kassationshof kann mit Einwilligung des Annahmeausschusses auch von Amts wegen den Gerichtshof der Republik anrufen.
- (5) Das Nähere zur Anwendung dieses Artikels regelt ein Organengesetz.

Artikel 68-3

(Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995)

Die Bestimmungen dieses Titels finden Anwendung auf Taten, die vor seinem Inkrafttreten begangen wurden.

TITEL XI²

Der Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat

Artikel 69 *

- (1) Der Wirtschafts- und Sozialrat nimmt auf Ersuchen der Regierung zu den Entwürfen von Gesetzen, von gesetzesvertretenden Verordnungen oder von Dekreten sowie zu den Gesetzesvorschlägen Stellung, die ihm vorgelegt werden.
- (2) Ein Mitglied des Wirtschafts- und Sozialrates kann von diesem benannt werden, um die Stellungnahme des Rates zu den ihm vorgelegten Entwürfen oder Vorschlägen vor den parlamentarischen Kammern darzulegen.

Artikel 69

*[Das Inkrafttreten erfolgt unter den in den zur Anwendung erforderlichen Gesetzen und verfassungsausführenden Gesetzen festgelegten Bedingungen]
(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)*

(1) *Der Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat nimmt auf Ersuchen der Regierung Stellung zu den Entwürfen von Gesetzen, gesetzesvertretenden Verordnungen oder Dekreten sowie zu den ihm vorgelegten Gesetzesvorschlägen.*

(2) *Ein Mitglied des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates kann von diesem benannt werden, um die Stellungnahme des Rates zu den ihm vorgelegten Gesetzentwürfen oder -vorschlägen vor den parlamentarischen Kammern darzulegen.*

(3) *¹Der Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat kann mittels einer Petition unter den durch ein Organengesetz festgelegten Bedingungen befasst werden. ²Nach Prüfung der Petition teilt er der Regierung und dem Parlament seine Vorschläge zu ihrer weiteren Behandlung mit.*

Artikel 70

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

¹Der Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat kann von der Regierung und vom Parlament zu jedem wirtschaftlichen, sozialen oder umweltrelevanten Problem gehört werden. ²Die Regierung kann ihn auch bei Entwürfen von Programmgesetzen zur Festlegung der mehrjährigen Leitlinien für die öffentlichen Finanzen konsultieren. ³Jeder Plan oder jeder Entwurf eines Programmgesetzes wirtschaftlicher, sozialer oder umweltrelevanter Art wird ihm zur Stellungnahme vorgelegt.

² Titel X geändert in Titel XI durch Verfassungsgesetz Nr. 93-952 vom 27. Juli 1993.

Article 71*(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)*

La composition du Conseil économique, social et environnemental, dont le nombre de membres ne peut excéder deux cent trente-trois, et ses règles de fonctionnement sont fixées par une loi organique.

TITRE XI BIS**Le défenseur des droits****Article 71-I**

[Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

(1) *Le Défenseur des droits veille au respect des droits et libertés par les administrations de l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics, ainsi que par tout organisme investi d'une mission de service public, ou à l'égard duquel la loi organique lui attribue des compétences.*

(2) *¹Il peut être saisi, dans les conditions prévues par la loi organique, par toute personne s'estimant lésée par le fonctionnement d'un service public ou d'un organisme visé au premier alinéa. ²Il peut se saisir d'office.*

(3) *¹La loi organique définit les attributions et les modalités d'intervention du Défenseur des droits. ²Elle détermine les conditions dans lesquelles il peut être assisté par un collègue pour l'exercice de certaines de ses attributions.*

(4) *¹Le Défenseur des droits est nommé par le Président de la République pour un mandat de six ans non renouvelable, après application de la procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13. ²Ses fonctions sont incompatibles avec celles de membre du Gouvernement et de membre du Parlement. ³Les autres incompatibilités sont fixées par la loi organique.*

(5) *Le Défenseur des droits rend compte de son activité au Président de la République et au Parlement.*

TITRE XII³**Des collectivités territoriales****Article 72**

(Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003)

(1) *Les collectivités territoriales de la République sont les communes, les départements, les régions, les collectivités à statut particulier et les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74. ²Toute autre collectivité territoriale est créée par la loi, le cas échéant en lieu et place d'une ou de plusieurs collectivités mentionnées au présent alinéa.*

(2) *Les collectivités territoriales ont vocation à prendre les décisions pour l'ensemble des*

³ Anciennement Titre XI, devenu Titre XII par la loi constitutionnelle n° 93-952.

Artikel 71

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

Die Zusammensetzung des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates, dessen Mitgliederzahl höchstens zweihundertdreißig betragen kann, sowie dessen Arbeitsweise regelt ein Organgesetz.

TITEL XI BIS**Der Verteidiger der Rechte****Artikel 71-1**

[Das Inkrafttreten erfolgt unter den in den zur Anwendung erforderlichen Gesetzen und verfassungsausführenden Gesetzen festgelegten Bedingungen]
(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

- (1) *Der Verteidiger der Rechte wacht darüber, dass die Verwaltungen des Staates, die Gebietskörperschaften, die Anstalten des öffentlichen Rechts sowie jede Einrichtung, die mit der Erbringung eines Gemeindienstes beauftragt ist oder der durch das Organgesetz Befugnisse übertragen worden sind, die Rechte und Freiheiten einhalten.*
- (2) ¹*Er kann unter den durch das Organgesetz festgelegten Bedingungen von jeder Person angerufen werden, die sich durch die Funktionsweise eines Gemeindienstes oder einer im ersten Absatz genannten Einrichtung beschwert fühlt.* ²*Er kann sich auch von Rechts wegen mit einer Sache befassen.*
- (3) ¹*Das Organgesetz regelt die Befugnisse und die Formen des Einschreitens des Verteidigers der Rechte.* ²*Es bestimmt auch die Bedingungen, unter denen er von einem Gremium bei der Wahrnehmung einiger seiner Befugnisse unterstützt werden kann.*
- (4) ¹*Der Verteidiger der Rechte wird durch den Präsidenten der Republik für ein nicht erneuerbares Mandat von sechs Jahren, nach Durchführung des im letzten Absatz von Artikel 13 vorgesehenen Verfahrens ernannt.* ²*Dieses Amt ist mit der Wahrnehmung eines Regierungsamtes oder der Ausübung eines parlamentarischen Mandats unvereinbar.* ³*Die weiteren Inkompatibilitäten werden durch Organgesetz festgelegt.*
- (5) *Der Verteidiger der Rechte erstattet dem Präsidenten der Republik und dem Parlament Bericht über seine Tätigkeit.*

TITELXII³**Über die Gebietskörperschaften****Artikel 72**

(Verfassungsgesetz Nr. 2003-276 vom 28. März 2003)

- (1)¹*Die Gebietskörperschaften der Republik sind die Gemeinden, die Departements, die Regionen, die Körperschaften mit besonderer Rechtsstellung und die unter Artikel 74 fallenden überseeischen Gebiete.* ²*Jede andere Gebietskörperschaft wird durch Gesetz geschaffen, gegebenenfalls anstelle einer oder mehrerer in diesem Absatz genannter Körperschaften.*
- (2)*Die Gebietskörperschaften sind dazu berufen, Entscheidungen in allen*

³ Titel XI geändert in Titel XII durch Verfassungsgesetz Nr. 93-952.

compétences qui peuvent le mieux être mises en oeuvre à leur échelon.

- (3) Dans les conditions prévues par la loi, ces collectivités s'administrent librement par des conseils élus et disposent d'un pouvoir réglementaire pour l'exercice de leurs compétences.
- (4) Dans les conditions prévues par la loi organique, et sauf lorsque sont en cause les conditions essentielles d'exercice d'une liberté publique ou d'un droit constitutionnellement garanti, les collectivités territoriales ou leurs groupements peuvent, lorsque, selon le cas, la loi ou le règlement l'a prévu, déroger, à titre expérimental et pour un objet et une durée limités, aux dispositions législatives ou réglementaires qui régissent l'exercice de leurs compétences.
- (5) ¹Aucune collectivité territoriale ne peut exercer une tutelle sur une autre. ²Cependant, lorsque l'exercice d'une compétence nécessite le concours de plusieurs collectivités territoriales, la loi peut autoriser l'une d'entre elles ou un de leurs groupements à organiser les modalités de leur action commune.
- (6) Dans les collectivités territoriales de la République, le représentant de l'Etat, représentant de chacun des membres du Gouvernement, a la charge des intérêts nationaux, du contrôle administratif et du respect des lois.

Art 72-1

(Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003)

- (1) La loi fixe les conditions dans lesquelles les électeurs de chaque collectivité territoriale peuvent, par l'exercice du droit de pétition, demander l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de cette collectivité d'une question relevant de sa compétence.
- (2) Dans les conditions prévues par la loi organique, les projets de délibération ou d'acte relevant de la compétence d'une collectivité territoriale peuvent, à son initiative, être soumis, par la voie du référendum, à la décision des électeurs de cette collectivité.
- (3) ¹Lorsqu'il est envisagé de créer une collectivité territoriale dotée d'un statut particulier ou de modifier son organisation, il peut être décidé par la loi de consulter les électeurs inscrits dans les collectivités intéressées. ²La modification des limites des collectivités territoriales peut également donner lieu à la consultation des électeurs dans les conditions prévues par la loi.

Article 72-2

(Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003)

- (1) Les collectivités territoriales bénéficient de ressources dont elles peuvent disposer librement dans les conditions fixées par la loi.
- (2) ¹Elles peuvent recevoir tout ou partie du produit des impositions de toutes natures. ²La loi peut les autoriser à en fixer l'assiette et le taux dans les limites qu'elle détermine.
- (3) ¹Les recettes fiscales et les autres ressources propres des collectivités territoriales représentent, pour chaque catégorie de collectivités, une part déterminante de l'ensemble de leurs ressources. ²La loi organique fixe les conditions dans lesquelles cette règle est mise en oeuvre.

(Zuständigkeits)Bereichen zu treffen, die am besten auf ihrer Ebene umgesetzt werden können.

- (3) Diese Körperschaften verwalten sich selbst nach Maßgabe des Gesetzes durch gewählte Räte und verfügen über das Verordnungsrecht zur Ausübung ihrer Zuständigkeiten.
- (4) Nach Maßgabe des Organgesetzes und wenn das Gesetz beziehungsweise die Verordnung es vorsieht, können die Gebietskörperschaften oder ihre Verbände von den gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Bestimmungen, welche die Ausübung ihrer Zuständigkeiten regeln, sachlich und zeitlich begrenzt zu Experimentierzwecken abweichen, sofern die wesentlichen Bedingungen der Wahrnehmung eines öffentlichen Freiheitsrechts oder eines in der Verfassung verbürgten Rechts unberührt bleiben.
- (5) ¹Keine Gebietskörperschaft darf Aufsicht über eine andere ausüben. ²Indessen kann das Gesetz, soweit die Ausübung einer Zuständigkeit das Zusammenwirken mehrerer Gebietskörperschaften erfordert, eine von ihnen oder eine ihrer Verbände ermächtigen, die Modalitäten ihres gemeinsamen Handelns zu organisieren.
- (6) In den Gebietskörperschaften der Republik trägt der Vertreter des Staates, zugleich Vertreter eines jeden Regierungsmitglieds, die Verantwortung für die nationalen Belange, die Verwaltungsaufsicht und die Einhaltung der Gesetze.

Artikel 72-1

(Verfassungsgesetz Nr. 2003-276 vom 28. März 2003)

- (1) Das Gesetz legt die Bedingungen fest, unter denen die Wähler jeder Gebietskörperschaft in Ausübung des Petitionsrechts verlangen können, daß eine Frage, die in den Zuständigkeitsbereich der Gebietskörperschaft fällt, in die Tagesordnung ihrer beschließenden Versammlung aufgenommen wird.
- (2) Nach Maßgabe des Organgesetzes können die Entwürfe von Beschlüssen oder Rechtsakten, die in die Zuständigkeit einer Gebietskörperschaft fallen, auf ihre Initiative hin den Wählern dieser Körperschaft zur Entscheidung durch Volksentscheid vorgelegt werden.
- (3) ¹Ist beabsichtigt, eine Gebietskörperschaft mit besonderer Rechtsstellung zu schaffen oder deren Aufbau zu verändern, kann durch Gesetz beschlossen werden, die in den betroffenen Körperschaften eingetragenen Wähler zu befragen. ²Die Änderung der Grenzen der Gebietskörperschaften kann gleichfalls Anlass zu einer Befragung der Wähler nach Maßgabe des Gesetzes geben.

Artikel 72-2

(Verfassungsgesetz Nr. 2003-276 vom 28. März 2003)

- (1) Den Gebietskörperschaften stehen Einnahmen zu, über die sie nach Maßgabe des Gesetzes frei verfügen können.
- (2) ¹Ihnen kann das Aufkommen von Steuern aller Art ganz oder teilweise zufließen. ²Das Gesetz kann sie in den von ihm bestimmten Grenzen ermächtigen, die Besteuerungsgrundlage und die Steuersätze festzulegen.
- (3) ¹Das Steueraufkommen und die anderen gebietskörperschaftseigenen Einnahmen stellen für jede Art von Körperschaft einen entscheidenden Anteil an der Gesamtheit ihrer Einnahmen dar. ²Die Umsetzung dieser Regel erfolgt nach Maßgabe des verfassungsausführenden Gesetzes.

- (4)¹Tout transfert de compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice. ²Toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des collectivités territoriales est accompagnée de ressources déterminées par la loi.
- (5) La loi prévoit des dispositifs de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales.

Article 72-3

(Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003)

- (1) La République reconnaît, au sein du peuple français, les populations d'outre-mer, dans un idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité.
- (2) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* La Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, les îles Wallis et Futuna et la Polynésie française sont régis par l'article 73 pour les départements et les régions d'outre-mer, et pour les collectivités territoriales créées en application du dernier alinéa de l'article 73, et par l'article 74 pour les autres collectivités.
- (3) Le statut de la Nouvelle-Calédonie est régi par le titre XIII.
- (4) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* La loi détermine le régime législatif et l'organisation particulière des Terres australes et antarctiques françaises et de Clipperton.

Art. 72-4

(Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003)

- (1)¹Aucun changement, pour tout ou partie de l'une des collectivités mentionnées au deuxième alinéa de l'article 72-3, de l'un vers l'autre des régimes prévus par les articles 73 et 74, ne peut intervenir sans que le consentement des électeurs de la collectivité ou de la partie de collectivité intéressée ait été préalablement recueilli dans les conditions prévues à l'alinéa suivant. ²Ce changement de régime est décidé par une loi organique.
- (2)¹Le Président de la République, sur proposition du Gouvernement pendant la durée des sessions ou sur proposition conjointe des deux assemblées, publiées au Journal officiel, peut décider de consulter les électeurs d'une collectivité territoriale située outre-mer sur une question relative à son organisation, à ses compétences ou à son régime législatif. ²Lorsque la consultation porte sur un changement prévu à l'alinéa précédent et est organisée sur proposition du Gouvernement, celui-ci fait, devant chaque assemblée, une déclaration qui est suivie d'un débat.

Article 73 *

(Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003)

- (1) Dans les départements et les régions d'outre-mer, les lois et règlements sont applicables de plein droit. Ils peuvent faire l'objet d'adaptations tenant aux caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités.
- (2) Ces adaptations peuvent être décidées par ces collectivités dans les matières où s'exercent leurs compétences et si elles y ont été habilitées par la loi.

- (4) ¹Jede Übertragung von Aufgaben zwischen Staat und Gebietskörperschaften bringt die Zuweisung von Einnahmen in Höhe derjenigen mit sich, die für deren Wahrnehmung bereitgestellt wurden. ²Für jede Begründung oder Erweiterung von Aufgaben, die eine Ausgabenerhöhung der Gebietskörperschaften zur Folge hat, werden gesetzlich festgelegte Einnahmen zur Verfügung gestellt.
- (5) Das Gesetz sieht Ausgleichsmaßnahmen zur Förderung der Gleichheit zwischen den Gebietskörperschaften vor.

Artikel 72-3

(Verfassungsgesetz Nr. 2003-276 vom 28. März 2003)

- (1) Die Republik erkennt innerhalb des französischen Volkes die überseeischen Bevölkerungen in einem gemeinsamen Ideal von Freiheit, Gleichheit und Brüderlichkeit an.
- (2) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)* Die Rechtsstellung von Guadeloupe, Französisch-Guyana, Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre und Miquelon, der Inseln Wallis und Futuna sowie von Französisch-Polynesien wird geregelt durch Artikel 73 hinsichtlich der überseeischen Departements, Regionen und der gemäß Artikel 73 letzter Absatz geschaffenen Gebietskörperschaften sowie durch Artikel 74 hinsichtlich der anderen Körperschaften.
- (3) Die Rechtsstellung von Neu-Kaledonien wird in Titel XIII geregelt.
- (4) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)* Das Gesetz bestimmt das gesetzliche System und die besondere Organisation der französischen Süd- und Antarktisgebiete und Clippertons

Artikel 72-4

(Verfassungsgesetz Nr. 2003-276 vom 28. März 2003)

- (1) ¹Die Gesamtheit oder ein Teil der im zweiten Absatz des Artikels 72-3 erwähnten Körperschaften kann nicht von einer in die andere der in den Artikeln 73 und 74 vorgesehenen systematischen Zuordnungen wechseln, ohne daß zuvor die Billigung der Wähler der betroffenen Körperschaft oder deren Teils nach Maßgabe des folgenden Absatzes eingeholt wurde. ²Dieser Wechsel wird durch Organgesetz beschlossen.
- (2) ¹Der Präsident der Republik kann auf Vorschlag der Regierung während der Sitzungsperioden oder auf gemeinsamen Vorschlag beider Kammern, die im *Journal officiel* veröffentlicht werden, die Wähler einer überseeischen Gebietskörperschaft zu ihrem Aufbau, ihren Zuständigkeiten oder ihrem gesetzlichen System befragen. ²Betrifft die Befragung eine im vorstehenden Absatz vorgesehene Änderung und findet sie auf Vorschlag der Regierung statt, gibt diese vor jeder Kammer eine Erklärung ab, der eine Aussprache folgt.

Artikel 73 *

(Verfassungsgesetz Nr. 2003-276 vom 28. März 2003)

- (1) ¹In den überseeischen Departements und Regionen sind Gesetze und Verordnungen unmittelbar anwendbar. ²Sie können den besonderen Eigenheiten und Zwängen dieser Körperschaften angepasst werden.
- (2) Diese Anpassungen können von diesen Körperschaften in ihrer jeweiligen Zuständigkeitsbereiche beschlossen werden, wenn sie hierzu gesetzlich ermächtigt wurden.

- (3) Par dérogation au premier alinéa et pour tenir compte de leurs spécificités, les collectivités régies par le présent article peuvent être habilitées par la loi à fixer elles-mêmes les règles applicables sur leur territoire, dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi.
- (4)¹Ces règles ne peuvent porter sur la nationalité, les droits civiques, les garanties des libertés publiques, l'état et la capacité des personnes, l'organisation de la justice, le droit pénal, la procédure pénale, la politique étrangère, la défense, la sécurité et l'ordre publics, la monnaie, le crédit et les changes, ainsi que le droit électoral. ²Cette énumération pourra être précisée et complétée par une loi organique.
- (5) La disposition prévue aux deux précédents alinéas n'est pas applicable au département et à la région de La Réunion.
- (6)¹Les habilitations prévues aux deuxième et troisième alinéas sont décidées, à la demande de la collectivité concernée, dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique. ²Elles ne peuvent intervenir lorsque sont en cause les conditions essentielles d'exercice d'une liberté publique ou d'un droit constitutionnellement garanti.
- (7) La création par la loi d'une collectivité se substituant à un département et une région d'outre-mer ou l'institution d'une assemblée délibérante unique pour ces deux collectivités ne peut intervenir sans qu'ait été recueilli, selon les formes prévues au second alinéa de l'article 72-4, le consentement des électeurs inscrits dans le ressort de ces collectivités.

Article 73

[Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois nécessaires à leur application]

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

(1) *¹Dans les départements et les régions d'outre-mer, les lois et règlements sont applicables de plein droit. ²Ils peuvent faire l'objet d'adaptations tenant aux caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités.*

(2) *Ces adaptations peuvent être décidées par ces collectivités dans les matières où s'exercent leurs compétences et si elles y ont été habilitées, selon le cas, par la loi ou par le règlement.*

(3) *Par dérogation au premier alinéa et pour tenir compte de leurs spécificités, les collectivités régies par le présent article peuvent être habilitées, selon le cas, par la loi ou par le règlement, à fixer elles-mêmes les règles applicables sur leur territoire, dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi ou du règlement.*

(4) *¹Ces règles ne peuvent porter sur la nationalité, les droits civiques, les garanties des libertés publiques, l'état et la capacité des personnes, l'organisation de la justice, le droit pénal, la procédure pénale, la politique étrangère, la défense, la sécurité et l'ordre publics, la monnaie, le crédit et les changes, ainsi que le droit électoral. ²Cette énumération pourra être précisée et complétée par une loi organique.*

(5) *La disposition prévue aux deux précédents alinéas n'est pas applicable au département et à la région de La Réunion.*

- (3) Abweichend von Absatz 1 und um ihren Besonderheiten Rechnung zu tragen, können die diesem Artikel unterfallenden Körperschaften gesetzlich ermächtigt werden, in einer begrenzten Anzahl von Bereichen, welche Gegenstand der Gesetzgebung sein können, selbst die auf ihrem Gebiet anwendbaren Vorschriften festzulegen.
- (4) ¹Diese Vorschriften können nicht die Staatsangehörigkeit, die Bürgerrechte, die Garantien der öffentlichen Freiheitsrechte, den Personenstand und die Geschäftsfähigkeit, den Justizaufbau, das Strafrecht, das Strafprozessrecht, die Außenpolitik, die Verteidigung, die öffentliche Sicherheit und Ordnung, das Währungswesen, das Kreditwesen und den Devisenhandel sowie das Wahlrecht betreffen. ²Diese Aufzählung kann durch Organengesetz näher bestimmt und ergänzt werden.
- (5) Die in den beiden vorstehenden Absätzen enthaltene Bestimmung ist auf das Departement und die Region La Réunion nicht anwendbar.
- (6) ¹Die in Absatz 2 und 3 vorgesehenen Ermächtigungen werden auf Verlangen der betroffenen Körperschaft nach Maßgabe und mit den Einschränkungen eines Organgesetzes erteilt. ²Sie können nicht erteilt werden, wenn die wesentlichen Bedingungen der Ausübung eines öffentlichen Freiheitsrechts oder eines verfassungsmäßig verbürgten Rechts betroffen sind.
- (7) Die gesetzliche Schaffung einer Körperschaft, die ein überseeisches Departement oder eine überseeische Region ersetzt oder die Einrichtung einer gemeinsamen beschließenden Versammlung für diese beiden Körperschaften ist erst zulässig, nachdem die Billigung der in diesen Körperschaften eingetragenen Wähler gemäß den Bestimmungen des Artikels 72-4 Absatz 2 eingeholt worden ist.

Artikel 73

*[Inkrafttreten unter den in den zur Anwendung erforderlichen Gesetzen und verfassungsausführenden Gesetzen festgelegten Bedingungen]
(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)*

- (1) ¹In den überseeischen Departements und Regionen sind Gesetze und Verordnungen unmittelbar anwendbar. ²Sie können den besonderen Eigenheiten und Erfordernissen dieser Körperschaften angepasst werden.
- (2) *Diese Anpassungen können von diesen Körperschaften in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereichen beschlossen werden, wenn sie hierzu je nach Fall durch ein Gesetz oder eine Verordnung ermächtigt worden sind.*
- (3) *Abweichend vom ersten Absatz und um ihren Besonderheiten Rechnung zu tragen, können die diesem Artikel unterfallenden Körperschaften je nach Fall durch Gesetz oder Verordnung ermächtigt werden, in einer begrenzten Anzahl von Bereichen, welche Gegenstand der Gesetzgebung oder der Verordnungsgebung sein können, selbst die auf ihrem Gebiet anwendbaren Vorschriften festzulegen.*
- (4) ¹*Diese Vorschriften dürfen sich nicht auf die Staatsangehörigkeit, die Bürgerrechte, die Garantien der öffentlichen Freiheitsrechte, den Personenstand und die Geschäftsfähigkeit, den Justizaufbau, das Strafrecht, das Strafprozessrecht, die Außenpolitik, die Verteidigung, die öffentliche Sicherheit und Ordnung, das Währungswesen, das Kreditwesen und den Devisenhandel sowie das Wahlrecht beziehen. ²Diese Aufzählung kann durch Organengesetz näher bestimmt und ergänzt werden.*
- (5) *Die in den beiden vorstehenden Absätzen enthaltene Bestimmung ist auf das Departement und die Region von La Réunion nicht anwendbar.*

(6) ¹Les habilitations prévues aux deuxième et troisième alinéas sont décidées, à la demande de la collectivité concernée, dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique. ²Elles ne peuvent intervenir lorsque sont en cause les conditions essentielles d'exercice d'une liberté publique ou d'un droit constitutionnellement garanti.

(7) La création par la loi d'une collectivité se substituant à un département et une région d'outre-mer ou l'institution d'une assemblée délibérante unique pour ces deux collectivités ne peut intervenir sans qu'ait été recueilli, selon les formes prévues au second alinéa de l'article 72-4, le consentement des électeurs inscrits dans le ressort de ces collectivités.

Article 74

(Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003)

- (1) Les collectivités d'outre-mer régies par le présent article ont un statut qui tient compte des intérêts propres de chacune d'elles au sein de la République.
- (2) Ce statut est défini par une loi organique, adoptée après avis de l'assemblée délibérante, qui fixe :
- les conditions dans lesquelles les lois et règlements y sont applicables ;
 - les compétences de cette collectivité ; sous réserve de celles déjà exercées par elle, le transfert de compétences de l'Etat ne peut porter sur les matières énumérées au quatrième alinéa de l'article 73, précisées et complétées, le cas échéant, par la loi organique ;
 - les règles d'organisation et de fonctionnement des institutions de la collectivité et le régime électoral de son assemblée délibérante ;
 - les conditions dans lesquelles ses institutions sont consultées sur les projets et propositions de loi et les projets d'ordonnance ou de décret comportant des dispositions particulières à la collectivité, ainsi que sur la ratification ou l'approbation d'engagements internationaux conclus dans les matières relevant de sa compétence.
- (3) La loi organique peut également déterminer, pour celles de ces collectivités qui sont dotées de l'autonomie, les conditions dans lesquelles :
- le Conseil d'Etat exerce un contrôle juridictionnel spécifique sur certaines catégories d'actes de l'assemblée délibérante intervenant au titre des compétences qu'elle exerce dans le domaine de la loi ;
 - l'assemblée délibérante peut modifier une loi promulguée postérieurement à l'entrée en vigueur du statut de la collectivité, lorsque le Conseil constitutionnel, saisi notamment par les autorités de la collectivité, a constaté que la loi était intervenue dans le domaine de compétence de cette collectivité ;
 - des mesures justifiées par les nécessités locales peuvent être prises par la collectivité en faveur de sa population, en matière d'accès à l'emploi, de droit d'établissement pour l'exercice d'une activité professionnelle ou de protection du patrimoine foncier ;
 - la collectivité peut participer, sous le contrôle de l'Etat, à l'exercice des compétences qu'il conserve, dans le respect des garanties accordées sur l'ensemble du territoire national pour l'exercice des libertés publiques.
- (4) Les autres modalités de l'organisation particulière des collectivités relevant du présent article sont définies et modifiées par la loi après consultation de leur assemblée délibérante.

(6) ¹Die in Absatz 2 und 3 vorgesehenen Ermächtigungen werden auf Verlangen der betroffenen Körperschaft nach Maßgabe und mit den Einschränkungen eines Organgesetzes erteilt. ²Sie können nicht erteilt werden, wenn die wesentlichen Bedingungen der Ausübung eines öffentlichen Freiheitsrechts oder eines verfassungsmäßig verbürgten Rechts betroffen sind.

(7) Die gesetzliche Gründung einer Körperschaft, die ein überseeisches Departement und eine überseeische Region ersetzt oder die Einrichtung einer einzigen beschließenden Versammlung für diese beiden Körperschaften darf nur mit Zustimmung der in diesen Körperschaften eingetragenen Wähler erfolgen, die gemäß den in Artikel 72-4 Absatz 2 vorgesehenen Bestimmungen einzuholen ist.

Artikel 74

(Verfassungsgesetz Nr. 2003-276 vom 28. März 2003)

- (1) Die Rechtsstellung der unter diesen Artikel fallenden überseeischen Körperschaften trägt deren jeweiligen Eigenbelangen innerhalb der Republik Rechnung.
- (2) Diese Rechtsstellung wird durch ein Organgesetz bestimmt, das nach Stellungnahme der beschließenden Versammlung verabschiedet wird und festlegt:
- die Bedingungen, unter denen die Gesetze und Verordnungen dort anwendbar sind;
 - die Zuständigkeiten dieser Körperschaft; vorbehaltlich der von ihr bereits wahrgenommenen kann die Übertragung von Zuständigkeiten des Staates nicht die in Artikel 73 Absatz 4 aufgeführten Bereiche umfassen, die gegebenenfalls durch das Organgesetz näher bestimmt und ergänzt werden;
 - die Regeln betreffend den Aufbau und die Arbeitsweise der Institutionen der Körperschaft sowie das Wahlsystem ihrer beschließenden Versammlung;
 - die Bedingungen, unter denen ihre Institutionen zu Gesetzentwürfen und vorschlägen, Entwürfen von gesetzvertretenden Verordnungen oder Dekreten mit besonderen Bestimmungen für die Körperschaft sowie zur Ratifizierung oder Zustimmung der in ihren Zuständigkeitsbereichen eingegangenen internationalen Verpflichtungen angehört werden.
- (3) Das Organgesetz kann ebenfalls für die mit Autonomie ausgestatteten Körperschaften die Bedingungen bestimmen, unter denen:
- der *Conseil d'Etat* eine besondere gerichtliche Kontrolle über bestimmte Kategorien von Rechtsakten der beschließenden Versammlung ausübt, die im Rahmen der Zuständigkeiten ergehen, die sie im Bereich der Gesetzgebung hat;
 - die beschließende Versammlung ein nach Inkrafttreten der Rechtsstellung der Körperschaft ausgefertigtes Gesetz ändern kann, wenn der - insbesondere von den Behörden der Körperschaft - angerufene Verfassungsrat festgestellt hat, daß das Gesetz im Zuständigkeitsbereich dieser Körperschaft ergangen ist;
 - die Körperschaft zugunsten ihrer Bevölkerung aufgrund lokaler Erfordernisse gerechtfertigte Maßnahmen auf dem Gebiet des Zugangs zur Beschäftigung, des Rechts der Niederlassung zur Ausübung einer beruflichen Tätigkeit oder zum Schutz des Grundeigentums treffen kann;
 - die Körperschaft unter Aufsicht des Staates an der Ausübung der bei ihm verbliebenen Zuständigkeiten teilhaben kann, unter Achtung der auf dem gesamten Staatsgebiet für die Ausübung der öffentlichen Freiheitsrechte gewährten Garantien.
- (4) Nähere Einzelheiten des besonderen Aufbaus der unter diesen Artikel fallenden Körperschaften werden durch Gesetz nach Anhörung ihrer beschließenden Versammlung bestimmt und geändert.

Art. 74-1*(Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003)*

- (1) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* Dans les collectivités d'outre-mer visées à l'article 74 et en Nouvelle-Calédonie, le Gouvernement peut, par ordonnances, dans les matières qui demeurent de la compétence de l'État, étendre, avec les adaptations nécessaires, les dispositions de nature législative en vigueur en métropole ou adapter les dispositions de nature législative en vigueur à l'organisation particulière de la collectivité concernée, sous réserve que la loi n'ait pas expressément exclu, pour les dispositions en cause, le recours à cette procédure.
- (2) ¹Les ordonnances sont prises en Conseil des Ministres après avis des assemblées délibérantes intéressées et du Conseil d'Etat. ²Elles entrent en vigueur dès leur publication. ³Elles deviennent caduques en l'absence de ratification par le Parlement dans le délai de dix-huit mois suivant cette publication.

Article 75

Les citoyens de la République qui n'ont pas le statut civil de droit commun, seul visé à l'article 34, conservent leur statut personnel tant qu'ils n'y ont pas renoncé.

Article 75-1*(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)*

Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France.

TITRE XIII**Dispositions transitoires relatives à la Nouvelle-Calédonie***(Loi constitutionnelle n° 98-610 du 20 juillet 1998)***Article 76**

- (1) Les populations de la Nouvelle-Calédonie sont appelées à se prononcer avant le 31 décembre 1998 sur les dispositions de l'accord signé à Nouméa le 5 mai 1998 et publié le 27 mai 1998 au Journal officiel de la République française.
- (2) Sont admises à participer au scrutin les personnes remplissant les conditions fixées à l'article 2 de loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988.
- (3) Les mesures nécessaires à l'organisation du scrutin sont prises par décret en Conseil d'Etat délibéré en Conseil des ministres.

Article 77

- (1) Après approbation de l'accord de la consultation prévue à l'article 76, la loi organique, prise après avis de l'assemblée délibérante de la Nouvelle-Calédonie, détermine, pour assurer l'évolution de la Nouvelle-Calédonie dans le respect des orientations définies par cet accord et selon les modalités nécessaires à sa mise en oeuvre :

- les compétences de l'Etat qui seront transférées, de façon définitive, aux institutions

Artikel 74-1

(*Verfassungsgesetz Nr. 2003-276 vom 28. März 2003*)

- (1) (*Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008*) In den überseeischen Körperschaften, auf die sich Artikel 74 bezieht, und in Neu-Kaledonien kann die Regierung durch gesetzvertretende Verordnung in den beim Staat verbleibenden Zuständigkeitsbereichen die im Mutterland geltenden Bestimmungen mit Gesetzescharakter den notwendigen Anpassungen ausweiten oder an die besondere Organisation der betreffenden Gebietskörperschaft anpassen, es sei denn, das Gesetz schließt den Rückgriff auf dieses Verfahren für die in Frage stehenden Bestimmungen ausdrücklich aus.
- (2) ¹Die gesetzvertretenden Verordnungen werden im Ministerrat nach Stellungnahme der betroffenen beschließenden Versammlungen und des *Conseil d'Etat* erlassen. ²Sie treten mit ihrer Veröffentlichung in Kraft. ³Sie werden hinfällig, wenn das Parlament sie nicht binnen 18 Monaten nach Veröffentlichung ratifiziert.

Artikel 75

Diejenigen Bürger der Republik, deren Rechtsstellung nicht dem gemeinen bürgerlichen Recht unterfällt, auf das sich Artikel 34 ausschließlich bezieht, behalten ihre persönliche Rechtsstellung, solange sie nicht darauf verzichtet haben.

Artikel 75-1

(*Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008*)

Die Regionalsprachen sind Teil des Kulturbesitzes Frankreichs.

TITELXIII**Übergangsbestimmungen für Neu-Kaledonien**

(*Verfassungsänderungsgesetz Nr. 98-610 vom 20. Juli 1998*)

Artikel 76

- (1) Die Bevölkerungen von Neu-Kaledonien sind aufgerufen vor dem 31. Dezember 1998 über die Bestimmungen des Abkommens, das in Nouméa am 5. Mai 1998 unterzeichnet und am 27. Mai 1998 im *Journal officiel* der Französischen Republik veröffentlicht wurde, abzustimmen.
- (2) Zur Teilnahme an dem Abstimmungsverfahren sind die Personen zugelassen, welche die vom Art. 2 des Gesetzes Nr. 88-1028 vom 9. November 1988 festgelegten Bedingungen erfüllen.
- (3) Die notwendigen Maßnahmen zur Organisation des Abstimmungsverfahrens werden nach Anhörung des *Conseil d'Etat* durch Dekret des Ministerrats getroffen.

Artikel 77

- (1) Nach der Zustimmung zu dem Abkommen durch die in Artikel 76 vorgesehene Volksbefragung legt ein Organgesetz nach Stellungnahme der beschließenden Versammlung von Neu-Kaledonien folgende Bestimmungen fest, um die Entwicklung von Neu-Kaledonien unter Achtung der in diesem Abkommen festgelegten Richtlinien und gemäß seinen notwendigen Ausführungsmodalitäten sicherzustellen:

- die Staatskompetenzen, die endgültig auf die Institutionen von Neu-Kaledonien

de la Nouvelle-Calédonie, l'échelonnement et les modalités de ces transferts, ainsi que la répartition des charges résultant de ceux-ci ;

- (*Loi constitutionnelle n° 2007-237 du 23 février 2007*) les règles d'organisation et de fonctionnement des institutions de la Nouvelle-Calédonie et notamment les conditions dans lesquelles certaines catégories d'actes de l'assemblée délibérante de la Nouvelle-Calédonie pourront être soumises avant publication au contrôle du Conseil constitutionnel ;

- les règles relatives à la citoyenneté, au régime électoral, à l'emploi et au statut civil coutumier ;

- les conditions et les délais dans lesquels les populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie seront amenées à se prononcer sur l'accession à la pleine souveraineté.

(2) Les autres mesures nécessaires à la mise en oeuvre de l'accord mentionné à l'article 76 sont définies par la loi.

(3) (*Loi constitutionnelle n° 2007-237 du 23 février 2007*) Pour la définition du corps électoral appelé à élire les membres des assemblées délibérantes de la Nouvelle-Calédonie et des provinces, le tableau auquel se réfèrent l'accord mentionné à l'article 76 et les articles 188 et 189 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie est le tableau dressé à l'occasion du scrutin prévu audit article 76 et comprenant les personnes non admises à y participer.

Articles 78 - 86

(Abrogés par la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995)

Titre XIV

De la francophonie et des accords d'association

Article 87

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

La République participe au développement de la solidarité et de la coopération entre les États et les peuples ayant le français en partage.

Article 88

(Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995)

La République peut conclure des accords avec des Etats qui désirent s'associer à elle pour développer leurs civilisations.

TITRE XV *

Des Communautés européennes et de l'Union européenne

(Loi constitutionnelle n° 92-554 du 25 juin 1992)

Article 88-1

(1) La République participe aux Communautés européennes et à l'Union européenne,

übertragen werden, die zeitliche Staffelung und die Modalitäten dieser Übertragung, sowie die Aufteilung der Lasten, die aus diesen folgen;

- (*Verfassungsgesetz Nr. 2007-237 vom 23. Februar 2007*) die Regeln betreffend den Aufbau und die Arbeitsweise der Institutionen von Neu-Kaledonien und insbesondere die Bedingungen, nach denen bestimmte Kategorien der Akte der beschließenden Versammlung von Neu-Kaledonien vor ihrer Bekanntmachung der Kontrolle des Verfassungsrates unterworfen werden können;

- die Regeln bezüglich der Staatsangehörigkeit, des Wahlsystems, der Beschäftigungspolitik und des gewohnheitsrechtlichen Zivilstatuts;

- die Bedingungen und die Fristen, nach denen die betroffenen Bevölkerungen von Neu-Kaledonien über den Zugang zur vollen Souveränität abstimmen werden.

(2) Die sonstigen notwendigen Maßnahmen zur Ausführung des in Artikel 76 genannten Abkommens regelt das Gesetz.

(3) (*Verfassungsgesetz Nr. 2007-237 vom 23. Februar 2007*) Zur Bestimmung der Wahlberechtigten, die dazu berufen sind, die Mitglieder der beschließenden Versammlungen von Neu-Kaledonien und ihrer Provinzen zu wählen, ist die Liste, auf die sich das in Artikel 76 genannte Abkommen und die Artikel 188 und 189 des Organgesetzes Nr. 99-209 vom 19. März 1999 über Neu-Kaledonien beziehen, diejenige, welche anlässlich des in Artikel 76 vorgesehenen Abstimmungsverfahrens aufgestellt wurde und die Personen aufführt, die zur Teilnahme an diesem nicht zugelassen sind.

Artikel 78 - 86

(*Aufgehoben durch Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995*)

TITELXIV

Über die Frankophonie und die Assoziierungsabkommen

Artikel 87

(*Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008*)

Die Republik fördert die Solidarität und die Zusammenarbeit zwischen den Staaten und Völkern, die mit ihr das Französisch teilen.

Artikel 88

(*Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995*)

Die Republik kann Abkommen mit Staaten schließen, die sich mit ihr assoziieren wollen, um ihre Kulturen zu entwickeln.

TITEL XV *

Über die Europäischen Gemeinschaften und die Europäische Union

(*Verfassungsgesetz Nr. 92-554 vom 25. Juni 1992*)

Artikel 88-1

(1) Die Republik wirkt an den Europäischen Gemeinschaften und der Europäischen Union

constituées d'Etats qui ont choisi librement, en vertu des traités qui les ont instituées, d'exercer en commun certaines de leurs compétences.

- (2) *(Loi constitutionnelle n° 2008-103 du 4 fév. 2008)* Elle peut participer à l'Union européenne dans les conditions prévues par le traité de Lisbonne, modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, signé le 13 décembre 2007.

Article 88-2

(Loi constitutionnelle n° 99-49 du 25 janvier 1999)

- (1) Sous réserve de réciprocité et selon les modalités prévues par le Traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992, la France consent aux transferts de compétences nécessaires à l'établissement de l'union économique et monétaire européenne.
- (2) Sous la même réserve et selon les modalités prévues par le Traité instituant la Communauté européenne, dans sa rédaction résultant du traité signé le 2 octobre 1997, peuvent être consentis les transferts de compétence nécessaires à la détermination des règles relatives à la libre circulation des personnes et aux domaines qui lui sont liés.
- (3) *(Loi constitutionnelle n° 2003-267 du 25 mars 2003)* La loi fixe les règles relatives au mandat d'arrêt européen en application des actes pris sur le fondement du Traité sur l'Union européenne.

Article 88-3

¹Sous réserve de réciprocité et selon les modalités prévues par le Traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992, le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales peut être accordé aux seuls citoyens de l'Union résidant en France. ²Ces citoyens ne peuvent exercer les fonctions de maire ou d'adjoint ni participer à la désignation des électeurs sénatoriaux et à l'élection des sénateurs. ³Une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées détermine les conditions d'application du présent article.

Article 88-4

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

- (1) Le Gouvernement soumet à l'Assemblée Nationale et au Sénat, dès leur transmission au Conseil de l'Union européenne, les projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne
- (2) Selon les modalités fixées par le règlement de chaque assemblée, des résolutions européennes peuvent être votées, le cas échéant en dehors des sessions, sur les projets ou propositions mentionnés au premier alinéa, ainsi que sur tout document émanant d'une institution de l'Union européenne.
- (3) Au sein de chaque assemblée parlementaire est instituée une commission chargée des affaires européennes.

Article 88-5

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

- (1) Tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité relatif à l'adhésion d'un Etat à

mit, die aus Staaten gebildet sind, die sich gemäß den Gründungsverträgen frei entschlossen haben, einige ihrer Kompetenzen gemeinsam auszuüben.

- (2) (*Verfassungsgesetz Nr. 2008-103 vom 4. Februar 2008*) Sie kann an der Europäischen Union nach Maßgabe des am 13. Dezember 2007 unterzeichneten Vertrages von Lissabon zur Änderung des Vertrags über die Europäische Union und des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft mitwirken.

Artikel 88 -2

(*Verfassungsgesetz Nr. 99-49 vom 25. Januar 1999*)

- (1) Unter dem Vorbehalt der Gegenseitigkeit und gemäß den Bestimmungen des am 7. Februar 1992 unterzeichneten Vertrages über die Europäische Union stimmt Frankreich der Übertragung der zur Errichtung der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion erforderlichen Kompetenzen zu.
- (2) Unter dem gleichen Vorbehalt und gemäß den Bestimmungen des Vertrages zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft in der Fassung des am 2. Oktober 1997 unterzeichneten Vertrages können die zur Festlegung der Vorschriften über den freien Personenverkehr und die damit verbundenen Bereiche erforderlichen Kompetenzen übertragen werden.
- (3) (*Verfassungsgesetz Nr. 2003-267 vom 25. März 2003*) Das Gesetz bestimmt die Regeln betreffend den europäischen Haftbefehl in Anwendung der Rechtsakte, die auf Grundlage des Vertrages über die Europäische Union ergangen sind.

Artikel 88-3

¹Unter dem Vorbehalt der Gegenseitigkeit und gemäß den Bestimmungen des am 7. Februar 1992 unterzeichneten Vertrages über die Europäische Union kann das aktive und passive Wahlrecht bei Kommunalwahlen ausschließlich Unionsbürgern mit Wohnsitz in Frankreich gewährt werden. ²Diese Bürger dürfen weder das Amt eines Bürgermeisters oder eines Beigeordneten ausüben, noch an der Ernennung der Wahlmänner zum Senat oder an der Wahl der Senatoren teilnehmen. ³Das Nähere zur Anwendung dieses Artikels regelt ein von beiden Kammern in derselben Fassung beschlossenes Organgesetz.

Artikel 88-4

(*Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008*)

- (1) Die Regierung legt der Nationalversammlung und dem Senat die Entwürfe europäischer Rechtsakte sowie die Entwürfe oder Vorschläge anderer Akte der Europäischen Union unmittelbar nach deren Übermittlung an den Rat der Europäischen Union vor.
- (2) Gemäß den in der Geschäftsordnung einer jeden Kammer festgelegten Modalitäten können europäische Entschlüsse zu den im ersten Absatz genannten Entwürfen oder Vorschlägen sowie zu allen von einer Institution der Europäischen Union stammenden Dokumenten verabschiedet werden, gegebenenfalls auch außerhalb der Sitzungsperioden.
- (3) In jeder parlamentarischen Kammer wird ein für europäische Angelegenheiten zuständiger Ausschuss eingesetzt.

Artikel 88-5

(*Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008*)

- (1) Jeder Gesetzentwurf, der zur Ratifizierung eines Vertrags über den Beitritt eines Staates

l'Union européenne et aux Communautés européennes est soumis au référendum par le Président de la République.

- (2) Toutefois, par le vote d'une motion adoptée en termes identiques par chaque assemblée à la majorité des trois cinquièmes, le Parlement peut autoriser l'adoption du projet de loi selon la procédure prévue au troisième alinéa de l'article 89.

[Cet article n'est pas applicable aux adhésions faisant suite à une conférence intergouvernementale dont la convocation a été décidée par le Conseil européen avant le 1er juillet 2004.]

TITRE XV De l'Union européenne

[Nouvelle rédaction à compter de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne]

(Loi constitutionnelle n° 2008-103 du 4 février 2008)

Article 88-1

La République participe à l'Union européenne constituée d'États qui ont choisi librement d'exercer en commun certaines de leurs compétences en vertu du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, tels qu'ils résultent du traité signé à Lisbonne le 13 décembre 2007

Article 88-2

La loi fixe les règles relatives au mandat d'arrêt européen en application des actes pris par les institutions de l'Union européenne.

Article 88-3

¹Sous réserve de réciprocité et selon les modalités prévues par le Traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992, le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales peut être accordé aux seuls citoyens de l'Union résidant en France. ²Ces citoyens ne peuvent exercer les fonctions de maire ou d'adjoint ni participer à la désignation des électeurs sénatoriaux et à l'élection des sénateurs. ³Une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées détermine les conditions d'application du présent article.

Article 88-4

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

- (1) Le Gouvernement soumet à l'Assemblée nationale et au Sénat, dès leur transmission au Conseil de l'Union européenne, les projets d'actes législatifs européens et les autres projets ou propositions d'actes de l'Union européenne.
- (2) Selon des modalités fixées par le règlement de chaque assemblée, des résolutions européennes peuvent être adoptées, le cas échéant en dehors des sessions, sur les projets ou propositions mentionnés au premier alinéa, ainsi que sur tout document émanant d'une institution de l'Union européenne.
- (3) Au sein de chaque assemblée parlementaire est instituée une commission chargée des affaires européennes.

zur Europäischen Union und zu den europäischen Gemeinschaften ermächtigt, wird vom Präsidenten der Republik zum Volksentscheid gebracht.

- (2) Jedoch kann das Parlament, durch einen von jeder Kammer mit einer Mehrheit von drei Fünfteln der Mitglieder im gleichen Wortlaut angenommenen Antrag, die Annahme des Gesetzentwurfs nach dem im dritten Absatz von Artikel 89 vorgesehenen Verfahren zulassen.

[Artikel 88-5 findet keine Anwendung auf die Beitritte, die im Anschluss an eine Regierungskonferenz erfolgen, deren Einberufung der Europäische Rat vor dem 1. Juli 2004 beschlossen hat.]

TITEL XV
Über die Europäische Union
[Fassung ab dem Inkrafttreten des Lissaboner Vertrages]
(Verfassungsgesetz Nr. 2008-103 vom 4. Februar 2008)

Artikel 88-1

Die Republik wirkt an der Europäischen Union mit, welche aus Staaten gebildet ist, die sich gemäß dem Vertrag über die Europäische Union und dem Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union, wie sie sich aus dem am 13. Dezember 2007 in Lissabon unterzeichneten Vertrag ergeben, in freier Entscheidung entschlossen haben, einige ihrer Kompetenzen gemeinsam auszuüben.

Artikel 88-2

Das Gesetz bestimmt die Regeln betreffend den europäischen Haftbefehl in Anwendung der von den Institutionen der Europäischen Union erlassenen Rechtsakte.

Artikel 88-3

¹Unter dem Vorbehalt der Gegenseitigkeit und gemäß den Bestimmungen des am 7. Februar 1992 unterzeichneten Vertrages über die Europäische Union kann das aktive und passive Wahlrecht bei Kommunalwahlen ausschließlich Unionsbürgern mit Wohnsitz in Frankreich gewährt werden. ²Diese Bürger dürfen weder das Amt eines Bürgermeisters oder eines Beigeordneten ausüben, noch an der Ernennung der Wahlmänner zum Senat oder an der Wahl der Senatoren teilnehmen. ³Das Nähere zur Anwendung dieses Artikels regelt ein von beiden Kammern in derselben Fassung beschlossenes Organengesetz.

Artikel 88-4

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

- (1) Die Regierung legt der Nationalversammlung und dem Senat die Entwürfe europäischer Rechtsakte sowie die Entwürfe oder Vorschläge anderer Akte der Europäischen Union unmittelbar nach deren Übermittlung an den Rat der Europäischen Union vor.
- (2) Gemäß den in der Geschäftsordnung einer jeden Kammer festgelegten Modalitäten können europäische Entschlüsse zu den im ersten Absatz genannten Entwürfen oder Vorschlägen sowie zu allen von einer Institution der Europäischen Union stammenden Dokumenten verabschiedet werden, gegebenenfalls auch außerhalb der Sitzungsperioden.
- (3) In jeder parlamentarischen Kammer wird ein für europäische Angelegenheiten zuständiger Ausschuss eingesetzt.

Article 88-5

(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)

- (1) Tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité relatif à l'adhésion d'un Etat à l'Union européenne est soumis au référendum par le Président de la République.
- (2) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* Toutefois, par le vote d'une motion adoptée en termes identiques par chaque assemblée à la majorité des trois cinquièmes, le Parlement peut autoriser l'adoption du projet de loi selon la procédure prévue au troisième alinéa de l'article 89.
- [L'article 88-5 n'est pas applicable aux adhésions faisant suite à une conférence intergouvernementale dont la convocation a été décidée par le Conseil européen avant le 1er juillet 2004.]

Article 88-6

- (1) ¹L'Assemblée nationale ou le Sénat peuvent émettre un avis motivé sur la conformité d'un projet d'acte législatif européen au principe de subsidiarité. ²L'avis est adressé par le président de l'assemblée concernée aux présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission européenne. ³Le Gouvernement en est informé.
- (2) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* ¹Chaque assemblée peut former un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne contre un acte législatif européen pour violation du principe de subsidiarité. ²Ce recours est transmis à la Cour de justice de l'Union européenne par le Gouvernement.
- (3) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* ¹À cette fin, des résolutions peuvent être adoptées, le cas échéant en dehors des sessions, selon des modalités d'initiative et de discussion fixées par le règlement de chaque assemblée. ²À la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs, le recours est de droit.

Article 88-7

Par le vote d'une motion adoptée en termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat, le Parlement peut s'opposer à une modification des règles d'adoption d'actes de l'Union européenne dans les cas prévus, au titre de la révision simplifiée des traités ou de la coopération judiciaire civile, par le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, tels qu'ils résultent du traité signé à Lisbonne le 13 décembre 2007.

TITRE XVI⁴

De la révision

Article 89

- (1) L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au Président de la République sur proposition du Premier ministre et aux membres du Parlement.
- (2) *(Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)* ¹Le projet ou la proposition de

⁴ Anciennement Titre XIV, devenu Titre XV par la loi constitutionnelle n° 92-554, puis Titre XVI par la loi constitutionnelle n° 93-952.

Artikel 88-5

(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)

- (1) Jeder Gesetzentwurf, der zur Ratifizierung eines Vertrags über den Beitritt eines Staates zur Europäischen Union ermächtigt, wird vom Präsidenten der Republik zum Volksentscheid gebracht.
- (2) Jedoch kann das Parlament, durch einen von jeder Kammer mit einer Mehrheit von drei Fünfteln der Mitglieder im gleichen Wortlaut angenommenen Antrag die Annahme des Gesetzentwurfs nach dem im dritten Absatz von Artikel 89 vorgesehenen Verfahren zulassen.

[Artikel 88-5 findet keine Anwendung auf die Beitritte, die im Anschluss an eine Regierungskonferenz erfolgen, deren Einberufung der Europäische Rat vor dem 1. Juli 2004 beschlossen hat.]

Artikel 88-6

- (1) ¹Die Nationalversammlung oder der Senat können eine begründete Stellungnahme zur Vereinbarkeit eines Entwurfs eines Europäischen Gesetzgebungsaktes mit dem Subsidiaritätsprinzip abgeben. ²Der Präsident der betroffenen Kammer richtet die Stellungnahme an die Präsidenten des Europäischen Parlamentes des Rates und der Kommission der Europäischen Union. ³Die Regierung wird darüber in Kenntnis gesetzt.
- (2) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)* ¹Jede Kammer kann beim Gerichtshof der Europäischen Union Rechtsmittel gegen einen europäischen Rechtsakt wegen Verstoßes gegen das Subsidiaritätsprinzip einlegen. ²Dieses Rechtsmittel wird von der Regierung an den Gerichtshof der Europäischen Union weitergeleitet.
- (3) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)* ¹Zu diesem Zweck können gemäß den in der Geschäftsordnung einer jeden Kammer festgelegten Initiativ- und Beratungsbestimmungen Entschließungen verabschiedet werden, gegebenenfalls auch außerhalb der Sitzungsperioden. ²Auf Antrag von sechzig Abgeordneten oder sechzig Senatoren ist das Rechtsmittel von Rechts wegen einzulegen.

Artikel 88-7

Durch die Annahme eines Antrags in übereinstimmender Fassung durch die Nationalversammlung und den Senat kann sich das Parlament, in den vom Vertrag über die Europäische Union und dem Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union in den Fassungen des am 13. Dezember 2007 in Lissabon unterzeichneten Vertrags vorgesehenen Fällen, einer Änderung der Regelungen über die Annahme von Akten der Europäischen Union im Rahmen des vereinfachten Änderungsverfahrens der Verträge oder der justiziellen Zusammenarbeit in Zivilsachen widersetzen.

TITEL XVI⁴**Über die Verfassungsänderung****Artikel 89**

- (1) Das Recht, eine Vorlage zur Verfassungsänderung einzubringen, steht sowohl dem Präsidenten der Republik auf Vorschlag des Premierministers als auch den Mitgliedern des Parlaments zu.
- (2) *(Verfassungsgesetz Nr. 2008-724 vom 23. Juli 2008)* ¹Der Änderungsentwurf oder

⁴ Titel XV geändert in Titel XVI durch Verfassungsgesetz Nr. 92-554, geändert in Titel XVII durch Verfassungsgesetz Nr. 93-952.

révision doit être examiné dans les conditions de délai fixées au troisième alinéa de l'article 42 et voté par les deux assemblées en termes identiques. ²La révision est définitive après avoir été approuvée par référendum.

- (3) Toutefois, le projet de révision n'est pas présenté au référendum lorsque le Président de la République décide de le soumettre au Parlement convoqué en Congrès ; dans ce cas, le projet de révision n'est approuvé que s'il réunit la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. ³Le bureau du Congrès est celui de l'Assemblée nationale.
- (4) Aucune procédure de révision ne peut être engagée ou poursuivie lorsqu'il est porté atteinte à l'intégrité du territoire.
- (5) La forme républicaine du Gouvernement ne peut faire l'objet d'une révision.

TITRE XVII⁵

Dispositions transitoires

(Abrogé par la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995)

Fait à Paris, le 4 octobre 1958

⁵ Anciennement Titre XV, devenu Titre XVI par la loi constitutionnelle n° 92-554, puis titre XVII par la loi constitutionnelle n° 93-952.

- vorschlag muss innerhalb der im dritten Absatz von Artikel 42 festgelegten Frist geprüft und von beiden Kammern im gleichen Wortlaut verabschiedet werden. ²Nach Zustimmung durch Volksentscheid tritt die Verfassungsänderung in Kraft.
- (3) ¹Der Änderungsentwurf wird jedoch nicht zum Volksentscheid gebracht, wenn der Präsident der Republik beschließt, ihn dem als Kongreß einberufenen Parlament vorzulegen; in diesem Falle gilt die Zustimmung zu dem Änderungsentwurf nur dann als erteilt, wenn sich eine Mehrheit von drei Fünfteln der abgegebenen gültigen Stimmen für ihn ausspricht. ²Präsidium des Kongresses ist das der Nationalversammlung.
- (4) Während der Verletzung der Unversehrtheit des Staatsgebietes darf ein Änderungsverfahren weder eingeleitet noch fortgesetzt werden.
- (5) Die republikanische Regierungsform darf nicht zum Gegenstand einer Änderung gemacht werden.

TITEL XVII⁵

Übergangsbestimmungen

(Aufgehoben durch Verfassungsgesetz Nr. 95-880 vom 4. August 1995)

⁵ Titel XV geändert in Titel XVI durch Verfassungsgesetz Nr. 92-554, geändert in Titel XVII durch Verfassungsgesetz Nr. 93-952.

Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946

1. Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et les libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.
2. Il proclame, en outre, comme particulièrement nécessaires à notre temps les principes politiques, économiques et sociaux ci-après :
3. La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.
4. Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.
5. Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.
6. Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix.
7. Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglemente.
8. Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises.
9. Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité.
10. La nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.
11. Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.

Präambel der Verfassung der Französischen Republik
vom 27. Oktober 1946

1. Am Tage nach dem Siege, den die freien Völker über die Regimes davongetragen haben, die versucht hatten, die menschliche Person zu unterjochen und zu entwürdigen, verkündet das französische Volk von neuem, daß jedes menschliche Wesen ohne Unterschied der Rasse, der Religion oder des Glaubens unveräußerliche und geheiligte Rechte besitzt. Es bestätigt erneut feierlich die durch die Erklärung der Rechte von 1789 niedergelegten Rechte und Freiheiten des Menschen und des Bürgers und die von den Gesetzen der Republik anerkannten essentiellen Grundsätze.
2. Es verkündet überdies als für unsere Zeit besonders notwendig die nachstehenden politischen, wirtschaftlichen und sozialen Grundsätze:
3. Das Gesetz gewährleistet der Frau auf allen Gebieten die gleichen Rechte wie dem Manne.
4. Jedermann, der wegen seines Einsatzes zugunsten der Freiheit verfolgt wird, hat in den Gebieten der Republik Asylrecht.
5. Jeder hat die Pflicht zu arbeiten und das Recht, eine Beschäftigung zu erhalten. Niemand darf bei seiner Arbeit oder Beschäftigung wegen seiner Herkunft, seinen Anschauungen oder seines Glaubens geschädigt werden.
6. Jedermann darf seine Rechte und Belange durch gewerkschaftliche Tätigkeit verteidigen und sich der Gewerkschaft seiner Wahl anschließen.
7. Das Streikrecht wird im Rahmen der Gesetze, die es regeln, ausgeübt.
8. Jeder Arbeiter nimmt durch seine Delegierten an der kollektiven Festsetzung der Arbeitsbedingungen sowie an der Geschäftsführung der Betriebe teil.
9. Jedes Vermögen und jedes Unternehmen, dessen Betrieb den Charakter eines nationalen Gemeindienstes oder eines faktischen Monopols trägt oder erhält, muß in das Eigentum der Gemeinschaft überführt werden.
10. Die Nation stellt dem einzelnen und der Familie die zu ihrer Entwicklung notwendigen Bedingungen sicher.
11. Sie gewährleistet allen, insbesondere dem Kinde, der Mutter und den alten Arbeitern Gesundheitsschutz, materielle Sicherheit, Ruhe und Freizeit. Jeder Mensch, der wegen seines Alters, seines körperlichen oder geistigen Zustands oder wegen der wirtschaftlichen Lage arbeitsunfähig ist, hat das Recht, von der Gemeinschaft angemessene Mittel für seinen Unterhalt zu erhalten.

12. La nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales.
13. La nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'Etat.
14. La République française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.
15. Sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix.
16. La France forme avec les peuples d'outre-mer une union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion.
17. L'Union française est composée de nations et de peuples qui mettent en commun ou coordonnent leurs ressources et leurs efforts pour développer leurs civilisations respectives, accroître leur bien-être et assurer leur sécurité.
18. Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ; écartant tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire, elle garantit à tous l'égal accès aux fonctions publiques et l'exercice individuel ou collectif des droits et libertés proclamés ou confirmés ci-dessus.

12. Die Nation verkündet die Solidarität und Gleichheit aller Franzosen hinsichtlich der Lasten, die aus nationalen Notständen erwachsen.
13. Die Nation gewährleistet dem Kinde wie dem Erwachsenen gleichen Zugang zur Bildung, zur Berufsausbildung und zur Kultur. Die Organisation des unentgeltlichen und laizistischen staatlichen Bildungswesens in allen Stufen ist Staatspflicht.
14. Die französische Republik richtet sich ihrer Überlieferung getreu nach den Regeln des Völkerrechts. Sie wird keinen Eroberungskrieg führen und ihre Streitkräfte niemals gegen die Freiheit irgendeines Volkes einsetzen.
15. Unter dem Vorbehalt der Gegenseitigkeit stimmt Frankreich den zur Organisation und Verteidigung des Friedens notwendigen Souveränitätseinschränkungen zu.
16. Frankreich bildet mit den überseeischen Völkern eine Union, die auf der Gleichheit der Rechte und Pflichten ohne Unterschied der Rasse oder Religion gegründet ist.
17. Die Französische Union setzt sich aus Nationen und Völkern zusammen, die ihre Hilfsquellen und ihre Anstrengungen zusammenlegen oder koordinieren, um ihre Kulturen zu entwickeln, ihr Wohl zu mehren und ihre Sicherheit zu bewahren.
18. Seiner überlieferten Sendung getreu, beabsichtigt Frankreich, die Völker, die es in seine Obhut genommen hat, der Freiheit, sich selbst zu verwalten und ihre eigenen Angelegenheiten demokratisch zu erledigen, zuzuführen; indem es jedes auf Willkür gegründete Kolonialsystem ablehnt, gewährleistet es allen gleichen Zutritt zu den öffentlichen Ämtern sowie die individuelle oder kollektive Ausübung der oben verkündeten oder bestätigten Rechte und Freiheiten.

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789

Les représentants du peuple français, constitués en Assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs ; afin que leurs actes du pouvoir législatif, et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés ; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous.

En conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen.

Article 1er

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Article 2

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

Article 3

Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

Article 4

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

Article 5

La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte vom 26. August 1789

Die Vertreter des französischen Volkes, konstituiert als Nationalversammlung, haben in der Erwägung, daß die Unkenntnis, das Vergessen oder die Verachtung der Menschenrechte die alleinigen Ursachen des öffentlichen Unglücks und der Verderbtheit der Regierung sind, beschlossen, in einer feierlichen Erklärung die natürlichen, unveräußerlichen und geheiligten Menschenrechte darzulegen, damit diese Erklärung, indem sie allen Mitgliedern des gesellschaftlichen Verbandes ständig gegenwärtig ist, diese unablässig an ihre Rechte und Pflichten erinnern möge; damit die Handlungen der gesetzgebenden wie der vollziehenden Gewalt, indem sie in jedem Augenblick mit dem Ziel einer jeden politischen Einrichtung verglichen werden können, mehr geachtet werden mögen; damit ferner die Ansprüche der Bürger, indem sie in Zukunft auf einfach und unbestreitbare Grundsätze gegründet werden, sich immer auf die Wahrung der Verfassung und auf das Wohl aller richten mögen. Infolgedessen anerkennt und erklärt die Nationalversammlung in Gegenwart und unter dem Schutze des allerhöchsten Wesens folgende Menschen- und Bürgerrechte:

Artikel 1

Die Menschen werden frei und gleich an Rechten geboren und bleiben es. Die gesellschaftlichen Unterschiede dürfen nur im gemeinen Nutzen begründet sein.

Artikel 2

Das Ziel jeder politischen Vereinigung ist die Erhaltung der natürlichen und unverzichtbaren Menschenrechte. Diese Rechte sind die Freiheit, das Eigentum, die Sicherheit und der Widerstand gegen die Unterdrückung.

Artikel 3

Der Ursprung aller Souveränität liegt wesentlich in der Nation. Keine Körperschaft und kein einzelner darf eine Gewalt ausüben, die nicht ausdrücklich von ihr ausgeht.

Artikel 4

Die Freiheit besteht darin, alles tun zu dürfen, was einem anderen nicht schadet. Die Ausübung der natürlichen Rechte jedes Menschen hat also nur die Grenzen, die den übrigen Mitgliedern der Gesellschaft den Genuß eben dieser Rechte sicherstellt. Diese Grenzen dürfen nur durch das Gesetz bestimmt werden.

Artikel 5

Das Gesetz hat nur das Recht, solche Handlungen zu verbieten, die der Gesellschaft schädlich sind. Alles, was durch das Gesetz nicht verboten ist, darf nicht verhindert werden, und niemand darf genötigt werden zu tun, was es nicht befiehlt.

Article 6

La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

Article 7

Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires doivent être punis ; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi doit obéir à l'instant : il se rend coupable par la résistance.

Article 8

La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

Article 9

Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

Article 10

Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

Article 11

La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

Article 12

La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

Article 13

Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

Artikel 6

Das Gesetz ist der Ausdruck des allgemeinen Willens. Alle Bürger sind berechtigt, persönlich oder durch ihre Vertreter an seiner Gestaltung mitzuwirken. Es soll für alle das gleich sein, mag es nun beschützen oder bestrafen. Da alle Bürger in seinen Augen gleich sind, können sie nach ihrer Fähigkeit gleichermaßen zu allen öffentlichen Würden, Stellen und Ämtern zugelassen werden, ohne anderen Unterschied als den ihrer Tugenden und ihrer Talente.

Artikel 7

Kein Mensch darf angeklagt, verhaftet oder in Haft gehalten werden, es sei denn in den durch das Gesetz bestimmten Fällen und in den Formen, die es vorgeschrieben hat. Diejenigen, die willkürliche Befehle veranlassen, ausfertigen, vollziehen oder vollziehen lassen, sind zu bestrafen; doch soll auch jeder Bürger, der auf Grund eines Gesetzes vorgeladen oder festgenommen wird, auf der Stelle gehorchen: leistet er Widerstand, so macht er sich strafbar.

Artikel 8

Das Gesetz soll nur solche Strafen festsetzen, die unbedingt und offenbar notwendig sind, und niemand darf anders als auf Grund eines vor Begehung der Straftat beschlossenen, verkündeten und rechtmäßig angewandten Gesetzes bestraft werden.

Artikel 9

Da jeder Mensch solange für unschuldig erachtet wird, bis er für schuldig erklärt ist, soll, wenn seine Festnahme für unumgänglich gehalten wird, alle Härte, die nicht erforderlich ist, um sich seiner Person zu versichern, vom Gesetz streng unterbunden werden.

Artikel 10

Niemand soll wegen seiner Anschauungen, selbst religiöser Natur, belästigt werden, solange ihre Äußerung nicht die durch das Gesetz begründete öffentliche Ordnung stört.

Artikel 11

Der freie Austausch der Gedanken und Meinungen ist eines der kostbarsten Menschenrechte; jeder Bürger kann mithin frei reden, schreiben und drucken, vorbehaltlich seiner Verantwortlichkeit für den Mißbrauch dieser Freiheit in den durch das Gesetz bestimmten Fällen.

Artikel 12

Die Gewährleistung der Menschen- und Bürgerrechte erfordert eine Streitmacht; diese Macht ist also zum Vorteil aller errichtet und nicht zum besonderen Nutzen derjenigen, denen sie anvertraut ist.

Artikel 13

Für den Unterhalt der Streitmacht und für die Ausgaben der Verwaltung ist eine allgemeine Abgabe unerlässlich; diese soll auf alle Bürger ihrem Vermögen entsprechend gleichmäßig verteilt werden.

Article 14

Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Article 15

La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

Article 16

Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution.

Article 17

La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

Artikel 14

Alle Bürger haben das Recht, entweder selbst oder durch ihre Vertreter die Notwendigkeit der öffentlichen Abgaben festzustellen, diese frei zu bewilligen, ihre Verwendung zu überwachen sowie ihre Höhe, Veranlagung, Eintreibung und Dauer zu bestimmen.

Artikel 15

Die Gesellschaft hat das Recht, von jedem öffentlichen Beamten Rechenschaft über seine Amtsführung zu fordern.

Artikel 16

Eine jede Gesellschaft, in der weder die Gewährleistung der Rechte zugesichert noch die Gewaltenteilung festgelegt ist, hat keine Verfassung.

Artikel 17

Da das Eigentum ein unverletzliches und geheiligtes Recht ist, darf es niemandem entzogen werden, es sei denn, daß die gesetzlich festgestellte öffentliche Notwendigkeit es offenbar erfordert und unter der Bedingung einer gerechten und vorherigen Entschädigung.

Charte de l'environnement de 2004

Le peuple français,

considérant,

- que les ressources et les équilibres naturels ont conditionné l'émergence de l'humanité ;
 - que l'avenir et l'existence même de l'humanité sont indissociables de son milieu naturel ;
 - que l'environnement est le patrimoine commun des êtres humains ;
 - que l'homme exerce une influence croissante sur les conditions de la vie et sur sa propre évolution ;
 - que la diversité biologique, l'épanouissement de la personne et le progrès des sociétés humaines sont affectés par certains modes de consommation ou de production et par l'exploitation excessive des ressources naturelles ;
 - que la préservation de l'environnement doit être recherchée au même titre que les autres intérêts fondamentaux de la Nation ;
 - qu'afin d'assurer un développement durable, les choix destinés à répondre aux besoins du présent ne doivent pas compromettre la capacité des générations futures et des autres peuples à satisfaire leurs propres besoins ;
- proclame :

Article 1er

Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.

Article 2

Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement.

Article 3

Toute personne doit, dans les conditions définies par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible de porter à l'environnement ou, à défaut, en limiter les conséquences.

Article 4

Toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement, dans les conditions définies par la loi.

Umwelt-Charta vom 2004

Das französische Volk verkündet,

In Anbetracht der Tatsache,

- daß die natürlichen Ressourcen und das natürliche Gleichgewicht die Entstehung der Menschheit bedingt haben;
- daß Zukunft und Bestand selbst der Menschheit untrennbar mit ihrem natürlichen Umfeld verbunden sind;
- daß die Umwelt gemeinsames Erbe aller Menschen ist;
- daß der Mensch einen wachsenden Einfluß auf die Lebensbedingungen und seine eigene Entwicklung ausübt;
- daß die biologische Vielfalt, die Entfaltung der Person und der Fortschritt der menschlichen Gesellschaften durch gewisse Verbrauchsgewohnheiten oder Herstellungsverfahren und durch die übermäßige Ausbeutung der natürlichen Ressourcen beeinträchtigt wird;
- daß der Schutz der Umwelt ebenso verfolgt werden soll wie die übrigen grundlegenden Interessen der Nation;
- daß, um eine nachhaltige Entwicklung zu sichern, die Entscheidungen, die darauf gerichtet sind, den gegenwärtigen Bedürfnissen zu genügen, nicht die Fähigkeit der künftigen Generationen und der anderen Völker gefährden dürfen, ihre eigenen Bedürfnisse zu decken:

Artikel 1

Jeder hat das Recht, in einer ausgewogenen und gesunden Umwelt zu leben.

Artikel 2

Jeder Mensch hat die Pflicht, zum Erhalt und zur Verbesserung der Umwelt beizutragen.

Artikel 3

Jeder Mensch muß nach Maßgabe des Gesetzes durch ihn drohende Umwelteingriffe vermeiden oder, wenn dies nicht möglich ist, deren Folgen begrenzen.

Artikel 4

Jeder Mensch muß nach Maßgabe des Gesetzes an der Behebung der Schäden, die er verursacht hat, mitwirken.

Article 5

Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en oeuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage.

Article 6

Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. A cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social.

Article 7

Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement.

Article 8

L'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente Charte.

Article 9

La recherche et l'innovation doivent apporter leur concours à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement.

Article 10

La présente Charte inspire l'action européenne et internationale de la France.

Artikel 5

Wenn der Eintritt eines Schadens, obschon er nach gegenwärtigem Stand der wissenschaftlichen Kenntnisse ungewiß ist, die Umwelt schwerwiegend und irreversibel beeinträchtigen könnte, wachen die Behörden in Anwendung des Vorsorgeprinzips und innerhalb ihrer Zuständigkeit über die Durchführung von Verfahren zur Risikoeinschätzung und über den Beschluß von vorläufigen Maßnahmen, die geeignet sind, dem Eintritt eines Schadens vorzubeugen.

Artikel 6

Die Politik hat eine nachhaltige Entwicklung zu fördern. Hierzu bringt sie den Umweltschutz und die Aufwertung der Umwelt mit der wirtschaftlichen Entwicklung und dem sozialen Fortschritt in Ausgleich.

Artikel 7

Jeder Mensch hat das Recht, nach Maßgabe und in den Grenzen des Gesetzes Zugang zu Umweltinformationen, die den Behörden vorliegen, zu erhalten und an der Erarbeitung von öffentlichen Entscheidungen mit Auswirkungen auf die Umwelt teilzuhaben.

Artikel 8

Umwelterziehung und -schulung sollen dazu beitragen, die in dieser Charta begründeten Rechte und Pflichten wahrzunehmen.

Artikel 9

Forschung und Innovation sollen am Erhalt und der Aufwertung der Umwelt mitwirken.

Artikel 10

Vorliegende Charta leitet das Handeln Frankreichs auf europäischer und internationaler Ebene.

PUBLICATIONS DU CENTRE JURIDIQUE FRANCO-ALLEMAND

Série études et documents du c.j.f.a. :

N° 1	Christian AUTEXIER (sous la direction de)	1987	Le glossaire de la Loi fondamentale
N° 2	Christian AUTEXIER	1987	La loi relative à la Cour constitutionnelle fédérale
N° 3	AUTEXIER / FLAUSS / FROMONT / GREWE / JOUANJAN / KOENIG	2004	Grundgesetz / Loi fondamentale (5e édition 2004 synoptique bilingue)
N° 4	Christian AUTEXIER	2009	Constitution du 4 octobre 1958 / die Verfassung der französischen Republik (7e édition 2009 synoptique bilingue)
N° 5	Christian AUTEXIER	1991	Einigungsvertrag / traité d'Union (édition synoptique bilingue)
N° 6	Christian AUTEXIER	1993	Gemeinsame lothringisch-saarländische administrative Einrichtungen und Verfahrensweisen. Rechtsgutachten, 15. April 1993
N° 7	Christian AUTEXIER / Anne CATHALY-STELKENS	1995	Verwaltungsgerichtsordnung - VwGO - / Loi sur la juridiction administrative (édition synoptique bilingue)
N° 8	Varii auctores	1995	Etudes comparatives
N° 9	Christian AUTEXIER (sous la direction de) avec le concours du Landtag de Sarre	1995	Verfassung des Saarlandes / Constitution du Land de Sarre (édition synoptique bilingue)
N° 10	Christian AUTEXIER / Anne CATHALY-STELKENS	1996	Verwaltungsverfahrensgesetz - VwVfG Loi sur la procédure administrative (édition synoptique bilingue)
N° 11	Claudia LANGE (Mémoire)	1997	Le statut constitutionnel de l'enseignement privé en France, éléments de comparaison avec le droit allemand
N° 12	Christian AUTEXIER / Kerstin GLAAB	1998	Einführung in das französische Verfassungsrecht (Vorlesungsskript)
N° 13	Rainer GROHANS / Michael WERNET	2000	Le droit au travail - son développement et sa portée actuelle en France et en Allemagne

CENTRE JURIDIQUE FRANCO-ALLEMAND

Universität des Saarlandes, Campus B 4.1 - D - 66123 Saarbrücken

Tél. : (+49 681) 302 - 2121

Télécopieur : (+49 681) 302 - 2155

<http://www.cjfa.de> - E-Mail: cjfa@uni-saarland.de

Codirecteurs : Christian Autexier
Claude Witz
Professeurs des Universités françaises

Chargée d'enseignement : Florence N'Diaye
Docteur en Droit (Paris 10/Sarrebruck)

Secrétaire générale : Béatrice Bylda

Le Centre juridique franco-allemand (CJFA) de l'université de la Sarre a pour vocation d'assurer à des jeunes bacheliers une formation juridique initiale et simultanée en droit français et en droit allemand.

Cet apprentissage précoce des deux systèmes juridiques, dans leur langue d'origine et selon les méthodes de travail propres aux juristes des deux pays, constitue la meilleure initiation à une carrière internationale comme avocat, conseil juridique, juriste d'entreprise ou au sein de l'Union européenne.

La qualité de cette formation a permis à l'université de la Sarre de recevoir en 2006 l'habilitation du ministère français de l'Éducation nationale pour délivrer le diplôme de LICENCE de droit à l'issue de la troisième année, ainsi que le diplôme intermédiaire de DEUG de droit à la fin de la 2^{ème} année.

Les deux premières années de la licence (L1 et L2) s'accomplissent à Sarrebruck, la troisième année (L3) se déroulant dans l'une des trois universités françaises partenaires dans la mise en œuvre de parcours intégrés : Paul-Verlaine-Metz, Paris II, Strasbourg III.

Depuis sa création en 1955, le Centre a formé 1500 diplômés.

La spécificité du CJFA est d'associer dans la même formation de droit français et de droit allemand,

- aussi bien des étudiants poursuivant prioritairement l'objectif d'acquérir la formation professionnelle d'un juriste français (parcours A),
- que des étudiants poursuivant prioritairement l'objectif d'acquérir la formation professionnelle d'un juriste allemand (parcours B).

Renseignements : - à l'Office Allemand d'Echanges Universitaires (DAAD)
- aux bureaux locaux de l'ONISEP
- au Centre juridique franco-allemand
Universität des Saarlandes
Campus B 4.1
D - 66123 Saarbrücken



PRÉAMBULE

LES représentants du peuple français, constitués en assemblee nationale, reconnoissant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des maux publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs; afin que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la constitution et du bonheur de tous.

En conséquence, l'assemblée nationale reconnoit et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen.

ARTICLE PREMIER.

LES hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

II.

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme: ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

III.

Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

IV.

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme, n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits: ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

V.

La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

VI.

La loi est l'expression de la volonté générale; tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation: elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans aucune distinction que celles de leurs vertus et de leurs talents.

VII.

Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi, doit obéir à l'instant; il ne peut être coupable par la résistance.

VIII.

La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

IX.

Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être severement réprimée par la loi.

X.

Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

XI.

La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement; sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

XII.

La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée.

XIII.

Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable; elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

XIV.

Les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement et en sûreté, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

XV.

L'associé a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

XVI.

Toute société, dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la répression des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution.

XVII.

Les propriétés étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'un juste et préalable indemnité.

AUX RICHESSE ENFANS DU PEUPLE FRANÇOIS.

EXPLICATION DE L'ALLÉGORIE.

La Liberté, tenant un flambeau allumé, annonce l'éclaircissement de la vérité, et la destruction de l'ignorance. Elle est couronnée de lauriers, et son pied repose sur un globe, symbole de la domination universelle de la justice. Elle est accompagnée de la Sagesse, qui tient un miroir, et de la Modestie, qui se couronne de fleurs. Les deux autres figures, la Loi et la Justice, sont assises sur des nuages, et regardent avec intérêt la Liberté. Les deux autres figures, la Force et la Justice, sont assises sur des nuages, et regardent avec intérêt la Liberté. Les deux autres figures, la Force et la Justice, sont assises sur des nuages, et regardent avec intérêt la Liberté.